



## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 4 MARS 1999

**ASIE** La récession économique provoque une crise sociale au Japon, qui compte désormais 3 millions de chômeurs. Le taux de demandeurs d'emploi dépasse, pour la première

fois, celui des Etats-Unis. Même si l'on ne peut pas encore parler de « fracture sociale », des fissures apparaissent dans le « modèle » japonais. ● LES ENTREPRISES s'efforcent

d'éviter les mises à pied en favorisant, notamment, les départs à la retraite, mais les PME, où les syndicats sont faibles, commencent à être touchées par les licenciements. Sauve-

garder l'emploi continue d'être une priorité pour les dirigeants nippons. ● CONSEQUENCE de la conjoncture économique et du chômage, la délinquance juvénile est en augmentation

et prend un tour de plus en plus violent. Un phénomène inquiétant dans une société où le taux de criminalité est, traditionnellement, l'un des plus faibles du monde.

## Le modèle social japonais usé par le chômage et la récession

La dynamique du « triangle de fer » formé par la bureaucratie, le monde politique et les milieux d'affaires s'est enrayer. Le Japon compte 3 millions de chômeurs. Les dirigeants veulent tenter de restructurer l'économie en évitant les licenciements secs « à l'américaine »

**TOKYO**  
de notre correspondant  
La sortie du tunnel de la récession est en vue : tel est le message officiel. La crise financière, tendue d'Achille de l'économie, serait en voie de résolution, et le Japon devrait se dégager de l'ornière. Peut-être. Quoiqu'il en soit, la crise économique a provoqué une crise sociale. Le chômage a atteint un niveau « historique », frôlant en janvier la barre des 3 millions de demandeurs d'emploi et touchant 4,4 % de la population active, un taux pour la première fois supérieure à celui des Etats-Unis (4,3 %).

Le malaise est de plus en plus sensible. A une question sur l'avenir, la réponse tombe invariablement : il « s'assombrit ». Simple syndrome de fin de siècle ? La société nipponne est, certes, loin de se déliter. Elle fonctionne, produit et reste économiquement dynamique. Si l'on ne peut pas parler de « fracture sociale », des fissures n'en sont pas moins apparues. Le vieillissement rapide de la population est mal vécu : en témoigne le nombre d'émissions de télévision et d'articles consacrés aux aspects les plus pénibles du problème et soulignant l'insuffisance du système de prise en charge. Ce que l'on a baptisé le « modèle

croisés » de l'entreprise – les plus de cinquante ans – perdent leur emploi, et les jeunes, eux, commencent à perdre confiance.

**LA « FATIGUE DU MÉTAL »**  
Selon la récente enquête gouvernementale sur le degré de satisfaction de la nation, le nombre des jeunes (entre dix-huit et vingt-quatre ans) insatisfaits augmente : ils sont 58,3 %, soit 5 % de plus qu'en 1993. Leur mécontentement tient aux écarts de salaires en fonction du cursus universitaire et à la difficulté à trouver un travail. L'attrait pour la « magie noire » de sectes qui mêlent science-fiction et mysticisme (telle la secte Aum, responsable en 1995 d'attentats au gaz sarin), les souffrants du système scolaire (absentéisme, violences) et une relative augmentation de la délinquance juvénile (lire en bas de page) sont les symptômes du désarroi d'une partie de la jeunesse. Le Japon reste néanmoins globalement stable, ignorant le problème des banlieues et le vandalisme.

L'inquiétude des japonais tient à la conscience qu'une période, celle de la croissance qui a débuté dans les années 60, s'est achevée. Ce que l'on a baptisé le « modèle

jpénos » est atteint par la « fatigue du métal », selon l'expression de la presse. La récession qu'il connaît depuis 1992 a le mérite d'avoir clarifié les limites du précédent « modèle » : un équilibre socio-économique temporaire, fruit d'une conjoncture – guerre froide, concurrence « drivée » par l'Etat – plus que de supposées

constantes culturelles. Mais la dynamique du « triangle de fer » formé par la bureaucratie, le monde politique et les milieux d'affaires, pièce maîtresse du système qui a fait s'arc-bouter le pays sur la production, s'est enrayer. Bien que les forces qui lui faisaient résister aient été laminées (syndicats militants, Parti socialiste), ce

triangle est incapable d'insuffler un nouveau dynamisme au pays. En dépit de millions de milliards de yens injectés dans l'économie, celle-ci commence seulement à frémir. Les extravagants travaux publics, qui alimentent les « caisses noires » des politiciens plus qu'ils ne stimulent la croissance, contribuent à l'anxiété sociale par un accroissement vertigineux de la dette publique.

### EXCEPTION CULTURELLE

La crise sociale au Japon reste, cependant, encore larvée. Les problèmes n'ont pas atteint une acuité telle qu'ils provoquent des ruptures. Et il est possible que ce seuil soit évité. Mais la récession a aggravé les injustices sociales, d'autant plus évidentes aujourd'hui que l'Etat a échoué, lorsqu'il en avait les moyens, à mettre en place un système adéquat de protection des plus défavorisés. Le Japon résiste aux leçons de laisser-faire à tout va dont on lui martèle les vertus parce qu'il en crée le coût social. Est-il prêt à sacrifier sa paix sociale sur la production, s'est enrayer. Bien que les forces qui lui faisaient résister aient été laminées (syndicats militants, Parti socialiste), ce

mites du « modèle », la crise a aussi amorcé une réflexion des Nippons sur eux-mêmes. Le « négoïsme » (rejet des responsabilités du Japon dans la seconde guerre mondiale) tient le haut du pavé des médias. Mais se dessine, en contrepoint, une recherche historique sur les transformations de l'archipel, inscrites dans une perspective de longue durée et ayant pour champ le reste de la région, qui pourraient contribuer à modifier les représentations collectives.

L'« exception culturelle » nipponne est sensible dans l'approche qu'ont les dirigeants japonais de la question de l'emploi (lire ci-dessous). C'est, à leurs yeux, la clef de la paix sociale qui a prévalu depuis la forte croissance des années 60. Il n'y a à aucun atavisme de soumission du peuple japonais. L'archipel a connu des luttes syndicales d'une rare violence dans les années 50 et les avantages des employés des grandes entreprises ont été conquis de haute lutte. Au-delà des réformes, des dérégulations, des restructurations et des fusions, les japonais pensent encore que l'emploi fait partie du contrat social. Si elle a mis en lumière les li-

Philippe Pons

## Le gouvernement refuse d'autoriser les licenciements secs

**Les « freeeters », des diplômés récalcitrants**

Autrefois, les entreprises japonaises recrutaient à la sortie de l'université. Aujourd'hui, les jeunes diplômés se démeritent pour se faire embaucher. Les deux tiers environ y parviennent. Mais les statistiques voient un autre phénomène : une partie des diplômés ne cherche pas d'emploi stable. Ces « récalcitrants » (80 000, soit 15 % des diplômés en 1998) ne veulent pas être pris au piège des hiérarchies ou des plans de carrière. Ils préfèrent vivre de petits boulets et d'emplois temporaires (vendeurs, livreurs, etc.) afin de se ménager du temps libre, de s'adonner à un loisir ou de voyager.

Le phénomène des « freeeters » (de l'anglais *free* : libre), apparu pendant la période d'argent facile de la « bulle spéculative » de la fin des années 80, semble ainsi résister aux temps difficiles de la récession. Est-ce une mode ou, comme l'affirment récemment le quotidien des milieux économiques *Nihon Keizai*, une transformation en profondeur des mentalités des jeunes ?

**TOKYO**  
de notre correspondant

Le Japon est confronté à une équation difficile à résoudre : restructurer l'appareil productif en évitant les licenciements secs « à l'américaine » et en créant au contraire de nouveaux emplois. Au cours de l'expansion, la demande en travail était forte et les emplois se gagnaient d'eux-mêmes. Au début de la récession, la machine productive, quoiqu'enrayée, créait encore des emplois. Désormais, il ne s'agit plus guère que d'emplois temporaires ou précaires. « La question du chômage est arrivée à un point critique », estime le ministre du travail, Akira Amari : « L'insuffisance des emplois peut engendrer des problèmes sociaux. »

Jusqu'à présent, les grandes entreprises ont cherché à éviter les mises à pied en réduisant les heures supplémentaires, en déchantant les salariés dans des filiales et en favorisant les départs anticipés à la retraite. Mais « il n'est pas exclu qu'elles soient contraintes aux licenciements secs », estime M. Amari. Ceux-ci ont déjà commencé dans les secteurs les moins protégés : petites et moyennes entreprises (PME) où le taux de syndicalisation est faible sinon nul.

Contrairement à l'idée reçue d'un marché du travail nippon homogène reposant sur les grands principes de la « gestion à la japonaise » (salaria à vie et salaire à l'ancienneté), les conditions d'emploi varient considérablement en fonction de la taille de l'entreprise. Le couple salaria à vie/salaire à

l'ancienneté ne fonctionne, dans sa forme accomplie, que dans les entreprises de plus de 1 000 employés, et il paraît corollaire du « syndicat maison ». Le salariat japonais est ainsi riquet en deux : un « aristocratie » bénéficiant des avantages (à peine un quart du nombre total de salariés) et une « pietâle » composant la majorité : les employés temporaires et les salariés des PME.

**« TROUVER UNE VOIE MÉDIANE »**  
Même dans ce secteur, tant que l'expansion se poursuivait, l'employeur pouvait garder son emploi et son salaire pouvait progresser à l'ancienneté mais il ne bénéficiait pas des avantages des employés des grands groupes. Ceux-ci avaient d'ailleurs tout intérêt à être « fidèles » à leur entreprise car, formés en son sein, ils risquaient, en la quittant en cours de carrière, de ne retrouver qu'un travail sous-qualifié et de perdre leurs avantages (pécule de retraite). Phénomène nouveau : même les employés des grandes entreprises (« cols bleus » et cadres de plus de cinquante ans) sont désormais menacés.

Pour faire face à la dégradation de la situation de l'emploi, le ministre du travail écarte une « dérégulation » radicale facilitant les licenciements secs. « Les conséquences d'une telle politique seraient inacceptables au Japon : l'emploi est la condition de la stabilité sociale et la réussite d'une entreprise ne peut se faire aux dépens de ses employés », estime-t-il. « Il faut trouver une voie médiane entre le système traditionnel [emploi à vie], qui doit rester le

coeur de la politique de l'emploi, et les nouvelles exigences de l'environnement économique. Un salarié doit pouvoir conserver son emploi s'il le désire. Mais cette certitude ne peut plus aller de pair avec la progression du salaire. Ce système salarial doit être aménagé afin d'ouvrir le marché aux jeunes performers et permettre à ceux-ci de changer d'entreprise s'ils s'aperçoivent que celle dans laquelle ils sont entrés après l'université ne leur convient pas. » Ce qui suppose une évolution du système d'enseignement afin de favoriser une formation qui ne sera plus effectuée uniquement dans le cadre d'une entreprise donnée.

### QUATRE AXES DE LUTTE

Les restructurations de l'appareil productif prolongent la stagnation en entraînant dans la population une « mentalité récessionniste » d'autodéfense face aux risques de perte d'emploi (augmentation de l'épargne et repli de la consommation). Aussi le plan de relance adopté en novembre 1998 (24 000 milliards de yens, soit 180 millions d'euros) met-il l'accent sur les mesures en faveur de l'emploi auxquelles est consacrée une enveloppe de 1 000 milliards de yens (7,5 milliards d'euros) dont une partie est destinée à la création d'un million de nouveaux emplois. Le plan de lutte contre le chômage comporte quatre axes :

– encourager la création de nouvelles entreprises et l'embauche dans les PME par une prise en charge par l'Etat du tiers à la moitié

du coût salarial pendant un an et des trois quarts des dépenses de formation professionnelle ;

– favoriser la réinsertion des salariés âgés par des stages de formation professionnelle (prévus dans le cadre du système de l'assurance-chômage, dont la durée peut être allongée à deux ans, celle-ci est très en retard au Japon) ;

– déréglementer le système de recherche d'emploi en facilitant la création d'organismes privés ; les agences d'emploi publiques gèrent 20 % à 30 % du marché et une part égale est assurée par le secteur privé ;

– réviser les lois sur le travail temporaire afin de faciliter le recrutement de personnel qualifié mais en contrignant l'entreprise, dans le cas où elle conserve cet employé, à lui offrir un contrat à durée indéterminée.

Sauvegarder l'emploi reste une priorité dans le Japon en récession. Les dirigeants japonais estiment que les Américains paient les erreurs d'une culture d'entreprise longtemps davantage préoccupée par les résultats qu'elles sont des salariés. Ils cherchent des voies pour concilier rentabilité et garantie de l'emploi. Sans trop se soucier des modes de la mondialisation, ils essaient de capitaliser sur leur expérience. « Pour être compétitive, l'entreprise ne doit pas saper le moral de ses salariés par l'inquiétude de la perte d'emploi », affirme un entrepreneur d'une PME.

Ph. P.

## Vols, violences et brimades au lycée : naissance d'une délinquance juvénile

**TOKYO**  
de notre correspondant

Deux adolescentes qui blessent grièvement un chauffeur de taxi de la banlieue de Tokyo en lui tailladant la gorge avec un couteau pour ne pas payer leur course ; un lycéen de quatorze ans qui poignarde mortellement une femme de quatre-vingts ans pour la voler ; ces deux faits divers récents restent d'autant plus choquants, pour l'opinion japonaise, qu'ils sont relativement rares. Le caractère de plus en plus violent de la délinquance juvénile n'en devient pas moins un phénomène préoccupant dans une société qui connaît un taux de criminalité parmi les plus faibles du monde.

En 1998, selon la police, les arrestations de mineurs de quatorze à dix-neuf ans (144 000 cas) ont augmenté (+ 3,1 %) pour la troisième année consécutive. Au total, 257 jeunes ont été arrêtés pour meurtre, tentative de meurtre ou viol, soit 1,7 fois plus qu'en 1997. Pour la première fois en vingt-neuf ans, les mineurs représentent un tiers du nombre des personnes

arrêtées. Dans le passé, le Japon a déjà connu deux périodes de montée de la délinquance juvénile : en 1951 (166 000 cas) et en 1983 (238 000).

### EXTRÊME JEUNESSE

Même si elle est en recrudescence, la délinquance juvénile au Japon reste faible : à titre de comparaison, avec une population moitié moindre, la France enregistre environ 400 000 cas par an. Mais l'aggravation des crimes dont les jeunes Nippons se rendent coupables attise le débat sur le projet de loi d'abaissement de la responsabilité pénale de seize à quatorze ans. Ce projet, qui bénéfice de laval du ministère de la justice, suscite l'opposition d'avocats et d'intellectuels. Mais l'opinion publique, choquée, paraît favorable à un renforcement de la sévérité.

Certains experts estiment que le phénomène, lié à la conjoncture économique et au chômage, est passager. Ils soulignent, en revanche, les risques d'une criminalisation des jeunes délinquants qui connaît un taux de criminalité parmi les plus faibles du monde.

va à l'encontre de l'objectif de réhabilitation recherché par l'actuelle loi sur la délinquance juvénile.

L'extrême jeunesse des délinquants (de quatorze à seize ans) implique une étrange relation entre délinquance et système scolaire (85 % des jeunes délinquants sont lycéens). Le système éducatif nippon a démontré l'efficacité de l'enseignement de masse : la majorité des jeunes japonais (97 %)

### La rédemption par le sumo

A la différence de la France, la criminalité juvénile au Japon tend à régresser à partir de dix-neuf ans avec l'insertion dans la vie sociale. La vie du lutteur de sumo Chiyotaikai, grand champion (ozeki) d'un récent tournoi, est symptomatique du phénomène : elle est abondamment montée en épingle par la presse comme un exemple édifiant de redressement d'un jeune délinquant.

Agé aujourd'hui de vingt-deux ans, Chiyotaikai était, il y a six ans, un petit voyou aux cheveux décolorés (pratique très en vogue chez les jeunes Nippons) qui « saupoudrait » de la colle commettait des vols et se battait au couteau. Après avoir été arrêté une nouvelle fois par la police, sa mère le présente au patron d'une école de sumo, qui accepta de le prendre. La rue vie des lutteurs a ramené le jeune « costaud » dans le droit chemin. – (Corresp.)

terminent le cycle secondaire (neuf ans). Mais il est faussement

élevé dans les collèges et les lycées du secondaire, soit le double de l'année précédente. Après le phénomène des « brimades » (sévices physiques ou tortures psychologiques qui peuvent conduire les plus fragiles au suicide) et l'abandon scolaire, le

Naissance 1998), le ministère de l'éducation a recensé 23 621 cas de violence dans les collèges et les lycées du secondaire, soit le double de l'année précédente. Après le phénomène des « brimades » (sévices physiques ou tortures psychologiques qui peuvent conduire les plus fragiles au suicide) et l'abandon scolaire, le

phénomène des « brimades » (sévices physiques ou tortures psychologiques qui peuvent conduire les plus fragiles au suicide) et l'abandon scolaire, le

phénomène des « brimades » (sévices physiques ou tortures psychologiques qui peuvent conduire les plus fragiles au suicide) et l'abandon scolaire, le

Ph. P.

## Les grandes manœuvres reprennent sur l'entrée de la Chine dans l'OMC

Pékin veut protéger ses positions commerciales

Durant sa visite en Chine, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a réitéré le refus de Washington de meler commerce et politique.

■ **PÉKIN** *de notre correspondant*

Les grandes manœuvres s'intensifient autour de l'épineuse question de l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Succédant à la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, la représentante américaine du commerce Charlene Barsky est arrivée à Pékin, mercredi 3 mars, dans l'espoir de sortir de l'impasse. Après une année entière de pessimisme, où les Occidentaux commencent à douter de l'intérêt de la Chine pour l'OMC, les contacts se multiplient dans l'espérance d'aboutir à un accord avant la fin de l'année. « Il faudrait impérativement débloquer la situation avant l'an 2000 car, au-delà de cette date butoir, on entre dans un nouveau cycle de discussions au sein de l'organisation, ce qui imposera de nouvelles contraintes aux Chinois », explique un diplomate européen en poste à Pékin.

Les Américains sont d'autant plus impatients d'arracher un accord que leur propre déficit commercial avec la Chine va se creusant. Il s'est monté l'an dernier à 57 milliards de dollars, soit seize fois plus qu'en 1988. La Chine est responsable à elle seule du tiers du déficit global des Etats-Unis.

Cette dégradation de la balance américaine alimente de vifs ressentiments au sein du Congrès et de l'administration, une source de crispation qui s'ajoute au regain de nervosité à propos des droits de l'homme,

qui pousse les deux parties en dépit des tentatives du Congrès en ce sens. Un climat défavorable à l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du

commerce s'installe aux Etats-Unis, suite à ses manœuvres visant à dynamiser ses exportations pour faire face à l'impact des crises asiatiques.

est encore plus vrai depuis l'éclatement de la crise asiatique qui fragilise les pans entiers de son industrie nationale.

**PAS DE MÉLANGE DES GENRES**

En outre, le gouvernement chinois fait valoir qu'il a déjà consenti des efforts significatifs : de 34 % en 1994, la moyenne des droits de douane sur les biens industriels est tombée à 17 % et devrait être comprimée à 10 % à l'horizon 2005. Les Occidentaux reconnaissent volontiers cette bonne volonté de Pékin mais ajoutent qu'il reste bien le chemin à parcourir dans le secteur des services : banques, assurances, distribution, télécommunications...

Dans cette partie de bras de fer, Pékin a cherché à jouer une carte politique. La manœuvre a consisté à invoquer les « sacrifices » consentis en refusant de dévaluer le yuan - par esprit de « responsabilité internationale » - pour négocier en contrepartie un assouplissement des exigences américaines ou européennes sur le dossier de l'OMC. Mais les Américains ont séché-

ment récusé une telle opération « politique ».

L'ironie de l'histoire est qu'un tel lien entre commerce et politique pourrait bien être rétabli aujourd'hui mais dans un sens tout à fait différent. Si Madeleine Albright a réitéré à Pékin son refus de mêler les genres, le Congrès est dans d'autres dispositions. Il n'y manque pas de républicains et de démocrates tentés d'infiger des sanctions commerciales à la Chine, autant en raison du creusement du déficit bilatéral que par hostilité à une puissance constituant à leurs yeux une menace globale.

**Frédéric Bobin**

## Olusegun Obasanjo promet l'ouverture au Nigeria

ABUJA. Le président élu du Nigeria, Olusegun Obasanjo, a annoncé, mardi 2 mars, à Abuja, qu'il constituera un gouvernement « d'ouverture et de transparence ». Promettant de reconstruire un « grand Nigeria », au lendemain de la proclamation de sa victoire à l'élection présidentielle, l'ancien général s'est engagé à donner l'exemple, à « restaurer la dignité du pays, réviver l'économie, soulager la pauvreté, assurer la sécurité, la justice et l'égalité ». Il s'est fixé une priorité de « réconcilier et soigner les blessures » après les méthodes « inacceptables et antidémocratiques » de gouvernement pratiquées ces dernières années par les régimes militaires qui ont dirigé ce pays de quelque 120 millions d'habitants. « J'aurai un gouvernement ouvert, je lutterai contre la corruption, je vais ressusciter la fonction publique fédérale, professionnaliser l'armée et la police », a ajouté l'ancien général, qui a déploré le « niveau inacceptable de chômage chez les jeunes ». - (AFP)

## M. Nétanyahou et M. Barak évoquent un retrait du Liban sud

JÉRUSALEM. Après l'action meurtrière perpétrée par le Hezbollah au Liban sud, dimanche 28 février, l'évacuation de la zone occupée par Israël depuis 1978 est devenue un enjeu de la campagne électorale israélienne. Ehud Barak, chef de l'opposition travailliste, s'est engagé, mardi 2 mars, « à procéder à [un] retrait d'un au maximum après [son] éventuelle élection, c'est-à-dire d'ici à juin 2000 ». Le premier ministre Benjamin Nétanyahou a lui aussi évoqué le sujet en déclarant : « J'estime que l'on peut trouver une voie permettant un retrait du Liban sud durant la prochaine année, mais je refuse de m'engager sur une date butoir ». Enfin, Ariel Sharon, ministre des affaires étrangères, a appelé à un report des élections générales et à la constitution d'un gouvernement d'unité nationale pour permettre un retrait et parvenir à des accords de paix avec les Palestiniens. - (AFP)

## Washington refuse de soutenir la candidature de Bangkok

**BANGKOK** *de notre correspondant en Asie du Sud-Est*

En arrivant en Thaïlande, mardi 2 mars, après son séjour en Chine, Madeleine Albright est passée d'une première zone de tension à une deuxième. En effet, même si les Thaïlandais sont les bons élèves du FMI, ce qui leur vaut déjà un sursis de la secrétaire d'Etat, les sujets de friction entre Bangkok et Washington ne manquent pas.

Tout d'abord, les Thaïlandais tentent à la candidature de Supachai Panitchpakdi, leur vice-premier ministre et ministre du commerce, à la succession de l'Italien Renato Ruggiero à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce. Mme Albright a fait savoir, avant-même de débarquer mardi, à Chiang-Mai, dans le nord de la Thaïlande, que son gouvernement ne soutenait pas cette candidature arrivée jusqu'ici en tête des sondages devant le Marocain Hassan Abouyoub. Pour des raisons de « politique commerciale », a affirmé l'un de ses collaborateurs.

Ce dernier a confirmé que la « préférence » américaine allait au Canadien Roy McLaren et au Néo-Zélandais Mike Moore, encore en troisième et dernière position dans les sondages, et dont « la ligne politique et la vision de l'OMC sont plus compatibles avec les nôtres ». Comme le mandat de M. Ruggiero se termine en avril, une décision doit être prise, en principe, le 12 mars. D'ici là, si le Canadien ou le Néo-Zélandais ne font pas le poids, une cinquième candidature pourrait donc être avancée. Les chances de M. Supachai n'en seront que plus minces.

**SUJETS DE FRICTION**

Deuxième sujet de contentieux, le procès des Khmers rouges. Comme la Chine, qui a annoncé aux Américains qu'elle opposerait son veto à la constitution d'un tribunal international par l'ONU, la Thaïlande estime qu'il s'agit d'une « affaire intérieure » au Cambodge, et qu'il appartient donc aux seuls Cambodgiens d'en décider. Pour sa part, Washington appuie les efforts de l'ONU qui devrait « recommander », le 8 mars, la formation d'un

tribunal international pour juger, à l'étranger, la douzaine de dirigeants khmers rouges qui ont fait plonger le Cambodge dans l'horreur de 1975 à 1978. La réunion de ce tribunal international, à La Haye, Manille ou Canberra, pourrait s'accompagner de la constitution au Cambodge d'une « Commission vérité », à l'instar de ce qui a été fait en Afrique du Sud à propos de l'apartheid.

Les Américains ont beau affirmer que, « dans l'ensemble, les relations entre les Etats-Unis et la Thaïlande sont très bonnes », la Birmanie est un troisième sujet de friction. Comme les Européens, les Américains ont refusé de participer, la semaine dernière, à une réunion d'Interpol à Rangoun. Le 27 février, un rapport de Washington a sévèrement dénoncé la situation des droits de l'homme et la production de drogue en Birmanie, admise en 1997 au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Les Thaïlandais, à vrai dire, ne savent plus trop comment s'y prendre pour forcer la dictature birmane à s'amender. Depuis l'an dernier, ils tentent même de faire approuver par leurs partenaires de l'ASEAN, mais sans grand succès à ce jour, une ligne plus musclée à l'égard de Rangoun. Toutefois,

Bangkok ne s'en bat pas moins pour que la Birmanie puisse participer, fin mars, à une réunion ministérielle UE-ASEAN en Allemagne, une présence à laquelle l'Union européenne s'oppose. En d'autres termes, sur la Birmanie, le hiatus entre l'Occident et la région de meure important.

Mais les différends, à Bangkok, où Madeleine Albright devait tenir, jeudi, une conférence de presse avant de gagner l'Indonésie dans l'après-midi, ne provoquent probablement pas d'éclat. C'est à la fois une question de manière, thaïlandaise, et de rapport de force. Premier pays frappé par la crise asiatique en juillet 1997, la Thaïlande est encore en récession en dépit du sérieux avec lequel elle tente de redresser son économie. Elle a donc toujours besoin d'une aide internationale.

**Jean-Claude Poinot**



Le Sri Lanka laisse sur ses visiteurs une empreinte indélébile.

Pas moins indélébile néanmoins que celle laissée au Sri Lanka par certains visiteurs.

Selon votre interlocuteur, l'empreinte sacrée de pied que l'on observe au sommet du Pic d'Adam sera soit celle de Bouddha, soit celle d'Adam ou du dieu hindou Shiva. Cependant, ce qui est incontestable, c'est que

pour les sportifs et les aventuriers, l'escalade de 2224m jusqu'au sommet du Pic d'Adam est incontournable. Par temps clair, son point de vue offre un impressionnant panorama sur tout le Sri Lanka. Un pays qui, dans un espace restreint, offre plus d'activités qu'aucun autre au monde ou presque.

Si vous avez un penchant pour les couchers de soleil qui vous laissent pantois, vous adorerez les plages de la côte ouest du Sri Lanka, qui regorgent des meilleurs endroits au monde pour faire du surf, pour goûter aux fruits de mer et pour prendre un po.

Ensuite, il y a les demeures coloniales et les hôtels de la région des collines qui vous font remonter dans le temps jusqu'à l'époque où les anglais étaient si insupportablement anglais qu'ils faisaient même fuir leurs domestiques.

Et les temples historiques? Vous en admirerez dans tout le Sri Lanka, mais le site le plus impressionnant est celui de l'antique cité d'Anuradhapura, ornée de hautes dagobas et d'énormes statues de pierre.

Envie de participer à un safari?

A Yala, vous pourrez revêtir votre saharienne et coiffer votre casque colonial pour vous lancer à

la rencontre d'éléphants sauvages, de léopards ou d'ours. Et pourquoi ne pas explorer une forêt pluviale? Ou alors pourquoi ne pas prendre une douche revigorante sous les eaux d'une chute tropicale? Mais, nous pourrions continuer indéfiniment.

Le fait est que, quoique vous souhaitiez faire ou voir, soyez certains que le Sri Lanka vous en offre la possibilité. Autre certitude: celle de découvrir un peuple chaleureux dont l'accueil rendra votre séjour encore plus agréable. (Et soit dit en passant, le caractère des Sri-Lankais est naturel, en aucun cas étudié afin d'inciter les voyageurs naïfs à se débattre à tort et à travers de leurs devises).

D'ailleurs, en voyageant sur Air Lanka, vous appréciez ces dispositions dès votre montée à bord (et, en toute honnêteté, c'est vraiment le cas).

Tout comme vous appréciez de pouvoir disposer d'un vaste choix de vols directs à destination de Colombo - plus que n'en offre aucune autre compagnie aérienne - et donc d'avoir plus de temps pour découvrir tout ce que le Sri Lanka vous offre (temps dont certainement vous finirez par manquer désespérément).

Pour plus d'information, contactez votre agent de voyage, le Syndicat d'Initiative de Ceylan ou Air Lanka.

Vous n'aurez plus alors qu'à profiter de vacances qui vous procureront des souvenirs impérissables.

### Le Sri Lanka. Beaucoup plus pour beaucoup moins

Air Lanka (France) 02, rue des Moulins, 75001 Paris. Tél: 01 44 77 8215 Fax: 01 42 86 8320  
Office de Tourisme de Ceylon (Se Lanka) 19, rue de Quatre Septembre, 75002 Paris.  
Tél: 01 42 60 4999 Fax: 01 42 86 0499 E-mail: cibparis@copuserve.com

## La démission d'Adem Demaqi accroît les chances d'un accord au Kosovo

Le dirigeant historique des Albanais de la province représentait l'aille dure du mouvement indépendantiste et était hostile à la participation des Kosovars aux négociations de Rambouillet. Son départ renforce le camp des modérés, favorable à l'approbation du plan de paix

Le négociateur américain pour le Kosovo, Christopher Hill, a indiqué, mardi 2 mars à Belgrade, qu'il existait toujours de « forts désaccords » entre les médiateurs internationaux et les autorités yougoslaves sur

l'application d'un éventuel accord de paix. Il avait eu un entretien avec le président serbe, Milan Milutinovic, qui a déclaré que plusieurs points du projet d'accord élaboré par le Groupe de contact, en février à Ram-

maine dernière, encore, comme « un obstacle majeur à ce processus ».

Le plan de paix international prévoit une autonomie substantielle pour le Kosovo ainsi que le déploiement d'une force de maintien de la paix de quelque 30 000 soldats de l'OTAN dans la province. Adem Demaqi, qui a été prisonnier politique durant près de 28 ans, s'y est opposé en réclamant une indépendance complète du Kosovo. « Puisqu'il y a des gens qui peuvent traiter la politique mieux que je ne le puis, je suis venu ici vous annoncer mon départ de la représentation politique

bouillet, devaient être de nouveau discutés avant une éventuelle signature le 15 mars, en France. A Pristina, Adem Demaqi, le dirigeant de l'aille dure de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), a annoncé qu'il dé-

missionnait de ses fonctions de représentant politique de l'organisation clandestine. Il était hostile à la négociation de Rambouillet qui n'apportera pas, à ses yeux, « la liberté au peuple albanais du Ko-

sovo ». Sur le terrain, de nouveaux accrochages se sont produits, mardi, entre des unités serbes et des maquisards du UCK près de la frontière avec la Macédoine, où sont massés des centaines de réfugiés.

sovo. C'est bien possible. Si les Serbes font intervenir cette force (...) des mesures seront prises », a-t-il affirmé.

M. Robertson a rappelé que POTAN envisageait, en fonction de l'issue des pourparlers de paix sur le Kosovo qui doivent reprendre le 15 mars en France, trois options différentes : raids aériens contre les forces yougoslaves, protection des « vérificateurs » internationaux non armés au Kosovo, ou déploiement d'unités de maintien de la paix de l'alliance en cas d'adoption du plan de paix par les deux parties. (Reuter.)

## « C'était une région tranquille, maintenant les gens sont traumatisés... »

**GÉNÉRAL DJANKOVIC**  
(frontière entre la Macédoine et la RFSY)  
de notre envoyé spécial

Pour la quatrième fois en moins de cinq minutes, Nora a porté ses mains sur la tête

### REPORTAGE

Après des heures de marche et souvent une nuit sans toit, des milliers de villageois ont convergé vers la frontière

dans un réflexe de défense contre les tirs d'un char positionné à moins de 100 mètres d'elle. Protection désiné et inutile : la cuisine où Nora et une trentaine de femmes et de jeunes enfants se sont réfugiés n'est pas la cible des obus de l'armée yougoslave. Tirs depuis le bord de la route nationale qui mène à Skopje, ils s'abattent, à plusieurs centaines de mètres de là, quelque part dans ces montagnes, sur un sommet enneigé, à cheval sur le Kosovo et la Macédoine.

Depuis plusieurs jours, l'armée yougoslave et la police serbe tentent d'en débusquer des guérilleros de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

« C'est seulement à la télé qu'on avait vu ce qui se passait au Kosovo, comme à Raçak par exemple [où une quarantaine d'Albanais ont été tués par la police serbe en janvier]. Aujourd'hui, c'est notre tour », se lamente Nora. Le bruit sourd des détonations de la terreur. L'un des obus est peut-être déjà tombé sur sa « vraie » maison – celle qu'elle a été obligée de quitter il y a plusieurs jours déjà avec ses sept enfants pour tenter de passer, sans succès, en Macédoine. Sans même avoir le temps de prendre le minimum d'affaires personnelles.

Dimanche et lundi, près de 3 000 personnes déplacées par les combats, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ont convergé par petits groupes vers Général Djankovic, dans l'espoir de passer en Macédoine où vit également une forte minorité albanaise. La plupart ont été renouvelés, parfois sans ménagement. « Souvent seuls les hommes de la famille ont un passeport », explique Henia Dakkak, médecin palestinienne pour International Medical Corps, une ONG américaine basée à Los Angeles. « Ils sont aujourd'hui piégés à Général Djankovic où ils sont abrités par la population locale »,



précise le docteur Dakkak, envoyé au Kosovo, il y a quatre mois, forte de son expérience médicale acquise lors de l'insurrection palestinienne.

D'un geste discret de la tête, un Albanais désigne une vieille cimenterie où des forces de la police serbe ont pris leurs quartiers, il y a une dizaine de jours. « Nous avons peur de la police et de l'armée. Nous risquons d'être arrêtés », lâche-t-il. Derrière lui, dans un cabinet médical improvisé, les médecins

d'International Medical Corps distribuent des calmants. « C'est la première fois qu'on en utilise. C'était une région tranquille. Les gens sont maintenant traumatisés », explique M. Dakkak. Pour le moment, les réfugiés ne peuvent pas envisager de rentrer dans leurs villages ni de gagner la Macédoine. Reste la fuite vers le nord. Mais les 10 kilomètres de route qui serpentent à flanc de montagne jusqu'à la ville de Kaçnik ne sont guère engageants.

### PARTEZ I SIMON ON VOUS TUERA

Passé la caserne qui marque l'entrée de Général Djankovic, au détour d'un lacet, quelques blindés sont stationnés. Des soldats couchés derrière un abri improvisé fait de pierres entassées surveillent un sentier qui grimpe dans la montagne d'en face, de l'autre côté d'un torrent. A la sortie d'un pont que les forces serbes ont ostensiblement miné la veille de la clôture des pourparlers de Rambouillet, mardi 23 février, des dizaines de voitures et de camions de la police et de l'armée sont garés autour d'une grande bâtie qui fut un hôtel. Il n'y a pas si longtemps. C'est ce canyon encadré qui emprunteraient les troupes de l'OTAN si Belgrade acceptait, un jour,

qu'elles soient déployées sur le sol kosovar pour appliquer un éventuel accord de paix.

L'opération militaire des Serbes a commencé il y a presque une semaine contre une dizaine de villages perchés dans le massif montagneux situé à l'ouest de la route qui relie Belgrade à Skopje, via Pristina. « Des hommes armés sont entrés dans le village au petit matin en tirant en l'air, explique une mère de famille. « Partez ! », nous ont-ils dit, « sinon on vous tuera ». Des soldats ont traversé le village pour se diriger vers une position de l'UCK située à 5 kilomètres au-dessus de chez nous. Maintenant le village est vide », explique-t-elle. Après plusieurs heures de marche et souvent une nuit sans toit, des milliers de villageois ont convergé vers Général Djankovic pour passer la frontière. Selon le HCR, plusieurs dizaines de personnes affronteraient encore le froid hivernal dans les bois. Nora n'a que trente-huit ans, elle en paraît quinze de plus, les traits tirés sous son masque de couleur. « Nous n'avons pas dormi de la nuit à cause de tirs. Ce sont les bombardements les plus lourds de ces derniers jours », confirme Henia Dakkak.

Christophe Châtelot

## Le Monténégro prend ses distances avec la Serbie et Slobodan Milosevic

**PODGORICA**  
de notre envoyé spécial

Des palmiers, des cyprès, des terrasses de café où se prélassent une jeunesse étudiante que n'an-

### REPORTAGE

Une situation proche de celle qui a précédé la sécession de la Slovénie en 1991

goisse aucune répression politique... Le Monténégro, petit pays méditerranéen accroché entre montagnes enneigées et stations balnéaires de l'Adriatique, n'est décidément par la Serbie. La plus petite des six Républiques qui composaient la Yougoslavie de Tito semble d'ailleurs prendre un malin plaisir à se démarquer de Belgrade, son émancipation partenaire dans la Fédération survivante.

Quand Slobodan Milosevic nargue l'Occident sur le Kosovo, Milo Djukanovic, le président du Monténégro, accepte en bloc le plan de règlement de la communauté internationale. Quand M. Milosevic concentre des troupes aux abords de la province albanophone et fait fi des menaces

de l'OTAN, M. Djukanovic met en garde l'armée fédérale : le Monténégro, où stationnent d'importantes forces terrestres et marines yougoslaves, ne pourra pas être utilisé en cas de conflit avec l'OTAN, fait-il savoir.

Quand M. Milosevic met au pas médias et universités, M. Djukanovic professe une ouverture d'esprit toute démocratique. Quand M. Milosevic prend de front Madeleine Albright, M. Djukanovic reçoit d'elle moults messages d'encouragements. Jusque dans l'autre, le dirigeant du Monténégro se pose en « anti-Milosevic » : jeune, avare, M. Djukanovic nous reçoit en jeans dans son bureau, ce samedi 27 février, après s'être promené au bras de son épouse dans les rues ensolierées et animées de la capitale, Podgorica.

La crise du Kosovo a un impact direct sur le Monténégro. Elle met à vif la détérioration des rapports entre les deux entités de la Fédération yougoslave depuis l'élection du réformateur Djukanovic, fin 1997, et sa victoire aux législatives locales en 1998. « Ces dernières semaines ont été dramatiques et, beaucoup de choses dépendent maintenant du règlement du Kosovo », dit Milka Tadic, la diri-

gente de l'hebdomadaire indépendant Monitor. Des disputes portant sur le contrôle des douanes, le service militaire des jeunes Monténégrins au Kosovo, et l'ouverture de la frontière avec la Croatie, ont récemment éclaté entre Belgrade et Podgorica. Certains observateurs comparent la situation aux événements qui précédèrent la sécession de la Slovénie en 1991.

« L'incident le plus grave est celui opposant le Monténégro à l'armée fédérale, qui pour la première fois, a déclaré anticonstitutionnelle une résolution du gouvernement de la République », souligne Milka Tadic.

### REMONSTRANCES

Mais le mot « indépendance » n'est pas prononcé par les dirigeants du Monténégro, qui craignent une réaction sanglante de Belgrade. Ils affirment plutôt être à la recherche d'une « réorganisation » de la Fédération : obtenir que le Monténégro (645 000 habitants) soit mis sur un pied d'égalité avec la Serbie (7 millions d'habitants sans le Kosovo). Une revendication basée sur des considérations économiques. « Après avoir profité des trafics pendant les guerres de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, le Monténégro va ces revenus fonder

après Dayton. Confrontés au centralisme absolu de Milosevic, les dirigeants du Monténégro ont compris que la seule issue était de s'ouvrir à l'Occident, dit un connaisseur. Leur engagement de réformateurs économiques et de démocrates est rhétorique.

Il n'empêche, l'image du Monténégro comme un îlot de démocratisation et comme base arrêtée de l'opposition à Slobodan Milosevic dans le massif montagneux de la Fédération. Si tel devait être le cas, nous déclare le premier ministre Filip Vujanovic, « nous organiserons un référendum pour déterminer si nous voulons rester dans une telle Fédération ».

Podgorica est aussi devenue un havre pour hommes d'affaires en disgrâce à Belgrade. Au restaurant de l'hôtel Monténégro, on aperçoit, entouré de sa famille, l'ancien propagandiste en chef de Slobodan Milosevic, Dusan Mitevic, ancien directeur de la télévision de Belgrade, qui fut l'un des artisans de la montée en puissance de Milosevic à la fin des années 80. Podgorica est devenue le point de ralliement des « déçus de Milosevic », ceux qui pensent que le dirigeant serbe a

pour tort d'avoir isolé son pays de la communauté internationale et de ses flux financiers. Parmi eux figure l'actuel président du Monténégro, qui n'a rompu avec M. Milosevic qu'à la fin 1996, après avoir été l'un des ses alliés.

### UN MÉME PEUPLE

On craint ici que l'accession du Monténégro à une large autonomie ne soit pas pour éduquer de l'ordre du Monténégro dans la Fédération. Si tel devait être le cas, nous déclare le premier ministre Filip Vujanovic, « nous organiserons un référendum pour déterminer si nous voulons rester dans une telle Fédération ». L'idée d'une « confédération souple », voire d'une indépendance totale, se répand peu à peu parmi la population du Monténégro, alors des sondages. On rappelle que le Monténégro était, jusqu'en 1918, un royaume distinct de la Serbie et de la France, comme d'autres puissances, disposait d'une représentation diplomatique dans l'ancienne capitale, Cetinje, perché dans les montagnes.

Mais le sujet est délicat. Pour la député Zorica Tadic, partisane du maintien des liens étroits avec Belgrade, la dérive séparatiste est lourde de la menace d'un conflit

armé. « Monténégrins et Serbes forment un même peuple, dit-elle. Avec une même foi orthodoxe, une même langue, un même sang ». Elle rappelle que plus d'un tiers de l'électorat avait voté contre M. Djukanovic aux législatives de 1998 et qu'il faut tenir compte de cette partie « unioniste » de la population. L'ancien propagandiste Dusan Mitevic joue lui aussi, à sa manière, les Cassandres : « Quand il aura réglé les affaires du Kosovo en y laissant entrer des troupes internationales, Milosevic s'attachera à rebâtir l'ordre du Monténégro », affirme-t-il.

Entretemps, le fossé se creuse. Depuis huit mois, Podgorica ne transfère plus d'impôts à Belgrade et ne reconnaît pas le gouvernement fédéral imposé par M. Milosevic. Ce dernier, président fédéral, n'a toujours pas reconnu l'élection de M. Djukanovic... Les contrôles de camions de marchandises franchissant la « frontière » entre les deux Républiques se multiplient. Le Monténégro a aussi entrepris de consolider sa police, récemment qualifiée par le ministre de l'intérieur de « bras armé de la République ». N. N.

### Sur Minitel la nouvelle version euro

des taux de change pour 170 devises en EUR, FAF, USD  
des taux d'intérêt  
des taux d'inflation  
des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)



**NATEXIS MULTIDEVISES**  
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

au pouvoir de Milosevic, il risque de perdre son statut. En présentant les autorités du Monténégro comme des séparatistes, certains à Belgrade veulent faire monter les tensions politiques, pour arriver peut-être à une effusion de sang et à reprendre le pouvoir au Monténégro, NDLR.

### EXCLUEZ-VOUS L'IDÉE D'INDÉPENDANCE ?

Je n'exclus aucune option. Il y a au Monténégro des gens et des partis dont le but est l'indépendance et la majorité, aux dernières élections, s'est prononcée pour une plus grande autonomie. Mais cela dépend aussi de la position de la Serbie. Chaque jour, la politique suivie par Milosevic affaiblit l'enthousiasme

au Monténégro pour la Fédération. Je pense que la majorité des Monténégrins est pour une Yougoslavie démocratique et pro-européenne. Elle veut aussi un Monténégro avec une position digne, au sein de la Yougoslavie. [...]

Le Monténégro est pressé de progresser sur la voie de l'Europe. Nous tentons de changer la position de la Yougoslavie, c'est-à-dire de faire lever les sanctions économiques qui la frappent, de l'intégrer dans l'Europe. Mais pour tout cela, il faut décider si la Yougoslavie va survivre, ce qui dépend principalement de la durée de la carrière politique de Milosevic, car je suis persuadé qu'avec lui, il n'aura pas d'avancée.

Propos recueillis par  
Natalie Nougayrède



**EUROPE** Le message adressé au Parlement par Jacques Chirac, mardi 2 mars, pour préciser, à trois mois et demi du scrutin du 13 juin, les axes de sa politique européenne, a satis-

fait l'UDF, qui y a vu la preuve que le président de la République n'entend pas lier son sort à la seule liste RPR-DL dirigée par Philippe Séguin. Les « souverainistes », auxquels le pro-

pos présidentiel s'opposait implicitement, l'ont, de leur côté, sévèrement critiqué (lire le « point de vue de Charles Pasqua page 19). ● **POUR** le chef de l'Etat, l'Europe ne doit pas

être opposée à l'idée de nation, mais conjuguer, au contraire, comme « le lieu politique et spirituel où cette idée peut (...) s'enrichir ». ● **LE DÉBAT** sur la ratification du traité d'Amsterdam,

à l'Assemblée nationale, a été marqué par les interventions de François Bayrou (UDF) et d'Edouard Balladur (RPR), qui se sont opposés sur l'avenir de l'Europe.

## L'UDF se félicite du plaidoyer euro-convaincu de Jacques Chirac

François Bayrou s'est réjoui du discours « très européen, très rassembleur » du président de la République, tandis que le RPR récuse toute idée de « parrainage » apporté par le chef de l'Etat aux deux listes concurrentes de l'Alliance pour le scrutin du 13 juin

**JACQUES CHIRAC** a fait beaucoup d'heures, quelques ironiques et deux mécontents. Mardi 2 mars, après la lecture simultanée, à l'Assemblée nationale et au Sénat, du message sur l'Europe adressé par le président de la République au Parlement sur la base de l'article 18 de la Constitution, la plupart des députés, de droite comme de gauche, ont applaudi les propos du chef de l'Etat en se rassoyant sur leurs bancs. En l'absence de Robert Hue, leur secrétaire national, qui mettait sans doute la dernière main à son discours sur l'exception d'irrévocabilité, les députés communistes ont fait exception.

A l'autre extrémité de l'hémicycle, Philippe Villiers, qui a plusieurs fois levé les yeux au ciel durant la lecture du texte par Raymond Forni, vice-président socialiste de l'Assemblée, et quelques députés RPR euro-réflectaires comme Lionel Luca (Alpes-Maritimes) ou Jacques Myard (Yvelines), se sont aussi abstenus d'applaudir. Valéry Giscard d'Estaing, récent fauteur de trouble dans l'opposition, et Raymond Barre, manquaient à l'appel. Edouard Balladur, lui, était là, assis. M. Chirac avait pris la peine, la veille, de l'informer de son initiative.

Heureuse, l'UDF l'était tout particulièrement. Hervé de Charette,

président délégué de ce parti et ancien ministre des affaires étrangères, était même « enchanté par ce très beau texte ». L'UDF a entendu, dans les propos de M. Chirac, une forme de bénédiction donnée au fait qu'elle a décidé de constituer sa propre liste pour les élections européennes du 13 juin. Son président, François Bayrou, a même vu un lien de cause à effet entre le contenu du message présidentiel, qu'il juge « très européen, très rassembleur et qui peut s'adresser à toutes les forces qui, dans l'opposition, se retrouvent dans une amitié européenne », et le fait que Philippe Séguin ait renoncé, par lettre, à la réunion du comité politique de l'Alliance.

**LA HAUTEUR NÉCESSAIRE** « L'important, c'est que le président de la République ait parlé de l'Europe comme projet », a indiqué Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire). « Cela incitera, je l'espère, les députés des deux listes [de l'opposition], s'il doit y avoir deux listes, à aller siéger ensemble à Strasbourg, a ajouté ce partisan d'une liste unique de l'opposition. On ratifiera le fait qu'il y ait deux listes. » Le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, a, lui, « retrouvé », sur LCI, « pratiquement tous les éléments du programme politique de l'UDF pour l'Europe » dans le message de M. Chirac. François

Léotard, enfin, a déclaré que le chef de l'Etat avait « pris la hauteur nécessaire pour cette élection ». Une des raisons de la satisfaction de M. Bayrou tenait aussi au fait que, selon lui, « Philippe Séguin faisait la gueule ». Le président du RPR, il est vrai, n'a applaudi, comme à son habitude, que du bout des doigts. De fait, le contenu du message n'était pas une découverte pour M. Séguin, qui avait déjà déjeuné, puis déjeuné, aupara-

vant, avec le président de la République. Il avait aussi déjà entendu un autre projet, celui d'assister, le soir même au match de football Marseille-Celta Vigo dans la coupe de l'UEFA.

La réaction officielle du RPR au message présidentiel était prête : le RPR « adhère à son contenu, qui renvoie dos à dos les adversaires d'une Europe nécessaire et ceux qui n'ont pas compris que le pragmatisme et que le réalisme étaient la

meilleure manière de la servir ». Pour Charles Pasqua : « Le RPR se réjouit ainsi de l'attachement réitéré du président de la République au fait national et de sa volonté de mieux associer les peuples au processus de construction de l'Europe », ajoute le communiqué. Quelques instants après la fin de la lecture du message à l'Assemblée, le président du groupe RPR, Jean-Louis Débré, a souligné, dans les couloirs, combien il ne fallait pas prendre le texte de M. Chirac comme un parrainage de quelque liste que ce soit pour les élections européennes, mais comme une « adresse au Français ». « Chacun tire ce qu'il peut du discours du chef de l'Etat, mais celui-ci serait surtout content si l'unanimité était réalisée », corrige Philippe Briand (RPR, Indre-et-Loire).

### C'EST TOUT INSIPIDE

Somme toute assez peu nombreuses, les réactions officielles masquent mal l'embarras des élus de l'opposition. En aparté, nombre d'entre eux déplorait la pauvreté du discours présidentiel et la multiplication des lieux communs. Au même moment, au Sénat, il n'échappe pas à M. Pasqua que le discours présidentiel s'adresse tout particulièrement à lui. « Loin d'être incompatible avec l'idée de nation, l'Europe est le lieu

politique et spirituel où cette idée peut respirer et s'enrichir avec le plus de force », a affirmé M. Chirac à l'adresse des « souverainistes ». Mécontent, M. Pasqua décide de répondre (lire page 19). « Il nous a fait du Lecanuet », commente même l'un de ses proches.

Tout aussi consterné, Philippe de Villiers se tait un beau succès, dans les couloirs du Palais-Bourbon, en affirmant à qui veut l'entendre : « C'est un discours de cabinet, écrit sur le coup de 11 heures du matin par l'enquête de service. » « J'ai vu des parlementaires boire parce que c'était insipide », ajoute le président du Mouvement pour la France. Il s'indigne encore : « Faut-il que le président ait peur des listes que l'on appelle euro-sceptiques pour venir comme cela, dans un exercice de camouflage, au moment où le Parlement s'apprête à ratifier le traité d'Amsterdam ? »

Aucun grincement de dents, en revanche, dans la majorité. M. Chirac avait ouvert la séance ; à la faveur d'une question opportune d'un député socialiste, Alain Barral (Hérault), Lionel Jospin a pu la concire. Et s'appuyer sur les propos du président de la République pour y adosser la négociation de la politique agricole commune par son gouvernement.

**Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux**

## Edouard Balladur, François Bayrou et le fédéralisme

**C'EST** de politique européenne qu'il devait être question, mardi 2 mars, à l'Assemblée nationale, lors du débat sur la ratification du traité d'Amsterdam, après la lecture préalable d'un message du président de la République, mais les arrière-pensées électorales n'étaient pas absentes des discours. Certains chefs de file de différentes listes aux élections du 13 juin ont profité de l'occasion pour affirmer leurs arguments de campagne.

Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, et Jack Lang (PS), pré-

sident de la commission des affaires étrangères, ont souligné le fait que le gouvernement avait fait droit à une demande des parlementaires en ajoutant à son projet de loi autorisant la ratification du traité d'Amsterdam un article 2 qui insiste sur la nécessité d'une réforme institutionnelle de l'Union européenne avant tout élargissement.

« Le gouvernement a tenu l'engagement qu'il avait pris devant nous », a déclaré M. Moscovici.

M. Lang voyant dans ce geste une « première », parce qu'il a permis de donner la parole à l'Assemblée nationale bien qu'elle n'ait

pas de droit d'amendement en la matière. L'affaire a aussi donné à la majorité l'occasion de rendre des hommages appuyés à Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Puy-de-Dôme) pour sa contribution à la rédaction de cet article 2. Pour Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône), cette intervention a permis de « rendre le texte plus incisif ». M. Lang a tenu compte de leur collaboration « féconde » plusieurs personnalités de l'opposition, « au premier chef » desquels l'ancien président de la République.

### UN AUTEUR DE SCIENCE-FICTION

Le député de Loir-et-Cher, qui s'était prononcé initialement contre la ratification du traité d'Amsterdam (*Le Monde* du 19 août 1997), a ajouté, incidemment : « J'aimais un traité aussi pauvre, comme on le disait encore ce matin, avec Valéry Giscard d'Estaing, n'aura fait couler autant d'encre. » M. Giscard d'Estaing a accueilli ces hommages sans dire un mot. François Bayrou ayant mobilisé la totalité du temps de parole de l'UDF pour s'exprimer...

Edouard Balladur (RPR, Paris) et François

Bayrou (UDF, Pyrénées-Atlantiques) sont en effet intervenus, l'un et l'autre, longuement, pour présenter des conceptions divergentes de la construction européenne. Le chef de file de la liste UDF aux élections du 13 juin s'est déclaré résolument fédéraliste, alors que M. Balladur s'est monté plutôt en retrait sur cette question, affirmant qu'il ne « faut pas s'enfermer dans un débat sur la fédération ou la confédération ».

M. Bayrou a réaffirmé son souhait d'une Constitution de l'Union européenne, lisible par tous, plutôt qu'une « accumulation de traités dans les arcanes desquels se perdent même les professeurs de droit ». Il est partisan, aussi, d'une autorité européenne étiale, alors que M. Balladur s'est dit opposé à ce que le président de la Commission soit élu par les peuples, mais favorable à ce qu'un président du Conseil européen soit désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Le groupe communiste, qui devrait voter contre la ratification du traité, a certes soulevé l'exception d'irrévocabilité, au motif que la révision de la Constitution n'a pas fait l'objet

**Rafaële Rivais**

## « Le destin de la France n'a jamais été de se replier sur son hexagone »

**JACQUES CHIRAC** a adressé au Parlement, mardi 2 mars, à l'occasion du début du débat, à l'Assemblée nationale, sur la ratification du traité d'Amsterdam, un message dont voici les principaux passages :

« (...) L'Europe est le fruit d'une nécessité, d'un idéal. Elle a surgi des décombres de la guerre et de la barbarie. Ses fondations ont été établies sur un socle étroit, exposé dès la première heure à de nouvelles menaces totalitaires. (...) Cette Europe, encore inachevée, les Français l'ont faite ensemble. Presque tous, nous pouvons en revendiquer notre part. Chaque président, chaque gouvernement a laissé sa trace dans cette grande aventure collective, qui exige autant de passion que de raison, autant d'audace que de prudence. A ce point de notre histoire, dans un monde qui peine à trouver ses équilibres, il est important de nous fixer des objectifs clairs, dans l'intérêt des peuples de l'Union et pour que l'Europe poursuive et achève sa quête d'elle-même.

Dans l'immédiat, c'est la consolidation de l'acquis européen,

tâche de tous les jours, souvent difficile, comme nous le voyons avec l'Agenda 2000. Le financement de l'Union et l'avenir des politiques agricoles et régionales sont en jeu. C'est pourquoi la France défend avec fermeté les principes et le combat sur lesquels s'est bâtie l'Europe. C'est aussi, plus largement, libérer les énergies, assurer la croissance de l'activité sur notre continent. Notre ambition doit être de transformer le succès de l'euro en coordonnant nos politiques économiques, en diminuant les prélevements obligatoires et en donnant la priorité à l'emploi. Réformer les institutions de l'Union pour les rendre plus efficaces et plus démocratiques est une autre nécessité. Il n'est déjà pas facile de travailler à quinze avec des institutions conçues pour six. La prochaine adhésion de nouveaux membres nous impose de modifier au préalable la composition de la Commission comme les règles de majorité et de pondération au Conseil.

Les peuples ne se sentent pas assez concernés par la construction de l'Union. Il faut qu'ils y participent davantage par leurs députés européens, qui vont être prochainement renouvelés et dont la présence et l'engagement à Strasbourg sont indispensables. Il faut

aussi une plus grande implication des Parlements nationaux, et je vous invite à user largement des pouvoirs que la Constitution vous attribue en la matière. Plus de démocratie, c'est-à-dire, clarifier les responsabilités. L'Europe s'épanouira à vouloir traiter de tout par des réglementations excessives qui la rendent parfois impopulaire et l'éloignent de sa vocation. Le principe de subsidiarité, libérateur d'énergies, doit s'imposer.

Cette tâche accomplit, il faudra solder définitivement les déchirures de l'histoire, donner à l'Union ses véritables frontières, lui permettre d'accueillir, dès qu'ils seront prêts, les peuples sans lesquels elle demeurerait incomplète. Pendant près d'un demi-siècle, ces peuples sont restés interdits d'Europe. L'espoir de nous rejoindre les a soutenus dans leur combat pour la liberté et la démocratie. Nous n'avons pas le droit de les décevoir. (...)

De même qu'il y a une civilisation européenne, il y a un modèle social européen : une tradition de négociation collective, une protection contre les aléas de l'existence, un Etat garant de la cohésion sociale. C'est pour l'Europe que nous prendrons le meilleur de la mondialisation tout en maîtrisant les forces aveugles qu'elle peut générer. C'est par l'Europe que nous obtiendrons, ainsi que je le propose, la réforme de l'architecture financière internationale pour mieux prévenir les crises écono-

miques. Qu'il s'agisse de l'aide au développement, pour que ceux qui ne manquent de rien aident ceux qui manquent de tout ; qu'il s'agisse de la maîtrise des flux migratoires, de la protection de l'environnement, de la lutte contre la drogue et le terrorisme, nous serons plus forts si nous sommes ensemble. Je plaide depuis longtemps pour que les pays européens prennent mieux en charge leur défense. Pour que l'Union se dote de moyens militaires.

Les esprits devront encore évoluer, et je m'y emploie jour après jour. La priorité est de bâti un partenariat de défense transatlantique mieux équilibré, dans l'esprit de la récente déclaration franco-britannique de Saint-Malo. L'Europe doit pouvoir jouer tout son rôle dans le règlement des crises qui la concernent, comme elle a commencé à le faire au Kosovo. Le moment est venu de jeter les bases d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune.

Il y faudra du temps et de la persévérance. (...)

Mesdames et messieurs, voilà l'Europe que je souhaite, une Europe qui doit être l'expression commune des peuples qui la composent, dans la fidélité à leur culture. Aucun n'accepterait de s'y dissoudre. Chacun, à travers elle, veut au contraire exister davantage. Le destin de la France n'a jamais été de se replier sur son hexagone.

Il est au contraire de se projeter vers l'extérieur et de faire vivre et partager ses idéaux. Cette identité française, à laquelle nous sommes tous si profondément attachés, a, aujourd'hui et pour les temps qui viennent, besoin de l'espace européen, pour s'exprimer, pour essaimer, pour évoluer. Loin d'être incompatible avec l'idée de nation, l'Europe est le lieu politique et spirituel où cette idée peut respirer et s'enrichir avec le plus de force. (...)

Les élus du peuple que vous êtes, l'élue du peuple que je suis, nous devons, les uns et les autres, prendre toute notre part à cette grande œuvre collective. Pour mieux servir les Français, je veux bâti une Europe humaine et puissante. Etre ambitieux pour la France, c'est aussi être ambitieux pour l'Europe. »

de station, mais comme à ce que par les interventions de Bayrou (UDF) et d'Edouard (RPR), qui se sont opposées au débat sur l'Europe.

## le Jacques Chirac

publique, tandis que le RPR recuse l'Assemblée nationale pour le scrutin du 13 juin

Le débat de la réforme de la Constitution, à l'Assemblée nationale, a été marqué par le RPR et le PPR, qui se sont opposés au débat sur l'Europe. Le RPR a déclaré que la réforme de la Constitution devrait être votée au scrutin du 13 juin, alors que le PPR a déclaré qu'il devrait être voté au scrutin du 13 juin.

Le débat de la réforme de la Constitution, à l'Assemblée nationale, a été marqué par le RPR et le PPR, qui se sont opposés au débat sur l'Europe. Le RPR a déclaré que la réforme de la Constitution devrait être votée au scrutin du 13 juin, alors que le PPR a déclaré qu'il devrait être voté au scrutin du 13 juin.

## fédéralisme

Le débat de la réforme de la Constitution, à l'Assemblée nationale, a été marqué par le RPR et le PPR, qui se sont opposés au débat sur l'Europe. Le RPR a déclaré que la réforme de la Constitution devrait être votée au scrutin du 13 juin, alors que le PPR a déclaré qu'il devrait être voté au scrutin du 13 juin.

## son hexagone

Le débat de la réforme de la Constitution, à l'Assemblée nationale, a été marqué par le RPR et le PPR, qui se sont opposés au débat sur l'Europe. Le RPR a déclaré que la réforme de la Constitution devrait être votée au scrutin du 13 juin, alors que le PPR a déclaré qu'il devrait être voté au scrutin du 13 juin.

## les Français

Le débat de la réforme de la Constitution, à l'Assemblée nationale, a été marqué par le RPR et le PPR, qui se sont opposés au débat sur l'Europe. Le RPR a déclaré que la réforme de la Constitution devrait être votée au scrutin du 13 juin, alors que le PPR a déclaré qu'il devrait être voté au scrutin du 13 juin.

## notre part

Le débat de la réforme de la Constitution, à l'Assemblée nationale, a été marqué par le RPR et le PPR, qui se sont opposés au débat sur l'Europe. Le RPR a déclaré que la réforme de la Constitution devrait être votée au scrutin du 13 juin, alors que le PPR a déclaré qu'il devrait être voté au scrutin du 13 juin.

## Le désaccord persiste entre le Sénat et le gouvernement au sujet de la parité

La droite sénatoriale veut empêcher la mise en place de quotas

Jeudi 4 mars, les sénateurs se prononceront, en deuxième lecture, sur la réforme constitutionnelle pour la parité hommes-femmes en politique.

LES SÉNATEURS RPR, UDF et DL hésitent encore. Jeudi 4 mars, ils devront de nouveau se prononcer sur la révision constitutionnelle visant à introduire l'idée de la parité hommes-femmes en politique. Saisis une première fois de la question le 26 janvier, ils avaient écarté la formule retenue par les députés qui, le 15 décembre 1998, avaient ajouté, à l'article 3 du texte fondamental, cette phrase censée atteindre l'objectif visé : « La loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives. » Les sénateurs avaient préféré modifier l'article 4 de la Constitution, confiant ainsi aux parties politiques le soin d'assurer une plus grande présence des femmes dans la vie politique.

Cette position, contredite, le 16 février, par l'Assemblée nationale, a suscité de vives critiques.

Accusés d'un conservatisme excessif, les sénateurs ont ressenti l'obligation de réagir. C'est ainsi que, tout au long de la journée de mardi, au sein de l'intergroupe RPR-UDF-DL, puis encore dans la matinée du mercredi 3 mars, en commission des lois, les sénateurs de droite ont activement cherché une porte de sortie. Ils semblaient, pour l'instant, n'y être parvenus que très partiellement.

Un consensus s'est dégagé entre eux pour accepter, finalement, une modification de l'article 3. Encore ne reprenaient-ils pas à leur compte la formule retenue par les députés, mais suggéraient-ils plutôt d'en revenir à la rédaction initiale du projet présenté par Jacques Chirac et Lionel Jospin. Celle-ci assignait à de futures lois la mission de « favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux fonctions politiques,

tique. Les nombreuses négociations ne leur ont pas permis de parvenir à une position commune avec l'Assemblée nationale et le gouvernement.

L'aboutissement de cette réforme, pourtant votée par le président de la République et le premier ministre, paraît toujours incertain.

Les difficultés demeurent pourtant, puisque certains sénateurs, malins, veulent ajouter à l'article 3 quelques mots précisant que l'égal accès sera assuré « dans le respect du choix de l'élu et de la liberté de candidature ». Sybille, la formule se veut une référence à l'engagement du premier ministre de ne pas profiter de cette réforme pour introduire, plus tard, une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif. Une majorité de sénateurs ne croit pas à cette promesse et veut donc un « verrou ». Certains d'entre eux

voient même jusqu'à voir la forme « anti-quotas », dont pourraient se saisir, au besoin, le Conseil constitutionnel. Le gouvernement, lui, refuse cette concession. Du coup, cette divergence pourrait tout bloquer, l'accord parfaît de deux Chambres étant requis pour procéder une réforme constitutionnelle.

Les difficultés demeurent pourtant, puisque certains sénateurs, malins, veulent ajouter à l'article 3 quelques mots précisant que l'égal accès sera assuré « dans le respect du choix de l'élu et de la liberté de candidature ». Sybille, la formule se veut une référence à l'engagement du premier ministre de ne pas profiter de cette réforme pour introduire, plus tard, une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif. Une majorité de sénateurs ne croit pas à cette promesse et veut donc un « verrou ». Certains d'entre eux

Jean-Michel Aphatie et Raphaëlle Bacqué

## Le projet de libéralisation d'EDF adopté grâce à l'abstention des députés PCF

SANS SURPRISE et sans passion, l'Assemblée nationale a adopté, par un vote émis mardi 2 mars, le projet de loi sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité, discuté par les députés deux semaines auparavant (*Le Monde* des 18, 19 et 20 février). Ce texte, qui ouvre partiellement à la concurrence le marché français, comme le prévoit une directive européenne, a été adopté par 257 voix pour et 239 voix contre, soit une courte majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait, avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (Somme), Georges Hage (Nord) et Roger Méli (Bouches-du-Rhône).

Cinquante et un députés se sont abstenus : vingt-huit PCF, deux PS, quinze membres du groupe Radical, Citoyen et Vert, six UDF.

Le groupe communiste, qui avait,

avant le débat de la discussion parlementaire, fait planer le doute sur ses intentions de vote, a obtenu une majorité de 18 voix. Le PS, le PRG, deux appartenants communistes - Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Ernest Moutoussamy (Guadeloupe) -, deux Verts et deux MDC se sont prononcés en faveur du texte. L'opposition DL-RPR-UDF a voté contre - à l'exception d'un député DL, Jean-Claude Lenoir (Orne) -, de même que cinq PCF : Patrick Carvalho (Oise), André Gerin (Rhône),

Maxime Gremetz (

**PROTECTION SOCIALE** Le conseil des ministres a examiné, mercredi 3 mars, le projet de loi instaurant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, la couverture maladie universelle.

● LA RÉFORME vise à rendre obligatoire l'affiliation à un régime de base de la Sécurité sociale dès l'âge de seize ans, ce qui profitera à 150 000 personnes qui en étaient

jusqu'à présent exclues. Elle offrira une couverture complémentaire aux six millions d'usagers qui n'en disposent pas. Le coût de ce dispositif, pris dans le cadre de la lutte contre

les exclusions, devrait approcher 9 milliards de francs (1,37 milliard d'euros). ● LES ASSOCIATIONS comme les mutuelles approuvent cette réforme. Daniel Le Scornet,

président de la Fédération des mutuelles de France, estime qu'il s'agit d'un moment historique pour le mouvement social. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

## La couverture maladie universelle profitera à six millions de personnes

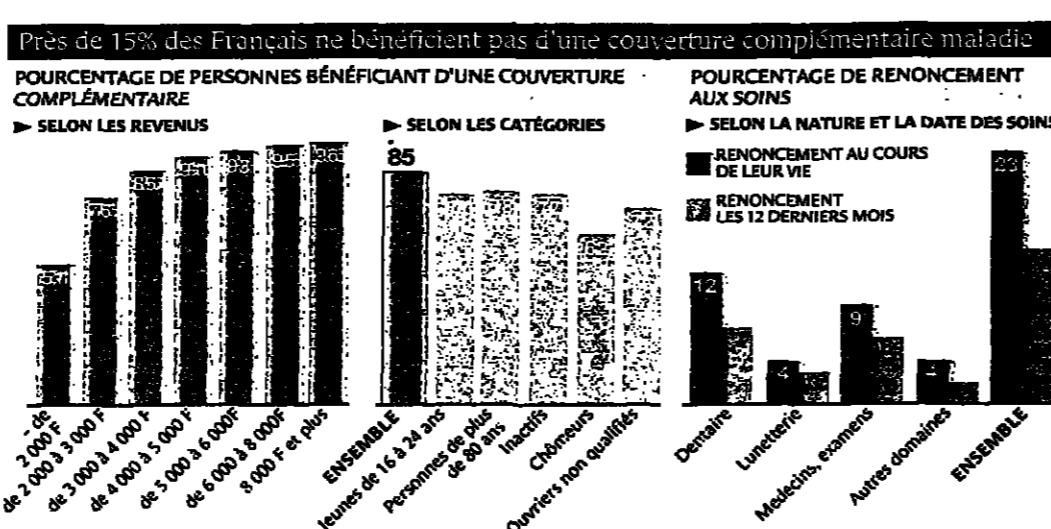
Le conseil des ministres a examiné le projet de loi qui rend obligatoire l'affiliation à une régime de base de la Sécurité sociale et offre une protection complémentaire à ceux qui en étaient démunis. L'Etat, les mutuelles et les assurances sont associés à ce dispositif

L'ENONCÉ est simple : « Devant la maladie et la douleur, le niveau de revenu ne doit pas introduire de discrimination ». C'est par ces mots que Martine Aubry devait présenter en conseil des ministres, mercredi 3 mars, la couverture maladie universelle (CMU). Après plusieurs mois de négociations difficiles, le projet de loi, classé dans les « priorités » de la gauche « plus riche », est enfin bouclé.

Il vise à rendre obligatoire et automatique l'affiliation à un régime de base de la Sécurité sociale dès l'âge de seize ans : jusqu'ici, 150 000 Français n'en bénéficiaient pas. Il ouvre aussi, en grand, les portes d'une couverture complémentaire gratuite pour six millions de personnes qui en étaient dépourvues. Enfin, il marque la disparition de deux systèmes en vigueur : l'assurance personnelle, souscrite par 550 000 personnes et qualifiée de « régime facultatif, complexe et stigmatisant », et l'aide médicale gratuite organisée au niveau des départements. Cette dernière ne « garantit pas une égalité de traitement sur l'ensemble du territoire ».

Second étage de la loi de lutte contre les exclusions votée le 29 juillet 1998, le texte devrait être examiné en urgence à l'Assemblée nationale, le 27 avril. Il entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2000, douze ans après la création du revenu minimum d'insertion (RMI).

La naissance de la CMU repose sur un constat, souligné dans l'exposé des motifs : « L'assurance-maladie laisse près de 30 % des dépenses de santé à la charge des ménages. » Au fil des plans



Au 1<sup>er</sup> janvier 2000, la CMU permettra à 150 000 Français d'accéder au régime de base et à quelque six millions de personnes qui en sont démunies de bénéficier d'une couverture complémentaire.

d'économie qui se sont succédé ces dernières années, sous la droite comme sous la gauche, la prise en charge des soins n'a cessé de se réduire, tandis que le forfait hospitalier et le ticket modérateur sont devenus « une obligation financière insurmontable ». Toutes choses qui ont creusé les inégalités au point d'amener de plus en plus de personnes en difficulté à renoncer à se soigner. « Ce renoncement entretient la spirale de l'exclusion : la dégradation de la santé accentue et rend parfois irréversible les difficultés financières, psychologiques ou familiales », souligne le projet de loi. En effet, si, en moyenne, plus de huit Français sur dix bénéficient d'une couverture complé-

mentaire, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Selon une enquête publiée en février par le Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé (Credes), près de 40 % des chômeurs n'en possèdent pas.

Le projet de loi, qui comporte 38 articles - 6 sont consacrés à des mesures de santé diverses -, repose donc sur deux piliers : l'accès au régime de base et à une couverture complémentaire, renouvelable tous les ans. Dans un cas comme dans l'autre, les bénéficiaires de la CMU seront dispensés de cotisations sur critère de résidence - le siège d'une association suffit pour les sans domicile fixe - et de revenus. Le barème sera fixé

par décret mais est déjà connu : 3 500 francs pour une personne isolée, et jusqu'à 7 700 francs pour un foyer de quatre personnes.

Tous les RMI sont concernés. Dès l'âge de seize ans - au lieu de dix-huit aujourd'hui -, les jeunes peuvent demander le statut d'ayant droit autonome.

UN GARDE-FOU PUBLIC

Le volet complémentaire (articles 20 à 29), dont le coût approche 9 milliards de francs (1,37 milliard d'euros), est le plus novateur. Pour les bénéficiaires de la CMU, il n'y aura plus de forfait hospitalier, ni de ticket modérateur. Les dépassements tarifaires en matière de soins dentaires et

optiques seront pris en charge, les tarifs étant négociés avec les professionnels. Ils seront dispensés de l'avance de frais, grâce au tiers payant. Surtout, ils auront le choix, à la demande des associations, de s'adresser à une caisse primaire d'assurance-maladie, une mutuelle, un institut de prévoyance ou une assurance.

Ces dernières semaines, ce point avait fait l'objet d'âpres négociations. D'un côté, les associations

seraient radiées. Enfin, les personnes dont les revenus progresseraient au-delà des barèmes pourraient rester dans le dispositif un an de plus, à des conditions préférentielles.

« Dans sa forme actuelle, ce texte a notre soutien », assure Noëlle Lasne, responsable du programme « France » chez Médecins sans frontières. Nombre d'associations se réjouissent de la mise à bas du « système féodal » de l'aide médicale. Mais les débats ne sont pas

### La loi du silence

A son article 37, le projet de loi sur la couverture maladie universelle prévoit une disposition inattendue. La mesure « porte sur le traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse du système de santé ». L'article définit notamment les conditions d'accès à ces données pour « d'autres personnes » que les organismes officiels. Communication ne pourra leur en être faite que « sur décision des ministres chargés de la santé et de la Sécurité sociale, prise après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ». Avec un tel dispositif, les journalistes de Sciences et Avenir, qui avaient publié, en septembre 1997 et septembre 1998, deux enquêtes spectaculaires sur les hôpitaux, grâce aux dispositions sur l'accès aux documents administratifs, auraient en un obstacle supplémentaire à franchir.

on exigé le maintien de l'Etat comme garde-fou. De l'autre, mutuelles et assurances ont critiqué la mise en concurrence déloyale. « Il ne s'agit pas d'une mise en concurrence, se défend Mme Aubry, les caisses seront gestionnaires, pour le compte de l'Etat, d'une prestation comme elles le font pour plus de deux millions de personnes (...) dans le cadre de l'aide médicale. » C'est donc un établissement public qui chapeautera l'ensemble et tout organisme qui refuserait d'affilier un bénéficiaire potentiel de la CMU

Isabelle Mandraud

## « Le plus catastrophique serait que je casse mes lunettes »

A CINQUANTE-DEUX ANS, Edouard vient d'emménager avec son chien dans un petit studio parisien privé de douche. A la fois asthmatique et diabétique, ce petit homme souriant ne se soigne plus depuis des années, par manque de moyens. « J'ai perdu treize doigts, confie-t-il. Mais je n'ai jamais eu assez d'argent pour me payer un bridge. Quand on vieillit, la bourse se déforme, alors je parle en postillonnant. » Après son divorce, ce professeur de sciences économiques au salaire mensuel de 12 000 francs (1 829,39 euros) a accumulé les loyers impayés et les dettes pour l'éducation de ses quatre enfants, dont il n'avait pas la charge légale. Se décrivent comme un « mauvais gestionnaire », harcelé depuis dix ans par les huissiers, Edouard vit aujourd'hui « comme un RMI ». Avec environ 2 500 francs par mois (381,12 euros) : la moitié de ses revenus sert à rembourser ses créanciers, l'autre disparaît dans le loyer de sa « chambre », la pension alimentaire et les études coûteuses de la petite dernière, une sportive de haut niveau.

Dans ces conditions, avancer 110 francs (16,77 euros) pour une consultation de généraliste devient « compliqué » : « Je n'ai pas de mutuelle parce que mes difficultés financières m'ont empêché d'en avoir une, explique-t-il. Si c'est grave, je vais aux urgences. L'avantage, c'est que je ne paye pas la facture immédiatement. On me l'envoie après. » Sans couverture complémentaire, Edouard ne peut pas se permettre de faire des examens cliniques, « trop coûteux », ni d'être hospitalisé, sauf en cas d'« extrême nécessité ».

EDOUARD

pour une insuffisance respiratoire, par exemple. Mais, là encore, son budget lui interdit de rester plus d'une nuit à l'hôpital. « Une fois, ils ne voulaient pas me lâcher après une mauvaise crise d'asthme, se rappelle-t-il. J'ai dû refuser catégoriquement de rester. La crise s'est calmée, ils ont accepté de me laisser partir. » En cas d'urgence, Edouard achète de la Ventoline pour ses bronches, et se la fait prescrire après coup. « Je connais un pharmacien qui me délivre des médicaments sans ordonnance, pour m'éviter d'avancer l'argent d'une consultation », explique-t-il.

### AUTOMÉDICATION

Pris de médecins par nécessité, le professeur a peu à peu appris à « s'automédiquer complètement », en gardant les boîtes et les notices des médicaments ou en récupérant des échantillons gratuits par l'intermédiaire d'un cousin pédiatre. « De cette manière, j'arrive à avoir du Clomoxil, j'en avale deux ou trois en faisant attention. » Il a aussi découvert que « ne fallait pas prendre de losasine avec un antihistaminique », précise-t-il. Pour son diabète, le célibataire a trouvé une solution économique : le régime. « J'ai perdu vingt-trois kilos en deux ans et demi, raconte-t-il, fait un peu inquiet devant une petite chute de poids. Mais le plus catastrophique, ce serait que je casse mes lunettes, ou que le reste de mes dents tombe. »

A. Ga.

## La lente gestation d'une grande réforme

D'OU VIENT la couverture maladie universelle ? Pour certains, comme le député socialiste Jean-Claude Boulard, futur rapporteur du projet de loi, le principe de l'accès aux soins pour tous « reste l'enfant de Pierre Larouge », créateur de la Sécurité sociale, en 1945. Pour d'autres, c'est presque une idée neuve. « La version complète, couverture de base et complémentaire, a muri avec le gouvernement Jospin », estime Denis Prost, responsable du dossier chez ATD-Quart Monde. Entre ces deux bornes, il se sera écoulé une moitié de siècle. Abordé à maintes reprises dans les plans de lutte contre l'exclusion de plusieurs gouvernements, le projet a survécu un parcours chaotique.

La notion de couverture « universelle » est venue bien plus tard que le droit à un revenu. Les inégalités s'étaient pourtant accrues, du fait de réformes engagées dès le début des années 80 : création du secteur 2 (à honoraires libres) pour les médecins libéraux, instaurant du forfait journalier hospitalier, en 1985, baisse du

remboursement de médicaments, plan Séguin de 1986 pour limiter la consommation des assurés... Peu à peu, la France est entrée dans la catégorie des pays d'Europe les moins bien lotis en matière de prise en charge des soins n'a cessé de se réduire, tandis que le forfait hospitalier et le ticket modérateur sont devenus « une obligation financière insurmontable ». Toutes choses qui ont creusé les inégalités au point d'amener de plus en plus de personnes en difficulté à renoncer à se soigner. « Ce renoncement entretient la spirale de l'exclusion : la dégradation de la santé accentue et rend parfois irréversible les difficultés financières, psychologiques ou familiales », souligne le projet de loi.

En novembre 1995, Alain Juppé annonce, dans son projet de réforme de la Sécurité sociale, la création d'une assurance-maladie universelle (AMU). Dans l'esprit de l'ancien premier ministre, il s'agit de fonder tous les régimes de base en un seul. La couverture complémentaire n'entre pas dans le champ de la réforme. La dissolution clôt brutalement le dossier. Le 19 juin 1997, dans son discours de politique générale, Lionel Jospé annonce, dans son projet de réforme de la Sécurité sociale, la création d'une assurance-maladie universelle (AMU). Dans l'esprit de l'ancien premier ministre, il s'agit de fonder tous les régimes de base en un seul. La couverture complémentaire n'entre pas dans le champ de la réforme. La dissolution clôt brutalement le dossier. Le 19 juin 1997, dans son discours de politique générale, Lionel Jospé

I. M.

que « peu concerné les couches les plus pauvres de la population », celles qui ont le plus de difficultés à faire l'avance de frais. Leur recours au médecin est de 20 % inférieur à celui de la moyenne des ménages et, depuis 1980, l'écart s'est creusé. Les associations caritatives multiplient les appels.

En novembre 1995, Alain Juppé promet à son tour de mettre ce dossier « à plat ». « Le 1<sup>er</sup> janvier 1996 au plus tard, tous les Français sans exception seront couverts par l'assurance-maladie », déclare-t-elle, en lancant le SAMU social dans les grandes villes. Un an plus tard, l'Insee observe que les Français sont, dans leur quasi-totalité, affiliés à la « Sécu » et que 83 % d'entre eux disposent d'une couverture complémentaire, contre 70 % en 1980. Mais l'institut constate que cette extension de la couverture complémentaire n'a

pas empêché les couches les plus pauvres de la population de faire l'avance de frais. Leur recours au médecin est de 20 % inférieur à celui de la moyenne des ménages et, depuis 1980, l'écart s'est creusé. Les associations caritatives multiplient les appels.

En novembre 1995, Alain Juppé promet à son tour de mettre ce dossier « à plat ». « Le 1<sup>er</sup> janvier 1996 au plus tard, tous les Français sans exception seront couverts par l'assurance-maladie », déclare-t-elle, en lancant le SAMU social dans les grandes villes. Un an plus tard, l'Insee observe que les Français sont, dans leur quasi-totalité, affiliés à la « Sécu » et que 83 % d'entre eux disposent d'une couverture complémentaire, contre 70 % en 1980. Mais l'institut constate que cette extension de la couverture complémentaire n'a

pas empêché les couches les plus pauvres de la population de faire l'avance de frais. Leur recours au médecin est de 20 % inférieur à celui de la moyenne des ménages et, depuis 1980, l'écart s'est creusé. Les associations caritatives multiplient les appels.

C'est un bon compromis : le scénario mixte n'a bloquant aucun des acteurs du système. Je pense que la CMU va pousser l'Etat, les caisses, les mutuelles et les associations à bouger. Je m'élise la-dessus. C'est l'occasion de faire reculer les techniques assurantielles dans le domaine de la santé. C'est aussi le moment pour la mutualité et les associations, qui s'ignorant, de se rapprocher. C'est un moment important, historique pour le mouvement social.

Propos recueillis par Jean-Michel Bezat

qui est mal remboursé par la Sécurité sociale, comme les soins dentaires ou les lunettes. Nous accueillons aussi des gens qui souffrent de tuberculose, de sida.

3 Que proposez-vous aux personnes en difficulté ?

On essaye de les aider, en particulier les jeunes et les familles, en leur permettant d'accéder à une mutuelle. Pour cela, nous avons signé dans un premier temps des protocoles d'accord avec différentes sociétés pour obtenir les tarifs les plus bas possible. Le Secours populaire offre ensuite des bourses qui permettent aux plus démunis d'accéder à la mutualisation, sans que cela soit gratuit. Nous avons aussi un réseau de sept mille médecins qui reçoivent gratuitement les gens en difficulté, dans les cabinets médicaux ou les hôpitaux.

Propos recueillis par Alexandre Garcia

président de la Fédération des métiers de France, estime qu'il s'agit d'un moment historique pour le mouvement social... (Lire dans notre éditorial page 18.)

## **Treize organisations appellent à la poursuite de la réforme des lycées**

Un texte, signé notamment par la FEN, le SGEN-CFDT et les deux fédérations de parents d'élèves, PEEP et FCPE, s'oppose à la « déclaration nationale unitaire » des opposants à Claude Allègre, et incite le ministre de l'éducation nationale à « avancer ».

Treize organisations du monde éducatif ont adopté un texte commun qui soutient le projet de réforme des lycées lancé par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Signé par les syndicats FEN, SGEN-

CFDT et FAEN, les fédérations d'élèves FCPE et PEEP, l'Union nationale des lycéens et plusieurs mouvements pédagogiques (Ligue de l'enseignement, Cemea, CRAP, Education et Devenir, Francas, Ensevel).

CE), ce document se présente comme un engagement en faveur de la « transformation de l'école ». Il prend le contre-pied de la « déclaration nationale unitaire », adoptée à la mi-février par trois candidats du

ond degré (SNES-FSU, SNEP-FSU, Sna-  
NGA et six associations de profess-  
classes préparatoires qui avaient v-  
ement dénoncé la politique de M.

APRÈS le texte des anti-Allègre, l'appel des partisans de la réforme... Au moment où le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) doit examiner, jeudi 4 mars, la dernière version de la charte sur la réforme des lycées et se prononcer sur les nouvelles grilles horaires des classes de seconde, première et terminale de la voie générale, treize organisations et associations éducatives ont publié, lundi 1<sup>er</sup> mars, un texte appelant à « la transformation de l'école ».

PEEP), l'Union nationale des lycéens (UNL) et plusieurs mouvements pédagogiques (Ligue de l'enseignement, Cemea, Crap, Education et devenir, Francas, Poeve, OCCE), ce texte intitulé « Nous nous engageons plus que jamais pour l'école de tous » (*lire ci-dessous*) entend s'opposer à la « Déclaration nationale unitaire » adoptée en février par trois syndicats du second degré (SNES-FSU, SNEP-FSU, Snalc), la CNGA et ses associations de professeurs.

lègue. « Cette déclaration nationale unitaire est l'expression des plus conservatifs. C'est une honte pour tous les éducateurs. C'est pourquoi nous avons pensé qu'une large pression de celles et ceux qui se trouvent dans la nécessité de transformer l'école pour la faire progresser était des plus urgentes, expliquent en substance les signataires du texte pro-réforme.

« Il était nécessaire de réagir pour dire qu'il n'y avait pas que ces gens-là dans la fonction publique.

et le Snalc. « Il faut arrêter le débat entre instruction et éducation. L'école a cette double responsabilité », considère Eric Favey, secrétaire national de la Ligue de l'enseignement. Néanmoins, précise, Christiane Janet, présidente de la PEEP, « il s'agit pas d'un soutien à Claude Allègre mais d'un soutien à l'évolution du système éducatif ».

siégeront au CSE devraient faire une déclaration commune pour décliner que la charte des lycées constitue, à leurs yeux, qu'une première étape dans la nécessaire réforme du second degré.

Dans le camp opposé, le SNE a déjà annoncé qu'il votera contre les projets de décrets modifiant les horaires des classes et réclamera le retrait de la charte.

« Toutes les déclarations ministrielles sur plus de justice ou plus d'égalité des chances ne servent

## « Mettre un terme à l'effet centrifugeuse »

*VOICI les principaux extraits du texte signé par les dirigeants de treize organisations ou associations éducatives -*

» En 1999, défendre l'école de la République, l'école laïque c'est tout faire pour qu'elle assure le lien entre une culture

transformer l'école, c'est faire éclater du "marché de l'angoisse" concrétisé notamment par le recours croissant aux logiciels pa-

« leur volonté commune de voir aboutir la rénovation du lycée » a défendu les principes d'allégerement des programmes, d'accompagnement personnalisé des élèves

létique ministérielle est en train de se constituer. « Nous appelons à grève le 15 mars et participerons à la manifestation nationale unitaire à Paris le 20 mars », qui pourraient

personnes».

Voyagez  
en Club Europe et  
British Airways  
vous offre\*  
un aller-retour  
pour New York  
en Concorde.

{Cette offre supersonique risque de s'envoler aussi vite que le Concorde}.

Effectuez 4 allers-retours en Club Europe en mars ou avril et nous vous offrons\* 1 aller-retour pour New York en Concorde utilisable entre le 1er mai 1999 et le 31 mars 2000. De plus, vous profiterez d'un vol aller-retour offert\* en Club Europe jusqu'à Londres d'où vous décollerez pour vivre l'expérience unique d'un vol supersonique. Cette offre est réservée aux membres de l'Executive Club de British Airways. Si vous n'en faites pas encore partie, il vous suffira d'en faire la demande lors de votre prochaine réservation en Club Europe. Cette offre supersonique limitée à 400 billets risque de s'envoler aussi vite que le Concorde, alors n'attendez pas.

Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages ou l'Executive Club au 0 836 690 747 (2,23 F/mn) ou tapez le 36 16 Executive Club (1,29 F/mn).

**BRITISH AIRWAYS**  
La compagnia che la mondo preferisce

مدى من الأجل

## Des associations dénoncent le secret entourant les cultures d'OGM

Les Amis de la Terre et France nature environnement ont tenté de dessiner une carte de France des plantations à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Leurs investigations ont été contrariées par de nombreux refus d'informer des autorités concernées

Les Amis de la Terre et France nature environnement (FNE) devaient rendre public, mercredi 3 mars, un premier état des lieux des plantations à base d'organismes gé-

nement modifiés (OGM) expérimentées sur le territoire. L'enquête permet de dessiner une première carte de France des cultures d'OGM mais elle révèle surtout

l'opacité croissante sur ce dossier. Dans 43 départements sur 96, les autorités concernées ont refusé de communiquer leurs données. En Charente-Maritime, les défenseurs

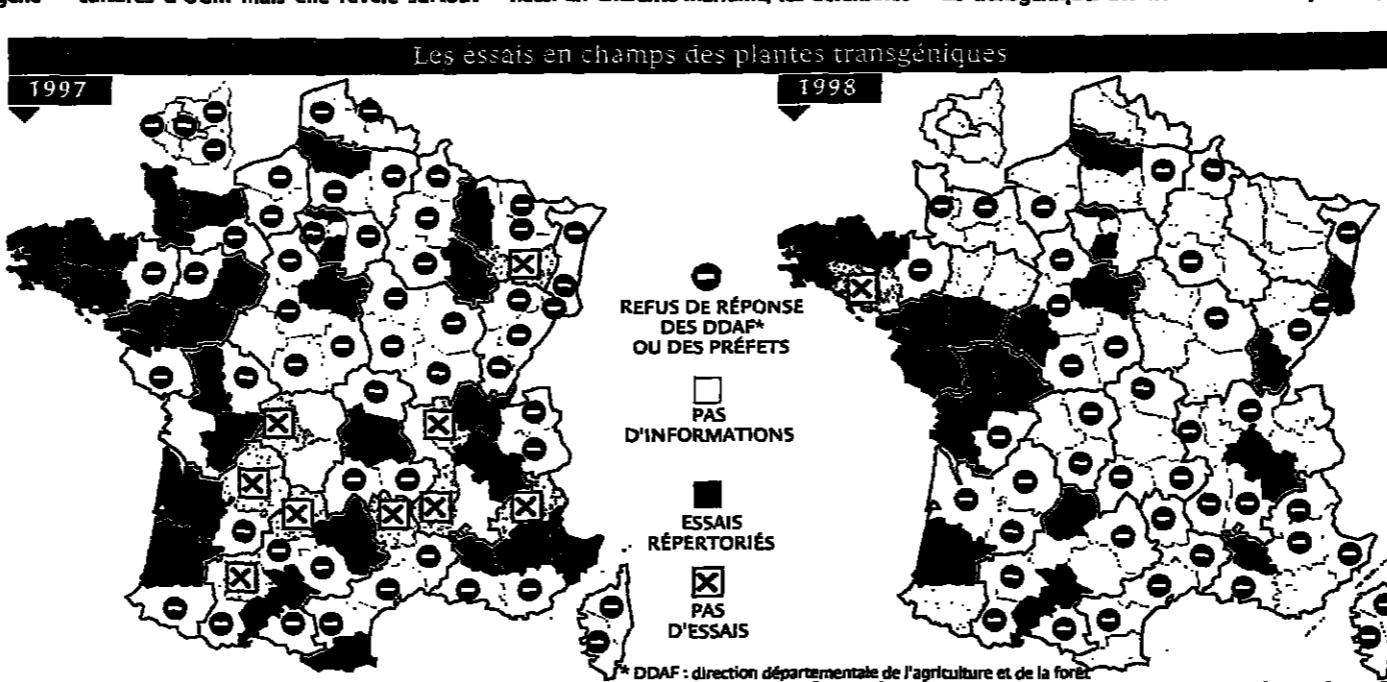
de l'environnement et les petits agriculteurs ont fait front commun et tentent, en vain, d'obtenir un moratoire sur des essais de colza transgénique. Les nouvelles techniques

de détection des OGM dans les récoltes font l'objet d'une réflexion au sein de la Commission européenne de la normalisation, qui pourra aboutir à une harmonisation.

**LES PARCELLES** de plantes transgéniques seraient-elles classées « secret défense » ? C'est la question qui pose les Amis de la Terre et France nature environnement (FNE), deux fédérations nationales d'associations environnementales, qui devaient rendre public, mercredi 3 mars, un premier état des lieux des plantations d'organismes génétiquement modifiés (OGM) sur le territoire. La carte de France ainsi dessinée révèle surtout l'ampleur du refus d'informer sur ce dossier sensible et sur l'opacité qui entoure ces données : sur 96 départements métropolitains, 43 ont refusé - soit via les préfets, soit via les directions départementales de l'agriculture et de la forêt (DDAF) - de communiquer les lieux où des semences OGM sont expérimentées.

Seuls 20 départements ont reconnu la présence d'OGM sur leurs terres et un seul (Morbihan) a déclaré n'abriter aucun essai. Pour 32 autres, aucune information n'a pu être collectée. D'après ces premiers résultats, les régions où les essais sont les plus nombreux sont celles où les grandes cultures intensives sont prépondérantes. On retrouve ainsi la Bretagne, Midi-Pyrénées, les Pays de Loire et la Picardie. Avec 36 communes concernées en 1998 - dont Cintegabelle -, la Haute-Garonne détient le record national.

À peine quelques 1 400 hectares de maïs OGM semé, la France est le pays européen qui réalise le plus grand nombre d'essais de plantes transgéniques. Plus de 1 200 communes ont été concernées par ces plantations. Les Amis de la Terre et FNE ont voulu savoir lesquelles. Début novembre 1998, les deux associations ont chacune saisi la Commission de génie biomolé-



L'accès à l'information sur les OGM s'est dégradé sur l'ensemble du territoire en 1998.

culaire (CGB), instance consultative scientifique placée sous la double tutelle des ministères de l'agriculture et de l'environnement, chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation de mise en culture des plantes transgéniques. Devant le refus de la CGB, les Amis de la Terre et FNE ont décidé, le 1<sup>er</sup> février, de saisir la Commission d'accès aux documents administratifs. Parallèlement, les deux associations se sont lancées dans un recensement auprès des autorités départementales, en s'adressant directement aux DDAF.

### DÉRITÉ DÉMOCRATIQUE

Le nombre de refus impressionne. « La carte que nous rendons publique informe plus sur l'énorme déficit démocratique dont souffre notre pays, que sur la situation réelle des essais de plantes transgéniques », reconnaît, amère, Anne Castelnau, chargée de la campagne aux Amis de la terre. En juillet 1998, les militants du Mouvement écologiste indépendant (MEI) avaient fait la même expérience quand ils avaient tenté, les premiers, de recenser les parcelles cultivées en OGM.

La loi du 13 juillet 1992 fait pourtant obligation aux autorités de mettre à la disposition du public la liste des autorisations d'essais aux champs, le nom des communes concernées, l'espèce végétale testée, la nature des modifications génétiques ainsi que les méthodes et plans de suivi des opérations et d'intervention en cas d'urgence. Ces informations « ne peuvent être considérées comme confidentielles », précise la loi.

Un décret du 18 octobre 1993 prévoit en outre l'affichage obligatoire en mairie de fiches d'information « destinées au public », envoyées par le ministère de l'agriculture aux préfets et aux maires des communes concernées. Or les refus

essués par les associations ont parfois été motivés par un prétexte de confidentialité, en raison du « secret industriel ou commercial ». D'autres fois, il s'agit d'un refus pur et simple de répondre. Certains préfets se sont « couverts » en invoquant des « instructions ministérielles » envoyées aux DDAF le 27 juillet 1998 par la direction générale de l'alimentation.

Les résultats de cette enquête ne vont pas manquer de relancer la polémique sur les pratiques entourant la mise en culture expérimentale des OGM. Les militants associatifs partis en quête des informations ont déniché une multitude d'irrégularités : essais non déclarés, mise en culture engagée avant que les maires soient informés, ensemencement transgénique non encore autorisé, non respect des mesures de biovigilance... L'association Alsace-Nature, qui fait partie de FNE, vient d'ailleurs de

déposer une plainte contre X auprès du tribunal de grande instance de Colmar pour « culture illégale de maïs transgénique ». L'association a mis en évidence l'ensemencement par Novartis Pactol C1 Meyenheim (Haut-Rhin), dès avril 1998, d'une parcelle d'une hectare, alors que l'arrêté ministériel d'autorisation de la variété date du 3 août 1998.

**PARTE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG** « Les transgressions constatées sont multiples et ne constituent que la partie émergée de l'iceberg », estime ainsi Lylian Le Goff, chargé de mission biotechnologie pour FNE, qui réclame une commission d'enquête parlementaire afin de dresser un « cartographie officielle des essais de mise en culture » et un relevé exhaustif des infractions commises. Pour les associations, ces cultures en catimini ne peuvent qu'aggraver les risques potentiels que les OGM

font courir à l'environnement et à la santé humaine. Les OGM résistants à la pyrale ou tolérants aux herbicides sont ainsi suspectés de polluer les plantes et cultures voisines, et pour celles contenant un antibiotique, de favoriser chez l'homme une de nouvelles résistances aux antibiotiques ou des allergies.

Les implications sociales d'une agriculture toujours plus productiviste sont elles aussi dénoncées : « On mérite les paysans vers une dépendance totale vis à vis des industries agrochimiques alors que, vu les réticences des consommateurs, l'intérêt économique des OGM est loin d'être évident », déplore Patrice Videau, secrétaire national de la Confédération paysanne, associée à l'enquête.

Depuis trois ans qu'elles sont parties en guerre, les associations environnementales estiment que les doutes sur les effets des gènes introduits dans les semences sont

trop importants et demandent une stricte application du principe de précaution. Le 25 septembre 1998, le Conseil d'Etat avait suivi leur raisonnement en décidant de surseoir à l'arrêté autorisant l'inscription du maïs transgénique Novartis au Catalogue des espèces cultivées. Le 11 décembre 1998, il renvoyait la décision au fond à la Cour de justice européenne, tout en maintenant la suspension de la commercialisation du maïs incriminé. Pour les autres variétés autorisées, une nouvelle demande de suspension a été introduite à l'automne par l'association Greenpeace, qui attend son examen par le Conseil d'Etat.

**TRÈS GRANDE PRÉCAUTION** La guérilla anti-OGM est loin d'être terminée. L'échec des négociations internationales lors de la Conférence mondiale sur la biodiversité à Carthagène qui n'a pas permis au point des mesures de protection concernant le commerce international des plantes transgéniques (Le Monde du 24 février), n'a fait que renforcer les craintes des associations qui réclament un moratoire.

L'absence de transparence aujourd'hui mise en évidence ne pourra que renforcer encore cette méfiance. Au salon de l'agriculture à Paris, lundi 1<sup>er</sup> mars, le ministre de l'agriculture, Jean Glavany, s'est déclaré « obsédé par le principe de très grande précaution ». À la Direction générale de l'alimentation, on reconnaît que des demandes d'information arrivent tous les jours.

Contact pour réagir aux informations des Amis de la Terre et de FNE, le ministère de l'agriculture explique que la liste des communes concernées par les essais sera publiée dans les semaines qui viennent dans le rapport annuel 1997 de la Commission de génie biomoléculaire. À ce jour, seul celui concernant l'année 1996 a été rendu public.

Sylvia Zappi

Confédération paysanne, nous n'avons pas de trace officielle. Nous avons trouvé, à la mairie de Chambon, des dossiers d'essais sur du maïs transgénique, mais rien concernant le colza. »

Concernant les mesures obligatoires de biovigilance, le CTIOM dit avoir porté à quatre cents mètres autour du champ le « secteur de sécurité » débarrassé de toute végétation. « Nous estimons que le danger de pollinisation est beaucoup plus large, estime le responsable syndical. Nous avons fait constater par un huissier que une ruche se trouvait à un kilomètre à peine du champ. Le pollen peut donc être transporté par les abeilles beaucoup plus loin. »

En outre, « dans tous les jardins situés dans un rayon de deux kilomètres, on trouve des choux et des radis, plantes crucifères comme le colza. Tout cela, nous l'avons fait constater et photographier. » Selon lui, « des mutations génétiques sauvages ne sont pas imperméables. »

Claude Dubillot

## Vers une harmonisation européenne des techniques de détection

plusieurs instituts de recherches, laboratoires d'analyses, semenceries et industriels, a été retenue pour être la plus « horizontale » (celle couvrant la plus large gamme de produits possible). Sur cette base de travail, cinq groupes d'experts ont été constitués au sein de la

récoltes concernées, la présence ou récoltes concernées, la présence ou présence dans toutes ou presque toutes les variétés transgéniques mises au point à ce jour. C'est sur ces dernières que se concentre l'intérêt des chercheurs, puisqu'elles permettent, quel que soit le gène considéré, d'en repérer la présence.

De quelle manière ? La technique actuellement considérée comme la plus fiable et la plus sen-

sible est la PCR (Polymerase Chain Reaction). Mise au point dans les années 80, cette méthode permet d'amplifier en plusieurs exemplaires n'importe quel fragment génétique. Mais non sans quelques difficultés, du moins dans le contexte nouveau et très particulier des OGM.

« Les problèmes rencontrés concernent essentiellement l'échantillonnage, la préparation des échantillons et les amores proprement dites. Ces amores sont essentielles, puisque c'est à partir d'elles que se réalisera l'amplification du fragment d'ADN recherché », indique Alain Coléno, responsable de la direction scientifique des productions végétales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Or, si certaines amores se présentent aujourd'hui comme quasiment « universelles » parmi les OGM, rien ne permet d'affirmer qu'en sera encore ainsi demain.

En effet, les plantes transgéniques qui se concourent actuellement dans les laboratoires contiennent de nouvelles constructions génétiques, plus avantageuses pour leurs inventeurs mais aussi plus spécifiques. Faudra-t-il prévoir, pour chacune de ces variétés, un test de détection particulier ? Seule assurance : si ces amores spécifiques font partie des données confidentielles des industriels, ces derniers n'en sont pas moins tenus, depuis juin 1997, d'en fournir les séquences aux instances chargées de l'homologation. Globalement, la mise en place de deux filières agricoles distinctes, qui permettraient aux transformateurs de disposer de sources d'approvisionnement assurément non transgéniques, est donc techniquement réalisable. Il ne tient qu'aux pouvoirs publics d'en accélérer la réalisation.

Catherine Vincent

### La détection d'infimes proportions dans un paquet de chips ou de corn-flakes se révèle quasiment irréalisable

commission, afin de préciser les différentes modalités (extraction de l'ADN, critères qualitatifs et quantitatifs, échantillonnage) nécessaires à sa mise en œuvre. Leur prochaine réunion est prévue en septembre.

Dans son principe, la méthode est connue. Elle consiste à détecter, dans le patrimoine héréditaire des

présentes dans toutes ou presque toutes les variétés transgéniques mises au point à ce jour. C'est sur ces dernières que se concentre l'intérêt des chercheurs, puisqu'elles permettent, quel que soit le gène considéré, d'en repérer la présence.

De quelle manière ? La technique actuellement considérée comme la plus fiable et la plus sen-

Le Monde interactif



## LES RÉGIONS ET LEUR AGRICULTURE

## FRUITS ET LÉGUMES

## La contre-offensive des producteurs de fraises

Entre le Lot et la Garonne, à l'approche du printemps, les campagnes s'appretent à affronter la concurrence, notamment espagnole. Faute de contrôle des marchés, le libéralisme règne dans ce secteur. La réforme européenne adoptée en 1997 vise à encourager la qualité

**AGEN**  
de notre envoyé spécial  
La guerre de la fraise aura-t-elle lieu ? Mettra-t-elle en émoi le Lot-et-Garonne, premier département

RÉGION  
AQUITAINE

(tonnlé par la Dordogne) dans cette illustre spécialité ? Va-t-on revoir des camions espagnols, remplis de barquettes andalouses, en route pour Rungis ou Hambourg, ici arrachés par des commandos paysans, la vidés de leur cargaison, ailleurs encore escortés par des gendarmes, déjà à la recherche d'informations sur ce que concordent les agitateurs potentiels ? La question, rituelle à la fin de chaque printemps, prend dès aujourd'hui une résonance singulière : les campagnes ont leurs nerfs à fleur de peau, tous paysans confondus, à cause des discussions ardues sur la politique agricole commune (PAC). Même si les fruits et légumes ne sont pas, autant que le blé ou le boeuf, touchés par les négociations actuelles, les exploitants restent sur le qui-vive. Adversaire désigné : l'Espagne. Dans la région de Huelva, en effet, on « fait » intensivement de la

fraise toute l'année, comme d'autres « font » du cochon en Bretagne ou en Hollande. A des coûts de production défiant toute concurrence ! Les entreprises de négoce, là-bas, décident de tout, et les cultivateurs n'ont qu'à exécuter les instructions. En deux ans, dit-on au ministère français de l'agriculture, les Espagnols ont multiplié par deux leurs surfaces de fraises et amélioré sensiblement la qualité.

**GARIGUETTE ET DARSELET**  
En Lot-et-Garonne, après deux mauvaises campagnes (1995 et 1997), les différents opérateurs ont pris conscience des faiblesses d'une excessive atomisation de la profession. Coopératives, agriculteurs eux-mêmes, vendeurs et expéditeurs ont alors réagi et mis pied, en 1998, une « interprofession » structure qui veille notamment au respect d'une grille de qualité des variétés agréées. Ne seront retenues que cinq variétés, dont deux essentielles : la fameuse gariguette, naturellement, et la « petite nouvelle », très parfumée, qui promet des merveilles : la darselet. « Nous allons perfectionner systématiquement la gestion prévisionnelle », explique Philippe Blouin, président de l'interprofession dé-



partementale. On fixe entre nous un prix d'objectif et on s'arrange pour que le prix réel du marché ne s'en éloigne pas trop, en jouant sur les apports, les stocks, voire les relations avec la distribution, à travers des opérations dites « Joker », lorsqu'il faut écouter à l'improviste des arrivages importants. »

Président du conseil général, le sénateur Jean François-Poncet (RDSE) met aussi l'accent sur la « positive évolution » des esprits des partenaires agricoles. Il ajoute qu'un gros effort est fait depuis

quelques années pour améliorer la logistique, à travers l'aménagement de plates-formes situées aux nœuds autoroutiers, comme celle de Damazan et, bientôt, la nouvelle, à Samazan, spécialisée dans les fruits et légumes. Ces investissements s'ajoutant à l'« agrope» d'Agen, où ont été créés en dix ans sept cents emplois de haut niveau, contribuent à faire du département un cas d'école et à condition que les industries créatrices de valeur ajoutée s'y développent davantage – un fer de lance de

l'agriculture de demain. « Les activités présentes dans le département sont trop dirigées vers la première transformation de fruits et légumes et de viande ; manque la dimension plats cuisinés, pâtisserie industrielle et desserts à base de produits laitiers », estime Jean-Alain Mariotti, président de la chambre de commerce et d'industrie.

Pour la fraise, beaucoup dépendra, en tout cas, de la météo, car la quasi-totalité de la production s'écoule de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui se télescopent, au risque de déclencher une « configuration », selon le mot de M. François-Poncet. Et par question de jouer sur les mécanismes de

contrôle des marchés, les subventions s'écoulent de mi-avril à fin mai. Un coup de chaud non prévu et voilà les productions françaises et espagnoles qui



مختارات من الاعمال

## Sur le Web, tout dépend du serveur.

Internet est bien plus qu'un moyen d'éditer et diffuser de l'information au plus grand nombre. C'est devenu le circuit par lequel s'échangent les milliards de données et de transactions qui constituent les affaires.

Les universités offrent aux étudiants la possibilité de préparer leurs diplômes en ligne. Les entreprises permettent à leurs clients de suivre l'acheminement de leurs colis sur leur ordinateur, de chez eux ou du bureau. Certaines sociétés mettent toute leur chaîne d'approvisionnement sur le Web.

Et sur le Web, tout dépend du serveur. La facilité avec laquelle vos clients vous trouvent. La manière dont se déroule l'opération lorsqu'ils vous ont trouvé. La sécurité des transactions. L'intégrité de vos données. Dans le monde de l'e-business, vous valez ce que vaut votre serveur.



L'e-business, c'est connecter le système d'information de votre entreprise directement à ceux qui sont votre raison d'être - clients, collaborateurs, vendeurs, fournisseurs - à travers des réseaux Intranet et Extranet et sur le Web. Les gens, les équipes collaborent plus étroitement, plus efficacement. Même s'ils ne sont jamais amenés à se rencontrer.

Ils sont pourtant bien discrets, ces serveurs. Ils travaillent en silence au sous-sol de votre siège social, dans un local sans fenêtre ou refugés au bout du couloir, juste à côté de l'ascenseur. La plupart de vos collaborateurs ne les voient jamais.

Mais tout comme la généralisation d'ordinateurs personnels abordables a transformé la vie au bureau, une nouvelle génération de serveurs rapides et puissants est en train de transformer le monde des affaires.

Les faits : qui dit e-business dit transactions.  
Chaque jour, des milliards de transactions s'effectuent sur des serveurs IBM.



Lotus Domino tourne sur tous les serveurs IBM, des Netfinity aux S/390. Sur nos serveurs AS/400, RS/6000 et S/390, plus de 20 000 utilisateurs d'e-mail peuvent utiliser Lotus Domino simultanément.

### Les serveurs sont primordiaux.

Dans ce nouveau monde fondé sur les transactions, le choix de votre serveur est vital. Un serveur qui n'est pas sûr peut, à tout moment, ruiner la confiance que vos clients ont en vous et en votre entreprise en ligne.

Un serveur incapable d'évoluer alors que le trafic augmente peut vous faire perdre des clients.

Aujourd'hui, des serveurs puissants sont aussi peu coûteux que l'était un PC basique il y a seulement quelques années. Mais ce que vous mettez en jeu quand vous les choisissez est bien différent et autrement plus complexe.

Pour quel système d'exploitation opter si vous démarrez votre activité et comptez bien vous développer rapidement ?

Quel serveur accompagnera au mieux votre croissance ?

Le serveur du département des Ressources Humaines d'une multinationale est-il vraiment le meilleur pour une petite société de transport ?

Nous pouvons vous aider à répondre à ces questions. Simplement parce que depuis des dizaines d'années, nous avons trouvé des solutions pour des milliers d'entreprises.

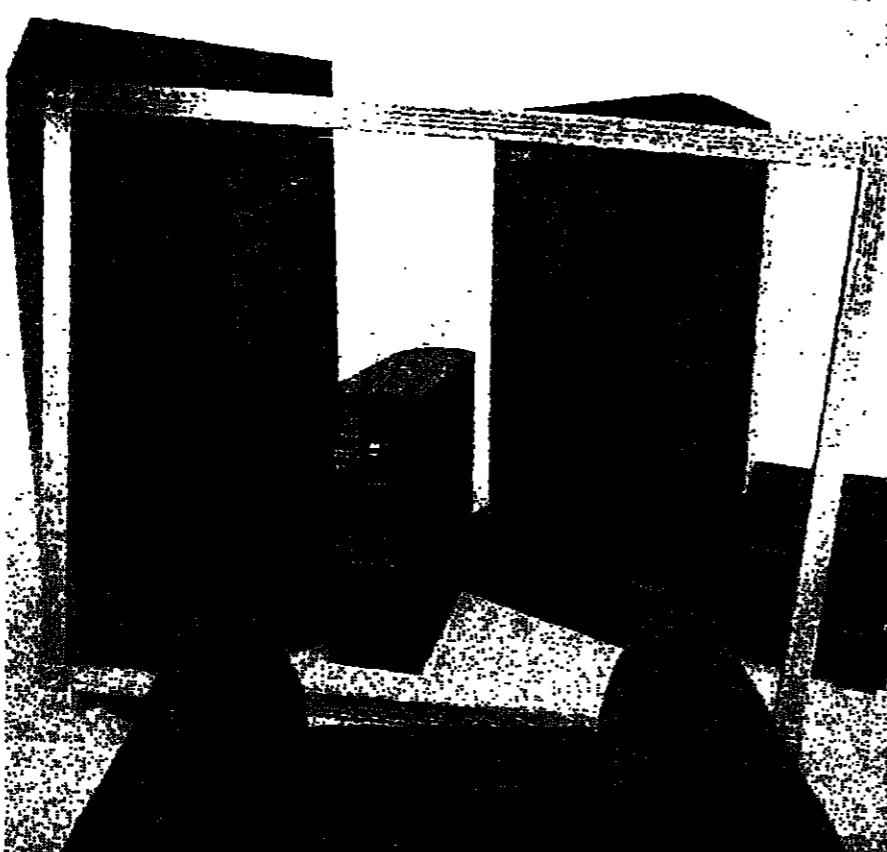


IBM EuroReady

### IBM, le plus grand fabricant de serveurs au monde.

Selon IDC\*, IBM est la plus importante entreprise du monde pour les serveurs. Nous construisons et installons plus de serveurs que quiconque (serveurs sous Windows NT\* ou UNIX, serveurs intermédiaires ou grands serveurs d'entreprise).

Le serveur universel convenant à toutes les activités n'existe pas. Il en est de même des systèmes d'exploitation. Les solutions sont nombreuses, toutes ont leurs avantages et leurs limites. Et ceux qui prétendent le contraire ont sûrement de bonnes raisons de ne pas vous donner le choix.



IBM propose toute une gamme de serveurs pour l'e-business. Elle comprend les très abordables serveurs Windows NT\*, les serveurs Web, les serveurs intermédiaires et les grands serveurs d'entreprise. Tous les serveurs IBM sont prisés pour le passage à l'an 2000.

\*Selon une étude d'IDC sur les serveurs et le stockage de données (Preparing for I-Commerce: A Study of Internet Server and Storage Opportunities), 633 826 serveurs ont été livrés en 1998 (chiffres d'IDC du 2<sup>e</sup> trimestre 98). Tous les chiffres mentionnés proviennent de sources professionnelles et de clients IBM et les noms de produits IBM mentionnés sont des marques déposées de International Business Machines Corporation aux Etats-Unis et/ou dans d'autres pays. Lotus, Domino et Domino Intranet Starter Pack sont des marques déposées de Lotus Development Corporation. \*\* Pour plus d'informations sur la compatibilité avec l'euro et le passage à l'an 2000, y compris les définitions, rendez-vous visiter sur [www.ibm.com/euro](http://www.ibm.com/euro) et [www.ibm.com/year2000](http://www.ibm.com/year2000). Les logos Intel Inside et Pentium sont des marques déposées et Pentium II Xeon est une marque d'Intel Corporation.

quand e-business devient...  
milliards de transactions  
effectuées sur des serveurs IBM

**Sur le Web, si le serveur lâche,  
c'est le niveau de service aux clients qui chute.**

La promesse de base du Web et de l'e-business, c'est de vous permettre de toucher instantanément des milliers de gens, partout, tout le temps. Pensez-y : alors que vous, vous allez vous coucher, des millions de gens dans le monde sont en train de se lever. Qui peut encore douter de l'intérêt d'être "ouvert" 24h/24, 7 jours sur 7, 365 jours par an ?



Tous les serveurs Netfinity sont basés sur des processeurs Pentium. L'IBM Netfinity 7000 810 tourne avec le nouveau processeur Pentium® II Xeon® qui lui confère les meilleures performances de sa catégorie.

**Haute disponibilité.**

La fiabilité est l'un des fondements d'IBM.

Nos serveurs les plus récents et les plus abordables, les Netfinity à technologie Intel® sont en train d'imposer quelques-uns des standards les plus impressionnantes en matière de fiabilité et de disponibilité dans l'environnement Windows NT®. Notre Netfinity 3000 permet aux plus petites entreprises d'offrir à leurs clients un accès 24h/24 à leur catalogue, leurs articles disponibles et leurs informations.

Le RS/6000, la plate-forme UNIX ultra-évolutive d'IBM, héberge quelques-uns des sites e-business les plus appréciés et les plus visités.

Les capacités éprouvées de l'AS/400, avec la possibilité qu'il offre de faire tourner Java et NT® en ont fait un des serveurs intermédiaires les plus utilisés.

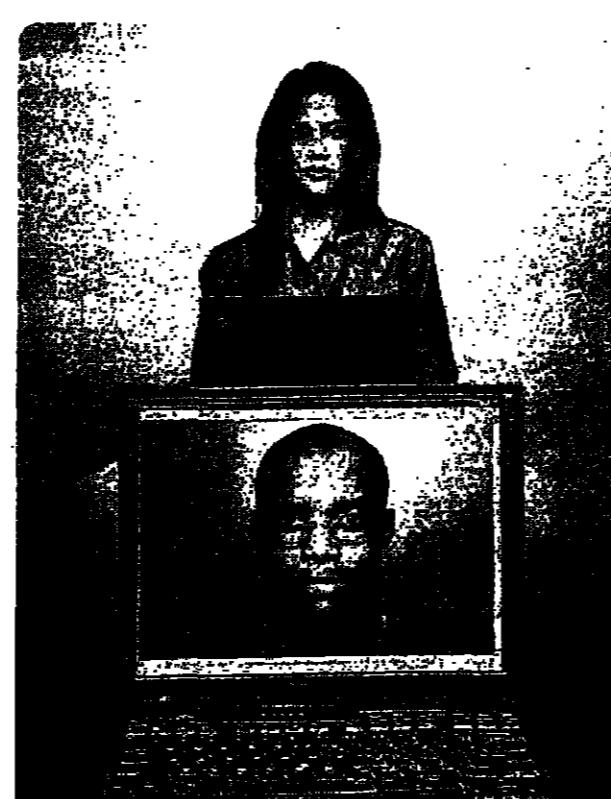


L'IBM RS/6000 SP, basé sur UNIX, héberge certaines des sites les plus visités de l'histoire - il accueille notamment le site des Jeux Olympiques d'hiver de Nagano : 634 716 480 visiteurs en 16 jours.

**Les "Cinq Neuf".**

Un certain nombre de constructeurs mettent en avant leur stratégie à long terme pour arriver aux "Cinq Neuf" (99,999 % de disponibilité). IBM a déjà atteint cet objectif.

Notre tout nouveau S/390, le serveur d'entreprise G5, avec sa technologie Parallel Sysplex, offre à votre entreprise ce qui se rapproche le plus du traitement continu. Sa conception n'autorise pas plus de 5 minutes par an de temps mort, planifié ou non. De nombreuses sociétés, pour lesquelles le service aux clients est primordial, ont fait du S/390 l'élément central de leur stratégie e-business.

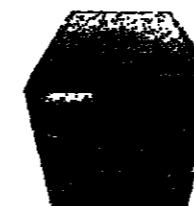


IBM Netfinity 99,999 % de fiabilité -  
c'est 5 minutes de temps mort par an. 97 % de fiabilité,  
c'est une perte de 263 heures par an.

**Sur le Web, si le serveur n'est pas sûr,  
c'est la confiance des clients qui en souffre.**

La sécurité est un enjeu crucial pour ceux qui ont la charge de maintenir vos systèmes en activité et de protéger vos données.

IBM a passé plus de trois décennies à sécuriser les réseaux d'entreprise du monde entier. Dès la conception de chaque serveur IBM, la sécurité est là. Ce n'est pas un élément auquel on pense après. Ou que l'on achète à un fournisseur extérieur.



Chaque serveur Netfinity est assorti d'une garantie de 3 ans sur site, de l'assistance IBM Start-Up pendant 90 jours et d'une solution Lotus Domino gratuite.

Des offres de financement attractives vous sont proposées sur toute la gamme.

Ils peuvent être configurés selon des degrés de sécurité variables, allant des mots de passe à l'identification par cartes à puce. Vous déterminez très précisément qui est invité à entrer sur vos réseaux et qui reste à la porte.

Grâce aux puissantes fonctions d'encryption IBM (disponibles sur tous nos serveurs), les entreprises abordent l'e-business avec le minimum de risques d'être exposées ou d'exposer leurs clients à des intrusions.

Les logiciels e-business d'IBM tels que Net.Commerce, qui fait partie de la famille WebSphere, permettent pratiquement à toute entreprise de développer son activité sur Internet en préservant ses informations privées.

Certaines des plus importantes compagnies aériennes ont ainsi rendu leurs systèmes de réservation accessibles aux voyageurs. Ils peuvent réserver leurs vols et acheter leurs billets directement à partir de la base de données des compagnies. Pour ces dernières, cela représente maintenant un volume d'affaires appréciable.

La sécurité des solutions IBM apporte à ceux qui gèrent un réseau un confort inégalable. La certitude de bénéficier de la protection la plus complète qui existe aujourd'hui quand ils mènent leurs affaires sur un réseau, sur un Extranet ou sur le Web.

**Pour en savoir plus, tournez la page.**



L'ISD من الامان

**Sur le Web, si le serveur n'est pas évolutif,  
c'est l'activité qui stagne.**



En créant un show-room ouvert 24h/24, Vespa peut toucher des millions de clients qu'il ne pourrait atteindre autrement. Grâce à une solution IBM intégrant Lotus Notes.

Quand le site Web d'une entreprise devient la première source d'interaction entre elle et ses clients, la croissance de l'e-business et l'évolutivité des solutions mises en œuvre sont cruciales.

L'évolutivité est la capacité de grandir jusqu'à servir des millions d'utilisateurs pour un coût raisonnable.

Il y a des années qu'IBM a pris en compte ces enjeux. De même qu'ils intègrent dès le départ la disponibilité et la sécurité, les serveurs IBM sont conçus pour faire face aux croissances les plus spectaculaires. La croissance, c'est la raison d'être des serveurs IBM. C'est aussi celle de votre activité. C'est en tout cas celle de l'e-business.



IBM permet à France Starter, un fournisseur de produits gastronomiques du Sud-Ouest de la France, de distribuer ses produits dans le monde entier.

**Des sites Web hautement évolutifs.**

Jusqu'où ira l'e-business ? Personne ne peut le dire aujourd'hui. Mais nombre d'entreprises misent sur une croissance exponentielle et s'y préparent.

Si l'une des plus importantes sociétés européennes de vente par correspondance a choisi le S/390 pour héberger son site Web, c'est pour son évolutivité. Avec son extraordinaire échelle de puissance, la gamme S/390 offre un potentiel de croissance virtuellement illimité, tout en garantissant les niveaux de sécurité élevés qu'exigent les commerçants en ligne, les banques et tous les acteurs du commerce électronique.

Le site Web des Jeux Olympiques d'hiver de Nagano, qui reçut 634 716 480 visites en 16 jours, était animé par un RS/6000, une plate-forme connue pour avoir hébergé quelques-uns des sites Web les plus visités de l'histoire.

L'U.S. Open de tennis 1998, qui a accueilli sur son Web 383 millions de visiteurs de 157 pays, avait, lui, opté pour une solution constituée de différents serveurs IBM.

Quant au tournoi de golf PGA Tour en 1998 ([www.pgatour.com](http://www.pgatour.com)) il a pu, grâce aux serveurs IBM, afficher 200 millions de pages, tenir sa boutique électronique et alimenter les internautes en résultats, infos et anecdotes.

Chacun des serveurs IBM, du plus petit Netfinity au S/390, peut relever les défis du trafic, du volume et de la croissance qu'impose l'e-business.



La Redoute utilise Net.Commerce d'IBM pour vendre en ligne la totalité de sa gamme de produits, avec des transactions totalement sécurisées.

**Des questions ?**

Sur quelles solutions e-business souhaitez-vous avoir plus d'informations ?

- Comment installer un site Web.
- Comment mieux vendre des produits et services sur le Web.
- Comment rendre ma chaîne d'approvisionnement plus efficace et mettre plus vite les produits sur le marché.
- Comment utiliser le Web pour conquérir de nouveaux marchés.
- Comment mettre en ligne les principales composantes de mon activité (appels d'offre, devis, ressources humaines, etc.).
- De quoi pensez-vous avoir besoin pour atteindre vos objectifs e-business ?
  - De conseils stratégiques (comment utiliser l'e-business pour aider mon entreprise ?).
  - De conseils technologiques (comment associer les nouvelles technologies à mes systèmes actuels en conciliant efficacité et coûts ?).
  - D'expertise sur la façon dont l'e-business s'applique dans mon domaine d'activité.
  - D'aide pour intégrer mes réseaux et faire en sorte qu'ils fonctionnent en synergie.
  - De serveurs de haute capacité capables de gérer des millions de connexions/jour, et de traiter parallèlement des transactions complexes.
  - D'aide pour développer des applications sur mesure, Intranet et Extranet.
  - De conseils sur la sécurité (comment protéger mon système d'information tout en fournissant la bonne information à ceux qui en ont besoin ?).
  - De conseils sur la façon dont l'e-business peut aider de petites entreprises à devenir grandes.



**Les serveurs IBM pour l'e-business, ce n'est pas simplement acheter des livres sur le Web.**  
Le "business-to-business" représente 60 % du commerce en ligne.



IBM Global Services compte plus de 118 000 collaborateurs à travers 160 pays. Ils accompagnent des milliers d'entreprises dans leur développement e-business.

**Sur le Web, il vous faut des gens d'expérience.**

Connecter au Web les systèmes dont vous disposez demande une parfaite connaissance de technologies complexes et souvent très compartimentées. Et là, l'expertise et la longue expérience d'IBM dans l'intégration d'architectures multiples, de logiciels et de systèmes d'exploitation peuvent vous apporter beaucoup.

Mieux que n'importe quelle autre société, nous maîtrisons des environnements hétérogènes mêlant Windows NT, UNIX, serveurs intermédiaires et grands serveurs d'entreprise.

IBM Global Services et les milliers de Partenaires Commerciaux dans le monde vous aident à définir, concevoir, planifier, mettre en œuvre et faire fonctionner votre solution e-business.

Et IBM Global Financing vous propose tout un choix de formules de financement en fonction de vos besoins et de vos contraintes.

La plupart des entreprises, quelle que soit leur taille, qu'IBM a aidées à devenir des entreprises en ligne, n'auraient jamais pensé pouvoir y arriver aussi rapidement. Pour des PME, quelques semaines ont suffi.

Et il ne nous a fallu que quelques petits mois pour que de très grandes sociétés deviennent, elles aussi, des entreprises en ligne à part entière.

Pour en savoir plus,appelez-nous au 0 801 TEL IBM (0 801 835 426) ou mieux, connectez-vous à [www.ibm.com/servers/ebusiness/fr](http://www.ibm.com/servers/ebusiness/fr) (vous trouverez dans la partie gauche de cette page quelques-uns des sujets sur lesquels nous pouvons vous être utiles).

Notre site Web vous donnera toutes les informations qui vous aideront à transformer vos affaires en affaires en ligne ou à rendre plus efficace et plus rentable votre activité e-business actuelle.

**[www.ibm.com/servers/ebusiness/fr](http://www.ibm.com/servers/ebusiness/fr)**



## HORIZONS

REPORTAGE

## ④ TIBET INTERDIT

## A la santé de la « tête de serpent »

**S**i la tristesse était une ville, elle s'appellerait Golmud. Ici, c'est l'extrême nord dénué de monde fibé. A 2 800 mètres d'altitude seulement, cette ville-transit, cette cité de pionniers chinois construite à la hâte au pied du haut plateau aligne ses avenues vides, ses HLM bêtonnées, son marché couvert où s'affaire une population d'ouvriers en bleu de chauffe, de bouchers décomptant des têtes de poulet et de quelques élégantes en talons hauts qui font leurs commissions en laissant émerger le bas peuple le regard franchement hautain des parvenus. Même ici, dans ce coin de désert, nul n'échappe à la Chine post-maoïste de l'« Enrichissez-vous » proné par feu Deng Xiaoping.

Depuis la lointaine Lhassa, deux jours de route ont été nécessaires pour gagner ce milieu de nulle part. On arrive aux frontières du monde tibétain. Dans une région que la théocratie des dalaï-lamas ne contrôlait qu'imparfaitement. Jadis, le Tibet était un vaste pays. Un empire énorme qui fut, entre le VII<sup>e</sup> et le IX<sup>e</sup> siècle, l'un des plus puissants, avec le Califat et la Chine. Avant de finir par éclater il y a un peu plus de mille ans...

Pour arriver à Golmud, il a donc fallu avaler un millier de kilomètres dans un bus bondé, un voyage interminable à travers l'aridité répétitive et infinie du haut plateau, où seules les taches noires des troupeaux de yaks et la silhouette cubique de fermettes isolées viennent rompre la monotonie du paysage. A plus de 5000 mètres, dans la grotte d'une tenancière acariâtre qui sert sa soupe aux lègumes et au porc, Tenzing, un passager de vingt ans en route pour la province du Sichuan, a en profité pour raconter, à mots couverts, ses récents dénouements avec les autorités chinoises.

Il y a quinze jours, il a essayé de fuir le Tibet pour gagner le Népal. Pendant une semaine, il a joué les trekkers, au pied de l'Himalaya, espérant échapper aux gardes-frontières, avec un seul sac de couchage et vêtu de son blouson de cuir. « Ils m'ont arrêté alors que j'approchais du Népal. Pendant huit jours, ils m'ont enfermé dans une cellule sans fenêtres. Ils m'ont interrogé, m'accusant d'être un fuyard. Ils ont fini par me relâcher. Peut-être ont-ils cru à mon histoire de trek. Ensuite, je suis revenu à Lhassa et j'ai décidé de fuir le Tibet quand même. » Il sourit tristement, en lappant sa soupe à grand bruit : « Mais, maintenant, c'est vers la Chine que je suis... » Il ajoute dans un souffle : « On ne peut pas espérer grand-chose du Tibet chinois quand on est jeune et que l'on vit à Lhassa. Il paraît que même les cadres du Parti communiste sont antichinois... »

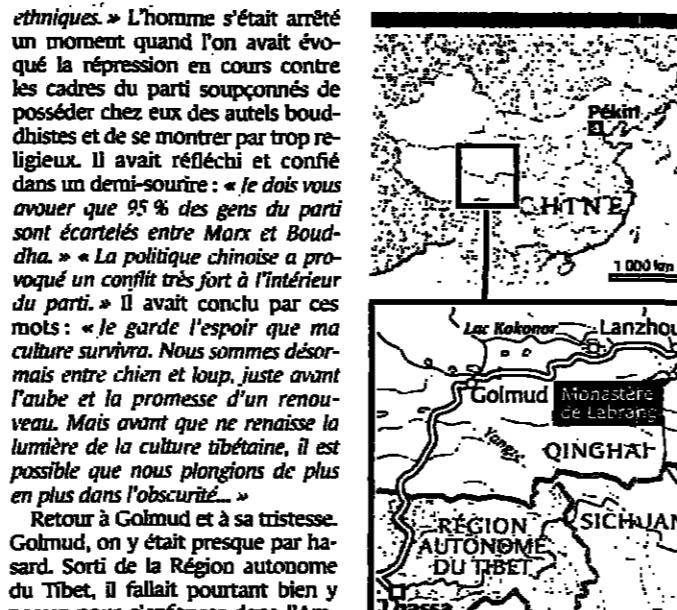
**C**ETTE affirmation, relayée par les déclarations de plusieurs interlocuteurs rencontrés à Lhassa ou ailleurs, un fonctionnaire d'une trentaine d'années l'avait confirmée, l'avant-veille, lors d'une rencontre discrète et imprévue dans la capitale tibétaine. L'homme avait poussé à fond le niveau sonore de sa télévision, histoire d'assourdir les « oreilles d'éventuels micros ». « Je suis de ceux qui soutiennent le principe de la révolution au Tibet », avait-il expliqué ; [C'est-à-dire l'invasion du pays par les troupes chinoises, en 1950]. Sans cette révolution, moi, le fils de paysans, je ne serais jamais devenu ce que je suis. Je ne serais pas un intellectuel. Mais j'ai donc reconnu que la culture tibétaine risque aujourd'hui de disparaître. C'est vrai que la propagande chinoise a raison d'affirmer qu'il y a de plus en plus de gens alphabétisés. Mais le tibétain, en tant que langue, est de moins en moins enseigné et son utilité est donc moindre qu'aujourd'hui. Je suis très inquiet. Non seulement je suis redevenu bouddhiste et admirateur du dalaï-lama, qui n'avais jamais vu un monastère avant 1980, puisque, jusqu'à la mort de Mao et la chute de la « bande de quatre », toute activité religieuse était proscrire. Je suis désormais opposé à la politique chinoise à l'égard de ses minorités

On trace maintenant la piste, droit vers le Kokonor. Ce lac, l'une des plus grandes retenues d'eau d'Asie, est légendaire. Pour les Tibétains, c'est un lac sacré. Soleil éblouissant sur une sorte de mer bleu opale, au centre d'une plaine rase et jaune que dominent des montagnes pelées, proches, nues. Au loin, se dressent des Chortens - monuments-reliques que l'on rencontre partout au Tibet -, flanqués de drapées à prières multicolores qu'un vent violent fait flotter avec furie. On s'arrête dans une ville, le long du Kokonor.

Descente du bus. Un policier en tenue bleu marine, casquette frap-



MANUEL LAUBER/DONAT PHOTOS



### Un même discours sur leur identité menacée semble unir les Tibétains dans un rejet discret mais toujours vivace de la mainmise chinoise

pée de l'inévitable étoile rouge, s'avance. Son uniforme est chinois, il est tibétain. Sourire et politesse d'usage. On s'attend à ce qu'il veuille s'informer sur les raisons de la présence de ces étrangers venus se fourvoyer sur ces terres lointaines. Pas du tout. « Bienvenue en terre tibétaine ! Quel plaisir de voir des étrangers, pour nous qui vivons jamais vu un monastère avant 1980, puisque, jusqu'à la mort de Mao et la chute de la « bande de quatre », toute activité religieuse était proscrire. Je suis désormais opposé à la politique chinoise à l'égard de ses minorités

vertes, mauves, coiffées de foulard rose, leur chevelure, en une multitude de nattes qui se rejoignent au bas du dos, attachée par un savant noeud prolongé d'un camail de turquoises et de pierre de corail. On y croise des lamas de choc, chevauchant des motos, vestes de brocart au vent, allant ravitailler de lointains monastères. On y voit d'autres Tibétains, emmitouflés dans leurs peaux de moutons, une manche vide, flottante et repoussée dans leur bras, comme un troisième bras. Ils sont coiffés de casquettes mao ; ils affectionnent de larges lunettes de soleil carrees qui leur donnent de drôles de têtes de mafios du bout du monde. D'autres déambulent, engoncés dans des manteaux militaires kakis, boutonnés d'étoiles rouges. Parmi eux se promènent des colons chinois et des huts, ces musulmans coiffés de calottes blanches. Leurs femmes sont voilées, leurs cheveux recouverts d'une mantille noire qui leur donnent des airs de veuves portugaises.

« Ici, c'est le Tibet ! », répètent les deux policiers, gesticulant devant une foule de curieux. Catégoriques. Inquiétantes même. Après avoir entraîné les visiteurs dans leurs chambres, ils vont faire montre d'un comportement de plus en plus surprenant. D'abord, ils dévoilent, sur un mur de la pièce, un grand portrait du dalaï-lama, le souverain pontife tibétain en exil dont il est interdit de montrer images et photos. Ensuite, et après avoir débouché quelques bouteilles de bière et d'alcool de riz, ils finissent par tenir un discours politiquement très peu correct. « Nous sommes tibétains et fiers de l'être », vocifère l'un d'eux en trinquant. « Nous sommes prêts à mourir au nom du dalaï-lama », ajoute son comparse, verre en main. « Il n'y a pas de plus haut dignitaire que Sa Sainteté le dalaï-lama », renchérit le premier, en remplissant les verres.

Et nous voilà trinquant et retrouvant à la santé de Sa Sainteté, de la « tête de serpent », vocabulaire en vigueur pour désigner le chef de l'Église tibétaine en exil. Celui que le numéro un du Parti communiste de la région autonome du Tibet, un Chinois nommé Chen Kuiyuan, accuse de n'être que le responsable d'une clique féodale, stupide et réactionnaire. Mais les spirituels auront, hélas !, raison des deux policiers, qui succomberont à l'enthousiasme de leur nationalisme rétrospectif en s'écroulant sur les lits

Le chômage affecte beaucoup de jeunes qui se réfugient dans l'alcool et le jeu. « Avant que renaisse la lumière de la culture tibétaine, il est possible que nous plongions de plus en plus dans l'obscurité », redoute un fonctionnaire

de camp de la petite caserne. Heureusement pour eux, la salle est vide et cette vaillante démonstration de la fierté tibétaine restera ignorée du reste de la population.

Tout au long de la route qui conduit, bien plus au sud, vers le monastère de Labrang, l'un des plus grands du Tibet, d'autres langues se déferlent. Il y a là tout un peuple des gens de l'Ambo, vêtus de superbes tchoubas aux revers en peau de léopard, bottés de cuir comme à la parade. Certains transportent des lampes à huile de 1 mètre de haut. Tous, hommes, femmes et enfants, en apportent au moins une, qu'ils iront déposer au pied des grands bouddhas.

Et en ville, sur les murs des cafés et des restaurants, la photo d'un homme au léger sourire contemple les clients : c'est l'image de Tenzing Gyatso, le quatorzième dalaï-lama, qui y a tout juste quarante ans, a fui son pays... La photo, on le sait, est interdite. Mais ici, les Tibétains semblent s'en moquer. Tous ont peut-être en mémoire l'antique prédiction de Padmasambhava, celui qui introduisit l'enseignement du seigneur Bouddha au Tibet, voici treize siècles : « Le jour où le cheval de fer volera dans le ciel de Lhassa, aurait prophétisé le saint homme, notre peuple sera épargné et le dharma [la religion bouddhiste] renaîtra à l'étranger. »

Bruno Philip

\* A lire sur le Tibet : Lhassa, lieu du divin, sous la direction de Françoise Pommaret, éditions Olizane ; Histoire du Tibet, par Laurent Deshayes, Fayard ;

Tibétains, 40 ans de colonisation, sous la direction de Katia Buffetrille et Charles Ramble, éditions Autrement ;

Tibet, pays des neiges, par Giuseppe Tucci, Kailash éditions ;

Les Neuf Forges de l'homme : récits des confins du Tibet, par Samten Karmay et Philippe Sagant, société d'ethnologie de Nanterre.

FIN

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 206 806 05  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

## ÉDITORIAL

### La santé, mieux partagée

**O**NZE ans après l'instauration du revenu minimum d'insertion (RMI), la France s'apprête à accompagner un nouveau progrès majeur dans la lutte contre les exclusions, avec le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU). Ce texte permettrait de corriger une des injustices sociales les plus criantes : celle qui consistait à ne pas garantir à tous, quel que soit le niveau de revenu, un accès minimal aux soins.

Avec retard par rapport au calendrier annoncé – il faudra avancer à marche forcée pour que le texte puisse être appliqué au début de l'an 2000 – Martine Aubry a mis, cette semaine, la dernière main à un projet qui constitue une vraie avancée sociale. La lente maturation du texte aura permis d'éviter les deux dangers qui menaçaient cette réforme. D'abord, la CMU ne met pas en place un système spécifique – une sorte de « sous-Sécu » pour les pauvres – qui aurait enfermé les populations les plus défavorisées dans un ghetto supplémentaire. En ouvrant à tous la possibilité de bénéficier d'une assurance complémentaire, en plus du régime de base, la CMU généralise un système qui ne s'appliquait pas, dans les faits, à plus de six millions de personnes en France.

La contribution demandée, dans ce cadre, aux mutuelles et aux assurances constitue un tournant dans l'évolution de la solidarité en France. Pour la première fois, le privé aura un rôle éminent à jouer dans un système tourné vers les plus démunis. Le projet de Martine Aubry

place désormais assureurs et mutuelles au pied du mur : à eux de confirmer maintenant les promesses qu'ils ont faites ces derniers mois.

Loin de faire courir le risque d'un mélange des genres entre public et privé, comme le craignait certains, la CMU pourraient, si chacun de ses acteurs joue le jeu, conduire à une meilleure harmonisation des parcours entre les minima sociaux et l'emploi. Le dispositif fait, en effet, tomber un des derniers arguments de ceux qui avancent que le RMI et les autres prestations de solidarité contribuent à détourner le retour vers l'emploi.

Démenti dans la plupart des cas, cette thèse ne pourra même plus s'appuyer sur le fait que les RMIstes bénéficiaient d'un accès aux soins facilité. Désormais, travailleurs précaires et nombre de sinistrés ne vivront plus leur situation comme un désavantage par rapport aux bénéficiaires de minima sociaux.

S'il faut se réjouir de cette réforme, il faut aussi être conscient de ses limites. Pour renforcer la logique d'un retour facilité à l'emploi, il conviendrait-il pas d'améliorer le dispositif de sorte qu'il n'ait pas d'effet de seuil ? Précisément, ne faudrait-il pas, un jour, envisager de relever le plafond de la CMU ? A 3 500 francs, il reste pour l'instant inférieur au seuil de pauvreté, qui est évalué à 3 800 francs. Pour être réellement universelle, la CMU doit pouvoir prendre en compte la totalité des situations de détresse. C'est, en l'état, la seule vraie limite de cette loi généreuse.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Collembard

Directrice : Jean-Marie Collembard ; Martine Aubry, directrice générale ;

Notre-Dame Bergeron, directrice générale adjointe

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fettiche, Pierre George, Jean-Yves Lhomme

Directeur artistique : Dominique Royet

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet

Rédacteur en chef : Alain Fourquet

Alain Fourquet, Edwy Plenel, Thomas Fettiche, Pierre George, Jean-Yves Lhomme

Laurent Gribaud (Suppléments et cohortes réseaux) ; Michel Kahn (Débats) ;

Eric Le Boucher (International) ; Patrick Laroche (France) ; Franck Nouchi (Secteur) ; Claire Baudin (Entreprises) ;

Jacques Buot (L'Europe) ; Foyane Saiguenau (Culture) ; Christian Masset (Secteur) et rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Malbran, directeur adjoint : Anne Chassaigne

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verner ; partenariats audiovisuels : Retnard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Nobécourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1967), Jacques Rauvet (1964-1982),

André Lautens (1932-1953), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescure (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE Monde

Durée de la souscription : 10 mois

Capital social : 485 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnes du Monde,

Association Hubert-Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde Presse, MSA Presse, Le Monde Investisseurs,

Le Monde Presse, MSA Presse, Claude Bernard Participations.

## Il y a 50 ans, dans *Le Monde*

### La reconstruction des villes russes

**LE FORMALISME**, l'idéalisme, l'apollitisme, toutes ces graves erreurs idéologiques que l'on a dépiétées chez les écrivains, les artistes et les savants, on les retrouve également chez les architectes de l'URSS. C'est un de leurs collègues, A. Vlasov, chargé de la reconstruction de Kiev, qui a fait cette découverte et qui s'en indigne dans la Pravda.

L'académie d'architecture est un repaire d'urbanistes qui ne comprennent rien à la reconstruction des villes socialistes. Dans un ouvrage récent, trois membres de cette académie osent parler sérieusement des travaux accomplis à l'étranger : « Comment ont-ils pu faire les profondes contradictions sociales et la terrible crise des villes capitalistes ? »

Vlasov dénonce aussi ceux qui, sous prétexte de retour au classicisme et au style Empire russe, ma-

nifient un engouement excessif pour les colonnades. C'est ainsi que dans une usine de l'Oural on a approuvé le projet de construction d'une cité ouvrière où les vingt-quatre maisons prévues sont toutes chacune de douze à vingt colonnes.

Quant aux maisons individuelles dont on encourage la construction, certains architectes s'abandonnent à une « interprétation vulgaire de l'art populaire », et c'est ainsi qu'on propose à des familles kolkhoziennes des habitations étranges dans le style d'une vieille khata ukrainienne ou d'une izba russe du dix-septième siècle, alors que le camarade Staline lui-même a déclaré que la force de l'architecture soviétique était « dans sa liaison organique avec la vie sociale ».

André Pierre (4 mars 1949)

## Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-02-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## HORIZONS-ANALYSES

### La croissance française tirée par les services

**J**EAN qui pleure et JEAN qui rit. D'un côté, une industrie morose, de l'autre, des services en pleine forme. L'économie française est devenue, depuis l'été 1998, complètement duale : la crise internationale a contraint les industriels à réduire la voute, puissant dans leurs stocks et revoyant leurs projets d'investissement à la baisse ; alors que la vigueur de la demande intérieure soutient les activités de services et de nouvelles technologies.

Depuis la Coupe du monde, les ménages français ont le moral. Baisse du chômage et inflation baissante ont dopé leur pouvoir d'achat (il s'est accru de plus de 3,5 % en 1998) et leur confiance. L'an dernier, ils se sont enfin mis à dépenser pour partir en vacances, pour s'équiper en informatique ou pour s'acheter une nouvelle voiture.

Cette belle euphorie ne s'est pas démentie depuis. Le « trou d'air », selon les termes de Dominique Strauss-Kahn, qui traverse des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Mieux, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 1998 évoquait une possible stagnation.

Mais l'enquête mensuelle d'Insee fait apparaître une nouvelle baisse du moral des parades en faveur de la demande de services et de nouvelles technologies.

Ensuite, la vigueur de la consommation des ménages français (+ 3,8 % en 1998) pourrait même sortir l'industrie de son passage à vide. Ce scénario reste pour l'instant hypothétique : certains indicateurs le valident, d'autres l'invoquent. Ainsi, selon la dernière enquête de l'Insee auprès des chefs d'entreprise, publiée le 19 février, les entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements de 5 % en valeur en 1999 alors que l'étude précédente réalisée en octobre 19

### • Réponse au président

par Charles Pasqua

**L**e président de la République vient d'ouvrir la campagne pour les élections européennes. Il aurait pu choisir la voie du référendum pour associer les Français à la construction de l'Europe, qui ne les concerne pas assez, comme il l'a justement souligné. C'est cette voie que notre Constitution commande à qui entend être fidèle à l'esprit de la V<sup>e</sup> République. C'est celle qu'attendaient effectivement les Français pour s'associer à l'entreprise européenne. S'associer, c'est-à-dire avoir le pouvoir de dire « oui », mais aussi le droit de dire « non ».

Faut-il qu'on les craigne, ces Français, pour qui ce droit leur soit refusé par deux fois, et par les deux têtes de l'exécutif, fonctionnant dans la plus parfaite harmonie. Car, si la révision constitutionnelle devait conduire au référendum, que seul Jacques Chirac ait le pouvoir d'éviter, selon l'article 89 de la Constitution, la ratification du traité d'Amsterdam ouvrirait la possibilité à Lionel Jospin de proposer au président de consulter les Français en vertu de l'article 11. Ce fut d'ailleurs la procédure choisie par François Mitterrand en 1992 pour le traité de Maastricht.

On se demande au passage où ont disparu ceux qui, à gauche, avaient la même démarche que la mienne et qui déclamaient naguère le référendum ? Aux abris, camarades ! Aux abris, absents, citoyens ! S'il n'en reste qu'un...

La position choisie par Jacques Chirac nous concerne cependant davantage. Je rappellerai d'abord au président que ses messages au Parlement se suivent mais ne se ressemblent pas. Le premier message qu'il lui adressa, peu après son élection, fut pour proposer l'extension du champ du référendum ! Comme le dit une célèbre publicité, ce sont ceux qui en parlent le plus...

Passons. Donnons acte à Jacques Chirac d'avoir situé l'enjeu des prochaines élections européennes là où il devait se situer et non dans la partie de saute-mouton à laquelle entendent se livrer MM. Séguin et Holland. Ceux qui siégeront à Strasbourg représenteront le peuple français, auront à défendre les intérêts de la France, et non les partis socialistes ou les partis libéraux. L'Europe des partis, non merci ! On a ce qu'il faut à la maison, si j'ose dire.

Les élections du 13 juin vont ainsi être la seule occasion offerte aux Français de donner leur avis sur l'Europe. Le président vient donc

de nous donner sa propre vision des choses et s'affirme sans complexe comme un européen beaucoup plus fervent que ce à quoi il nous avait habitués jusqu'à ce qu'il nous ait dévoilé la vérité de l'Union européenne, c'est la Commission, pas le Conseil : quand va-t-on oser l'avouer aux Français ? Dans le cadre des traités de Rome, de Maastricht et maintenant d'Amsterdam, le Conseil des ministres, comme le Conseil européen, est l'organe législatif ; l'exécutif, c'est la Commission. Et la réforme des institutions européennes qu'on nous annonce

exactement comme si l'on supprimait aux parlementaires le droit de proposer des lois, pour donner le monopole aux projets du gouvernement ! Car le gouvernement de l'Union européenne, c'est la Commission, pas le Conseil : quand va-t-on oser l'avouer aux Français ? Dans le cadre des traités de Rome, de Maastricht et maintenant d'Amsterdam, le Conseil des ministres, comme le Conseil européen, est l'organe législatif ; l'exécutif, c'est la Commission. Et la réforme des institutions

européennes qu'on nous annonce

comme le contrepoint politique

des organes technocratiques, c'est

en réalité, Jacques Chirac nous le

dit franchement, de modifier les

règles de la majorité au Conseil des

façon que les « petits » pays ne

puissent pas mettre les « grands »

en minorité.

A part cela, promis juré, il ne s'agit pas de « je ne sais quelle Europe fédérale ». Qu'est-ce que le fédéralisme, alors ?

Sans prononcer le mot, le pré-

Sans prononcer le mot fédéralisme, Jacques Chirac a franchi un pas décisif dans cette direction.

En paroles, c'est son droit.

Mais il n'a reçu aucun mandat du peuple qui l'autorise, dans les faits, à aller aussi loin. Sa campagne présidentielle s'était placée, chacun s'en souvient, sous un tout autre registre et c'est parce qu'il lui a tourné le dos que les électeurs ne lui ont pas accordé la confiance qu'il réclamait lors de la dissolution de l'Assemblée nationale.

C'est qu'on peut faire l'impossible pour le peuple, compter sur son ouïe et se contenter de l'approbation des partis. Mais cela n'a qu'un temps. Quant à moi, je ferai campagne d'abord et avant tout pour rendre aux Français la parole et le pouvoir qu'en leur a confisqué.

Charles Pasqua est sénateur (RPR) et président du conseil général des Hauts-de-Seine.

### La fin du chômage en 2010

Suite de la première page

Ainsi le socle démographique de la France va-t-il subir des séismes d'une ampleur inconnue jusqu'à ce jour. Si nous concentrons notre regard sur la population active – celle qui travaille effectivement ou qui voudrait travailler, ce qui inclut les chômeurs –, les risques d'erreur sont plus grands puisque cela implique des hypothèses sur les taux d'activité. On entre de plus en plus tard dans la vie active : à 17 ans, en moyenne, il y a trente ans ; à plus de 20 ans, aujourd'hui. On en sort de plus en plus tôt : à 62 ans au début des années 70, à 58 ans aujourd'hui. En compensation, le taux d'activité des femmes a bondi ; il est passé de 45 % il y a trente ans à plus de 80 % aujourd'hui. Il reste une marge de progression, mais assez faible. La France a toujours eu recours à des « armées de réserve » pour nourrir sa population active : hier les paysans, les immigrés, les femmes. Demain, les chômeurs, les retraités – d'autant qu'on ne pourra plus financer la retraite à taux plein dès 60 ans – et, à nouveau, les immigrés.

Cet environnement démographique entièrement nouveau ne suffira pas, à lui seul, à provoquer un recul sensible du chômage. Il devra être accompagné d'une croissance soutenue et d'une réorganisation du travail. L'une et l'autre sont en cours. Sauf crise mondiale, la croissance européenne va bénéficier de l'unifica-

tion monétaire (disparition du risque de change et réduction des taux d'intérêt), de la révolution technologique (nous avons du retard à combler sur les Etats-Unis) et de l'arrivée à l'âge de pleines dépenses (autour de 50 ans) des générations du baby-boom. Pendant des années, le potentiel de croissance de nos économies sera plus près de 3 % qu'an de 2 %. Ce qui, avec des gains de productivité de l'ordre de 1,5 % à 2 % l'an, suppose une croissance des ressources en main-d'œuvre dans l'Union de l'ordre de 15 millions sur dix ans, c'est-à-dire sensiblement plus élevée que la croissance de la population active.

Désormais, on connaît les bonnes recettes : abaissement du coût du travail le moins qualifié, recours au temps partiel choisi – la seule façon de créer réellement des emplois par une réduction de la durée du travail –, stimulation à la formation, développement de l'esprit d'entreprise dans les services.

Si la France avait aujourd'hui, en proportion de sa population, autant de travailleurs que les Etats-Unis – c'était le cas au début des années 70 –, nous aurions 5 millions d'emplois en plus chez nous. Il faudra bien finir par prendre au sérieux les travaux sur le droit du travail (autour d'Alain Supiot, en France) qui conduisent à imaginer des structures juridiques nouvelles (contrat d'activité, droits de tirage social) pour rendre compatibles la nécessaire mobilité du travail et le légitime respect des droits de la personne.

La réorganisation du travail est également à l'œuvre partout. C'est grâce à elle que plusieurs de nos partenaires ont déjà fait reculer le chômage chez eux. Notre problème majeur sera de faire « entrer la main dans le gant », pour reprendre une expression de notre cher Alfred Sauvy. C'est-à-dire épouser les besoins nouveaux avec des mentalités marquées par le passé.

Observons qu'au cours des dernières années six pays de l'Union

ont réalisé des performances significatives contre le chômage : au Danemark, il est revenu de 10 % de la population active en 1993 à 4 % aujourd'hui ; en Espagne, de 24 % en 1994 à 18 % ; en Irlande, de 16 % en 1993 à 8 % ; aux Pays-Bas de 7 % en 1994 à moins de 4 % ; en Finlande de 17 % en 1994 à 11 % ; au Royaume-Uni, de plus de 10 % en 1993 à 6 %.

Désormais, on connaît les bonnes recettes : abaissement du coût du travail le moins qualifié, recours au temps partiel choisi – la seule façon de créer réellement des emplois par une réduction de la durée du travail –, stimulation à la formation, développement de l'esprit d'entreprise dans les services.

Si la France avait aujourd'hui, en proportion de sa population, autant de travailleurs que les Etats-Unis – c'était le cas au début des années 70 –, nous aurions 5 millions d'emplois en plus chez nous. Il faudra bien finir par prendre au sérieux les travaux sur le droit du travail (autour d'Alain Supiot, en France) qui conduisent à imaginer des structures juridiques nouvelles (contrat d'activité, droits de tirage social) pour rendre compatibles la nécessaire mobilité du travail et le légitime respect des droits de la personne.

L'objectif de ramener le taux de chômage, en France, au-dessous de 5 % avant la fin de la prochaine décennie – ce qui correspond sans doute au plein emploi en période de mutations technologiques rapides et dans des pays à protection sociale élevée – est donc parfaitement réaliste. Personne n'ose l'affirmer, dans la crainte de décevoir. Ce serait pourtant une façon de se mobiliser et, par là, de l'atteindre.

Jean Boissonnat

### Le berbère, langue de France

par Hocine Sadi

**D**EPUIS la publication, en octobre 1998, de l'extrait du rapport de Guy Carcassonne au premier ministre proposant d'intégrer le berbère comme langue de France pour la signature de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires, une certaine fébrilité a gagné les milieux berbères de France. Petitions, rassemblements, prises de position se multiplient.

Dans les années 80, des associations culturelles ont commencé à poser la question berbère. A cette époque, déjà, un premier rapport, établi par Henri Giordan, proposait d'inclure la langue berbère dans les langues de France. Cette proposition n'a pas franchi le seuil du rapport puisqu'elle n'a pas été retenue dans la proposition de la loi qui l'a suivie. Seules avaient été gardées les langues régionales liées à un territoire de France.

Présent à la discussion qui eut lieu à l'Assemblée nationale au sein du groupe qui préparait ce projet de loi, je garde en mémoire la violence du rejet de la proposition Giordan de la part d'élus très fortement marqués par la tradition jacobine. Considérer le berbère comme langue de France était assimilé à un encouragement au communautarisme, inadmissible au sein de la République française, une et indivisible. En fait, d'autres langues non régionales, comme l'arménien et l'hébreu, avaient été prises en compte dans différentes circulaires. En aparté, il nous avait été dit que le poids électoral de citoyens d'origine arménienne dans la région Rhône-Alpes n'avait pas laissé indifférents certains élus.

Cette fois, le débat vient d'être réintroduit par le biais européen. Il s'agit d'une charte qui émane du Conseil de l'Europe. Ce Conseil, créé en 1949, régit une quarantaine d'Etats – dont certains ne sont pas européens – et n'ont qu'un pouvoir consultatif.

Avant d'aborder les conséquences de ce cadre institutionnel, remarquons que, lorsque le premier ministre, Lionel Jospin, fait référence à cette charte des langues régionales ou minoritaires, le titre en est tronqué, réduit à celui de « charte des langues régionales ». Faut-il craindre que le choix de cette dénomination exprime à nouveau la volonté d'exclusion des langues minoritaires non régionales ?

Pour ce qui est du cadre juridique proprement dit, il est évident qu'il en limite la portée. Par exemple, rien dans la charte n'est prévu pour sanctionner un Etat qui aurait si-

gné, puis ratifié cette charte mais se refuserait à l'appliquer dans les faits ! Mieux, il est spécifié que celle-ci peut à tout moment être dénoncée par une partie.

Avant cette tentative de M. Jospin, Alain Juppé avait, dans la perspective de la signature puis de la ratification, sollicité l'avis du Conseil d'Etat. La réponse de ce dernier, le 24 septembre 1998, fut nette : « L'obligation de retenir un nombre minimum d'obligations dans les articles 9 et 10 s'oppose à la ratification. » Dans le même esprit, le Conseil constitutionnel, interprétant le fameux article 2 de la Constitution disposant que « la langue de la République est le français », a considéré que l'article 115 de la loi organique portant statut d'autonomie de la Polynésie française, disait que « le français était la langue officielle de la République, la langue tahitienne et les autres langues polynésiennes peuvent être utilisées », devait être modifié.

**Permettre l'épanouissement d'éléments culturels qui constituent l'intimité du vécu réel de nombreux citoyens**

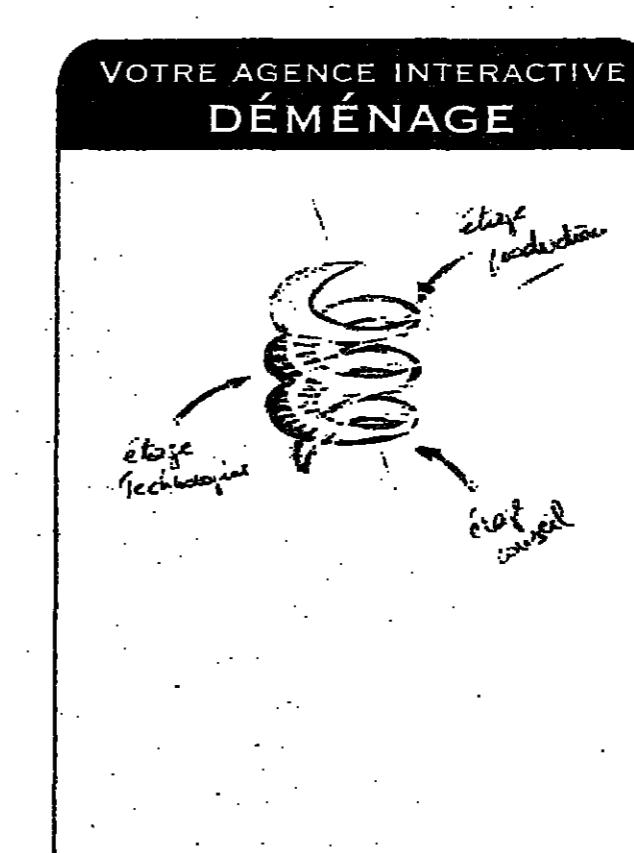
Pourtant, en dépit de ces réponses, M. Jospin a relancé le processus de signature. Le rapporteur Bernard Poignant a recommandé une expérimentation juridique de la charte des langues régionales ou minoritaires, la titre en est tronqué, réduit à celui de « charte des langues régionales ». Faut-il craindre que le choix de cette dénomination exprime à nouveau la volonté d'exclusion des langues minoritaires non régionales ?

Se référant à l'esprit de la charte, qui est de protéger un patrimoine linguistique historique menacé de disparition, M. Carcassonne donne des critères pouvant servir à dresser la liste des langues à retenir. L'effet Zidane aidant, il argumente fortement en faveur des langues régionales ou minoritaires dès lors que la volonté politique existe. Le verrou juridique, blocage absolu par le passé, aura sauté.

Il est temps des fractures sociales, et pour paradoxe que cela paraîsse, il est sain de permettre l'épanouissement d'éléments culturels qui constituent l'intimité du vécu réel de nombreux citoyens. On ne leur avait laissé comme seul référent identitaire reconnu que l'aspect confessionnel. Mais si l'on a pu vérifier que, loin d'être incompatibles avec les valeurs de la République, ces éléments s'inséraient harmonieusement dans la vie nationale, on a également pu mesurer le danger qu'il y avait à laisser se structurer une identité seulement autour d'une religion qui soude en un seul bloc de multiples entités.

Il n'est que justice que la langue berbère, celle de la grand-mère d'Edith Piaf, celle du poète Jean Amrouche, ancien directeur à l'ORTF et compagnon du général de Gaulle, celle de saint Augustin et, aujourd'hui, celle de centaines de milliers de ressortissants français, soit enfin considérée comme langue de France.

**Hocine Sadi est professeur agrégé de mathématiques à l'université d'Evry (Essonne).**



24, rue du Sentier  
75002 Paris  
Tél. : 01 44 82 62 62  
Fax : 01 44 82 62 61  
E-mail : orange@orange-art.fr - <http://www.orange-art.fr>

051 71104

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 4 MARS 1999

**AUTOMOBILE** Le groupe PSA a réalisé en 1998 un redressement spectaculaire. Jean-Martin Folz, président du directoire, a annoncé, mercredi 3 mars, des bénéfices de

3,178 milliards de francs, après une perte de 2,768 milliards en 1997. ● **COMME RENAULT**, Peugeot-Citroën a profité de la croissance des ventes de voitures et d'une accéléra-

tion de son programme de réduction des coûts. En 1998, 5,2 milliards de francs d'économies ont été réalisées. Pour 1999, M. Folz s'est fixé le même objectif. ● **AVEC DES**

**MOYENS** financiers retrouvés, PSA peut désormais réaliser ses ambitions. ● **FIN D'UN TABOU**, M. Folz a osé aborder l'éventualité d'une fusion-acquisition : « Si la croissance

externe permet la mise en œuvre rapide de plates-formes communes, nous saisirons les opportunités qui se présentent », a affirmé le successeur de Jacques Calvet.

## Le groupe PSA a renoué avec les bénéfices en 1998

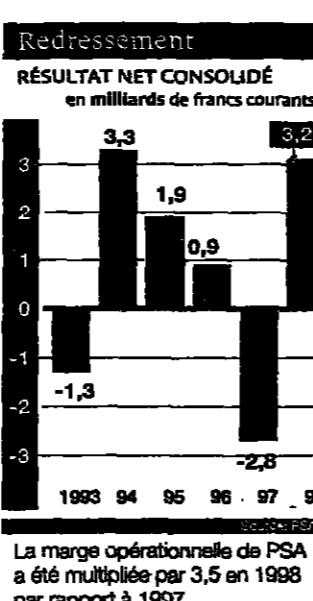
Croissance des ventes et réduction des coûts permettent à Jean-Martin Folz, président du directoire, d'afficher 3,2 milliards de francs de profits, contre une perte de 2,8 milliards en 1997. Et d'oser briser un tabou en évoquant la possibilité d'une acquisition

L'AN I de l'ère Folz démarre sur les chapeaux de roue. Le président du directoire de PSA a annoncé, mercredi 3 mars, un bénéfice net de 3,178 milliards de francs (0,48 milliard d'euros). Le redressement est spectaculaire : en 1997, le groupe affichait une perte de 2,768 milliards de francs. Jean-Martin Folz ne s'était pas caché d'avoir « remis les compteurs à zéro » après les quinze ans de règne de Jacques Calvet. L'exercice 1998 constitue la première étape d'un processus qui vise à faire sortir PSA de son « déficit de croissance, d'innovation et de rentabilité ». « 1998 aura été une année de reprise en mouvement », a affirmé M. Folz. 1999 devra conserver cette dynamique, que nous voulons accélérer. » La croissance a été au rendez-vous. En 1998, Peugeot et Citroën ont vendu un total de 2 277 600 véhicules : c'est 8,5 % de mieux qu'en 1997. Cette croissance est essentiellement due à la France, tandis que les ventes à l'international se sont maintenues, malgré la chute des marchés asiatique et sud-américain. PSA a

commencé à tirer profit de la montée en puissance de la production de la Peugeot 206 et des ventes de la Citroën Xsara. Les ventes du Berlingo et du Partner sont en progression de 17,6 %. Elles permettent à PSA de tester le premier constructeur européen de véhicules utilitaires légers. Du coup, le chiffre d'affaires a progressé de 11,2 %, à 221,4 milliards de francs.

Deuxième volet du plan de marche de M. Folz : l'amélioration de la rentabilité du groupe, sans doute l'aspect le plus spectaculaire de la politique du nouveau patron. La rentabilité des capitaux employés est passée de 2,4 % en 1997 à 8,5 % en 1998, alors qu'elle était en constante baisse depuis 1994. La marge opérationnelle s'élève à 7,16 milliards de francs (1,09 milliard d'euros), soit 2,1 % du chiffre d'affaires, alors que l'objectif était fixé à 1,5 %.

Comme chez son concurrent Renault, c'est la branche automobile - ce qui n'était pas forcément le cas par le passé - qui a le plus fortement contribué à la restauration de la rentabilité. La hausse



La marge opérationnelle de PSA a été multipliée par 3,5 en 1998 par rapport à 1997.

des ventes est à l'origine de cette progression mais, plus encore, l'accélération de la réduction des coûts : 5,2 milliards de francs d'économies ont été réalisées.

Pour 1999, M. Folz s'est fixé le même objectif. PSA touche les premiers dividendes de sa « politique de plate-forme » initiée par M. Folz. Celle-ci vise à mettre en commun un certain nombre d'éléments de fabrication (soubassement, moteur, transmissions, liaisons au sol et autres équipements comme la climatisation) pour des modèles d'un même segment, qui ne se distingueront plus que par leur apparence extérieure. Objectif : alimenter les séries de production et réaliser des économies d'échelle. La méthode a été initiée avec la Peugeot 106 et la Citroën Saxo fabriquées dans l'usine d'Aulnay (Seine-Saint-Denis). Le nombre de pièces utilisées a été réduit de 30 % et les éléments communs multipliés par trois.

● **VERS LES 2,5 MILLIONS DE VENTES** Corollaire de la hausse de la rentabilité : PSA a fabriqué plus de voitures en 1998 (la production a augmenté de 7,7 %) avec moins de salariés (les effectifs du groupe ont baissé de 2,3 %). La situation fi-

nancière s'est sensiblement améliorée : PSA n'a plus de dettes et se retrouve même dans une situation d'excédent financier net de 5,3 milliards de francs. Le groupe dispose d'une trésorerie de 12 milliards de francs, ce qui lui donne des moyens pour ses ambitions. Pour 1999, le groupe automobile veut poursuivre ses efforts de rentabilité et réaliser une marge opérationnelle de 9 milliards de francs. PSA vise une nouvelle progression de ses ventes, qui devraient passer de 2,27 à 2,4 millions d'unités. Alors que le production stagnait depuis plusieurs années autour de 2 millions de véhicules, PSA devrait cette année se rapprocher de ses pleines capacités de production, qui tournent autour de 2,5 millions.

Cet objectif volontariste a été fixé dans un marché européen qui devrait baisser de 2 % en 1999, avec des zones de prospérité en Espagne et en France, où PSA est bien implanté. Un objectif qui s'explique aussi par la poursuite de la montée en cadence de la Peugeot 206. Pour y faire face, 1 200 per-

sonnes seront embauchées sur le site de Mulhouse (Haut-Rhin), où est fabriquée la petite dernière de Peugeot : la production passera de 7 500 à 9 000 voitures par semaine dès le mois de mai. Le groupe compte aussi sur le lancement des Peugeot Partner et Berlingo avec porte latérale coulissante, le restyling de la 406 et, enfin, sur le lancement des moteurs HDI, un diesel plus économique et plus propre.

Le typique croissance-rentabilité-innovation est désormais en place. Cette situation donne à M. Folz l'audace d'aborder une question jusque-là tabou chez PSA : celle d'une possible fusion-acquisition. « On me prête un avis trop définitif sur la question, a confessé M. Folz. Nous sommes pragmatiques sur le sujet. Si la croissance externe permet la mise en œuvre rapide de plates-formes communes, nous saisirons les opportunités qui se présentent, mais celles-ci sont rares. » Une illustration supplémentaire de la fin de l'ère Calvet.

S. L.

### Renault : la CGC s'oppose aux propositions sur les 35 heures

Renault a proposé, mardi 2 mars, que la réduction du temps de travail (RTT) des ingénieurs et cadres se fasse par l'attribution de huit jours de repos supplémentaires et de six jours de formation par an, avec maintien de la rémunération. Les cadres verraient leur temps de travail mesuré en nombre de journées par an et non plus en heures. Les jours de repos supplémentaires se répartiraient en 4 jours « collectifs » (chômés à la demande de l'entreprise) et 4 jours « individuels » (à disposition du salarié). Ces journées de repos, comme les journées de formation, seraient « capitalisables sur plusieurs années ».

La CGC a « refusé d'emblée ces propositions inéquitables ». Elle juge, au lendemain de l'annonce par Renault d'un bénéfice de 8,8 milliards de francs, que « les résultats 1998 pouvaient laisser espérer autre chose de plus positif. Nous assistons à un véritable lynchage sur l'autel de la rentabilité maximum ». La CFDT et la CGT ont appelé à des débrayages jeudi 4 mars.

### Des moyens financiers retrouvés pour des ambitions incertaines

AVEC 8,8 MILLIARDS de francs (1,34 milliard d'euros) pour Renault et 3,2 milliards de francs (0,48 milliard d'euros) pour PSA, les bénéfices des constructeurs automobiles français en 1998 dénotent une santé éclatante.

**ANALYSE** Les Français sont prêts à recourir à la croissance externe. L'intention est là mais les cibles ne sont pas définies

tante. Ce bilan sera-t-il un feu de paille ? L'automobile est une industrie cyclique, où des pertes abyssales succèdent souvent à des bénéfices gigantesques. Quelle capacité de résistance vont démontrer les Français dans un marché automobile 1999 que l'on annonce moins porteur ?

Tous les constructeurs mondiaux cherchent aujourd'hui à lisser ces mouvements cycliques par tous les moyens. L'un des éléments de réponse se situe dans la course à la taille. Mercedes, en 1998, en rachetant l'américain Chrysler, Ford au mois de janvier, en engloutissant le suédois Volvo, ont déjà fait leur emplettes pour parvenir à une envergure susceptible d'absorber les sautes de conjoncture. Jusqu'à maintenant, les constructeurs français sont restés à l'écart de ce mouvement de concentration, préférant d'abord rétablir leur rentabilité. C'est désormais chose faite - ou en bonne

voie de l'être. Quid maintenant de la croissance ?

Renault a pris un train d'avance sur PSA. Louis Schweitzer s'est fixé l'objectif de vendre 4 millions de véhicules en 2010. Si l'échéance est si lointaine, c'est que le PDG de Renault ne veut pas forcer le destin et grossit à l'importe quel prix. La « croissance rentable » est désormais son leitmotiv. L'échec de l'alliance avec Volvo en 1993 est encore dans toutes les têtes. Mais la page est tournée : « Au prix payé par Ford [6,45 milliards de dollars], Renault n'était pas candidat au rachat de Volvo », affirme M. Schweitzer au 1<sup>er</sup> mars, en présentant ses résultats. Renault a « les moyens de [se] développer sans alliance globale », même s'il ne veut se fermer aucune porte : « Si une opportunité se présente, ce serait une faute grave de ne pas la saisir », a ajouté M. Schweitzer.

Cette opportunité pointe aujourd'hui sonnez, là où on ne l'attendait pas forcément : au coût de la citadelle imprenable de l'automobile, le Japon. Fidèle à sa stratégie de coopérations partielles, Renault discutait avec Nissan la possibilité de lui louer certaines usines. Et découvre que le numéro deux japonais ne serait pas hostile à une alliance plus globale, avec prise de participation financière. Un tel ensemble pèserait 5 millions de véhicules par an, dans le monde entier. Mais Renault n'est pas seul sur les rangs : le géant germano-américain DaimlerChrysler s'intéresse également à l'affaire.

En attendant, la firme au losange poursuit sa « phase d'étude active » en Afrique du Sud et au Mexique, en vue d'utiliser des capacités existantes sur place. En Roumanie, Renault est en train de finaliser sa prise de contrôle de Dacia pour fabriquer un modèle de voiture destinée aux pays émergents, vendue sous une deuxième marque, Dacia en l'occurrence. Totallement dépendante, Renault dispose désormais d'un trésor de guerre de 12,6 milliards de francs (1,92 milliard d'euros) et de plus de 50 milliards de francs (7,62 milliards d'euros) de fonds propres. Avec l'effet de levier de la dette, Renault pourrait mettre sur la table jusqu'à 37 milliards de francs (5,6 milliards d'euros). De quoi mener à bien son internationalisation.

#### DISCOURS PRAGMATIQUE

PSA est également sur la voie de l'assainissement et de la rationalisation, même si le groupe est parti avec un temps de retard sur Renault. Surprise : l'idée d'une alliance avec un autre constructeur, semble-t-il, fait son chemin. Rompt avec le discours tenu par l'ancien président de PSA, Jacques Calvet, et qu'il avait fait siens jusqu'à présent, Jean-Martin Folz se veut désormais pragmatique et prêt à saisir les opportunités, à condition qu'elles soient génératrices de productivité. Le groupe dispose lui aussi des moyens financiers de ses ambitions, avec une situation nette de 55 milliards de francs (8,38 milliards d'euros). Mais M. Folz n'exclut pas de « rembourser » le trop-plein à ses actionnaires, puisqu'il compte demander l'autorisation à la prochaine assemblée générale de lancer un programme de rachat d'actions à hauteur de 10 % du capital de PSA.

En attendant, PSA poursuit sa croissance interne. La construction d'une usine au Brésil, dont la première pierre a été posée début février, illustre ce choix. PSA, contrairement à Renault, dispose déjà de deux marques, Peugeot et Citroën, qui génèrent ensemble leurs propres économies d'échelle. Son challenge actuel est de faire en sorte qu'elles soient plus complémentaires que concurrentes, pour générer là aussi une croissance rentable.

L'objectif de PSA est de réaliser 25 % de ses ventes hors d'Europe d'ici à l'an 2000, contre 16 % aujourd'hui. Le chiffre peut encore sembler modeste face aux performances de Volkswagen et de Fiat, qui se sont lancés sur les marchés étrangers dès les années 80. Le groupe allemand et la firme italienne vendent respectivement 42 % et plus de 30 % de leurs voitures hors d'Europe. Le marché français, lorsqu'il est porteur comme en 1998, est une force pour ses constructeurs. En cas de retournement de conjoncture, il devient un piège, dont seule une forte présence à l'international permet de se tirer. Renault vient seulement de retrouver son niveau de profit d'il y a dix ans, et PSA est encore loin des records de l'ère Calvet.

Stéphane Lauer

### La Deutsche Bank ouvre son propre réseau en France

UNE NOUVELLE CARRIERE dans une nouvelle banque : cette pleine page d'offres d'emploi anonyme, publiée dans plusieurs quotidiens, avait fait naître les rumeurs ces derniers jours. La Deutsche Bank, déjà présente en France comme banque d'investissement - elle est notamment spécialiste en valeurs du Trésor - a donc fait décoller, mardi 2 mars, sa volonté d'en trouver la porte du marché de la banque de détail français. Après avoir imaginé de s'appuyer sur la reprise d'un établissement tricolore, le numéro un européen a finalement choisi de sauter seul le pas pour le moment : il procède au recrutement d'environ 150 personnes, afin de se lancer d'ici à l'automne dans la gestion de patrimoine et de portefeuilles, en proposant ses services à une clientèle privée à haut revenu.

Discret sur ses intentions, la Deutsche Bank va aller la mise en place d'un réseau de succursales avec les techniques « modernes » de la banque à distance. Dix agences, comprenant chacune cinq à dix personnes, seront ouvertes à Paris (deux), dans les Hauts-de-Seine, les Yvelines et les principales villes de France (Lyon, Aix-Marseille, Bordeaux, Lille, Nice et Tou-

louse). En parallèle, une plate-forme de banque directe (Internet, téléphone) sera créée en région parisienne, avec quelques dizaines de téléconsseurs. Une demande d'agrément a été déposée au Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - elle est notamment spécialiste en valeurs du Trésor - a donc fait décoller, mardi 2 mars, sa volonté d'en trouver la porte du marché de la banque de détail français. Après avoir imaginé de s'appuyer sur la reprise d'un établissement tricolore, le numéro un européen a finalement choisi de sauter seul le pas pour le moment : il procède au recrutement d'environ 150 personnes, afin de se lancer d'ici à l'automne dans la gestion de patrimoine et de portefeuilles, en proposant ses services à une clientèle privée à haut revenu.

Discret sur ses intentions, la Deutsche Bank va aller la mise en place d'un réseau de succursales avec les techniques « modernes » de la banque à distance. Dix agences, comprenant chacune cinq à dix personnes, seront ouvertes à Paris (deux), dans les Hauts-de-Seine, les Yvelines et les principales villes de France (Lyon, Aix-Marseille, Bordeaux, Lille, Nice et Tou-

louse). En parallèle, une plate-forme de banque directe (Internet, téléphone) sera créée en région parisienne, avec quelques dizaines de téléconsseurs. Une demande d'agrément a été déposée au Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - elle est notamment spécialiste en valeurs du Trésor - a donc fait décoller, mardi 2 mars, sa volonté d'en trouver la porte du marché de la banque de détail français. Après avoir imaginé de s'appuyer sur la reprise d'un établissement tricolore, le numéro un européen a finalement choisi de sauter seul le pas pour le moment : il procède au recrutement d'environ 150 personnes, afin de se lancer d'ici à l'automne dans la gestion de patrimoine et de portefeuilles, en proposant ses services à une clientèle privée à haut revenu.

La création d'un réseau ex nihilo traduit la difficulté du groupe à prendre pied en France, pays qui figure pourtant parmi ses priorités affichées. Malgré quelques initiatives en ce sens, l'établissement n'est pas parvenu à acquérir un réseau, toujours repoussé par les dirigeants de banques françaises, ceux du CCF notamment, voire, officiellement, par le ministère des finances. Alors qu'elle ne cachait pas son intérêt, elle ne devrait pas non plus bénéficier de la privatisation du Crédit lyonnais. La fusion de la Société générale et de Paribas lui ôte aussi toute chance de ce côté. C'est sur ce constat de semi-échec que la Deutsche Bank avait, fin 1998, créé une filiale de crédit immobilier (DIL France). Malgré ce développement, évalué entre 20 et 30 millions de deutschemarks par un spécialiste (10,25 à 15,4 millions d'euros), la Deutsche Bank « n'exclut pas d'autres projets en France », indique-t-à Francfort. « Cette opération permet au groupe de montrer qu'il a les moyens et la volonté de prendre pied sur le marché, avec ses propres forces s'il ne trouve pas de partenaires », observe Volker von Krüchten, analyste bancaire à la BHF Bank.

Philippe Ricard

### La Russie et le Brésil font plonger SEB

1998 restera décidément comme une « annus horribilis » pour les deux leaders français du petit électroménager, SEB et Moulinex. Le premier a annoncé, mardi 2 mars, des résultats en chute libre pour l'année écoulée. Le bénéfice net a été divisé par dix, tombant à 7,9 millions d'euros (52 millions de francs). Et le chiffre d'affaires a reculé de 2,3 %, à 1,76 milliard d'euros (11,5 milliards de francs).

SEB, comme Moulinex, incrimine en premier lieu l'effondrement du marché russe, qui avait représenté jusqu'à 1997, le manque à gagner dans ce pays est estimé à 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) en 1998. Sa chute devrait encore se faire sentir en 1999, a prévenu Jacques Gairard, le PDG de SEB. Sur la sellette également, le Brésil, où SEB a racheté le numéro un du petit électroménager local, Arno. La dévaluation du réal, la crise mondiale, a entraîné une perte de 400 à 500 millions de francs sur l'exercice 1998.

« Ces pertes sont dues à la crise mondiale et à la crise de l'industrie de l'électroménager », a déclaré M. Gairard. « Nous avons été touchés par la crise mondiale de l'électroménager, mais nous avons également été touchés par la crise de l'industrie de l'électroménager. »

SEB va se concentrer sur ses six familles traditionnelles de produits : articles de ménage, repassage, cuisine, entretien, du sol, soins de la personne, préparation des aliments et boissons. Adeptes jusqu'ici de la décentralisation, le groupe a mis en place des fonctions transversales : finance, système d'information, ressources humaines, achats et logistique. Il espère une réduction totale de ses coûts de 354 millions de francs dès 2000.

En somme, avec un temps de retard sur Moulinex, dont la grande crise de 1997 a provoqué l'électrochoc salutaire, SEB découvre en sein des gisements de productivité et d'économies inexplorés, parfois délibérément pour des raisons sociales. Jusqu'à récemment, SEB se

Pascal Galinier

## Quand l'Etat donne un coup de pouce au capital-risque français

Les 900 millions de francs d'argent public permettront de lever de 4 à 6 milliards

La haute technologie est porteuse de croissance. Aussi les pouvoirs publics ont-ils décidé en 1998 d'amorcer la pompe du capital-risque, malgré

indispensable pour l'émergence de sociétés innovantes. Les 900 millions de francs apportés par l'Etat français et l'Union européenne per-

mettront de lever de 4 à 6 milliards. Ce fonds public a déjà investi dans plusieurs fonds nationaux ou créés par des particuliers.

**Dominique Strauss-Kahn**, le ministre de l'économie et des finances, a souligné l'importance que prend la haute technologie dans l'économie française. Dans un entretien au *Journal du dimanche* le 28 février, il rappelle que ce secteur avait ajouté 0,5 % de croissance à la consommation. Surtout, il se félicite du rôle joué par les capitaux publics dans le financement des sociétés de haute technologie. Au milieu de l'année 1998, l'Etat français et l'Union européenne avaient décidé d'amorcer la pompe du capital-risque, malgré l'indispensable pour favoriser l'émergence de sociétés innovantes.

Le gouvernement français a consacré 91 millions d'euros (600 millions de francs) provenant de la privatisation de France Télécom à cette activité. La Banque européenne d'investissement a ajouté 45,73 millions d'euros (300 millions de francs). Ces sommes sont gérées par le Fonds public pour le capital-risque (FPCR), confié à la Caisse des dépôts et consignations. Cette structure prend des parts dans les fonds de capital-risque d'envergure nationale, régionale ou créés par des personnes physiques, sur le modèle des *business angels* américains. L'argent public a un « effet de levier » : les 900 millions de francs injectés devraient entraîner la levée de près de 4 à 6 milliards de francs (de 600 à 900 millions d'euros environ). Une manne pour les PME innovantes, qui ont besoin de

beaucoup d'argent dès les premiers temps pour acquérir rapidement une dimension internationale. « Les dossiers de qualité ne manquent pas et les nouveaux dirigeants ont des ambitions et des fonds propres pour les réaliser », estime Pierre Battini, responsable de la gestion du FPCR.

Aujourd'hui, 52 millions d'euros ont été investis par le fonds public dans cinq nouveaux fonds de capital-risque nationaux, dont Sofinova Capital III (120 millions d'euros, le plus important fonds de capital-risque jamais constitué en France), Galileo II (77 millions d'euros), Banexi Ventures II (61,5 millions d'euros), Aurora (61 millions d'euros) et Siparex Ventures I (46 millions d'euros). Une nouvelle tranche du fonds public sera débloquée ce mois-ci en faveur de fonds régionaux et de ceux créés par des personnes physiques.

**INGÉNIOSITÉ RÉGIONALE**  
Pour se distinguer de leurs conseils partisanes, les sociétés de capital-risques régionales doivent faire preuve de dynamisme mais aussi d'ingéniosité. Ainsi, à Clermont-Ferrand, Jean-Marc Vernière, président de Sofinac, vient de constituer un fonds baptisé France Capital Innovation (31 millions d'euros). L'apport du fonds public lui a permis d'emporter l'adhésion d'autres financiers. L'originalité de ce fonds est de proposer aux PME innovantes une prestation complète : apport de

fonds propres, formation des salariés aux technologies de pointe et infrastructures à Clermont-Ferrand.

Dans le capital d'amorçage (création d'entreprises), le fonds public apportera près de 25 % des 15,2 millions d'euros levés par Seef, un fonds dirigé par trois *business angels*, François Poirier, Jean-Michel Renck et Régis Saleur. Ces derniers veulent mettre leurs compétences techniques et financières au service de sociétés en constitution. C'est la première fois que des particuliers disposent de sommes importantes pour répondre aux besoins financiers de leurs poulians.

Une partie des fonds levés a déjà trouvé à s'employer. Sofinova Capital III a investi dans de nombreuses sociétés en forte croissance comme Perform (éditeur de logiciels de supervision de réseaux informatiques) ou Staff & Line (logiciel de ressources informatiques). Galileo II a consacré 10 millions d'euros à dix nouvelles affaires. Celle qui connaît la croissance la plus rapide est Netgem, qui fa-

## Regain de tensions monétaires au Brésil

Les entreprises achètent massivement du dollar pour honorer leurs dettes. Du coup, le real a atteint, mardi, un plus bas niveau historique

doit ainsi faire face à une charge de 130 millions de dollars et la Banco do Brasil, deuxième banque du pays, à une note de 200 millions de dollars.

Pour tenter d'enrayer la baisse du real, la banque centrale brésilienne serait intervenue à plusieurs reprises, mardi. Mais ses munitions s'épuisent vite : ses réserves ont baissé de 275 millions de dollars au cours des derniers jours. Dans ces conditions, l'institut d'émission pourrait, selon les experts, être contraint de relever ses taux, actuellement fixés à 41 %, tant pour protéger sa monnaie que lutter contre les pressions inflationnistes. Selon le courtier américain Merrill Lynch, les prix à la consommation progresseront de 33 % cette année au Brésil, après une baisse de 1,8 % en 1998. Mais un tel resserrement monétaire aurait pour conséquence de freiner davantage l'activité économique et de renchérir, cette fois, le coût de la gigantesque dette domestique (175 milliards de dollars).

P.-A. D. (avec Bloomberg)

### RESULTAT NET 1998

**8,8**  
BILLARDS  
DE FRANCS

**1,3**  
BILLARD  
D'EUROS

### 2,2 millions de véhicules vendus dans le monde

• 1<sup>re</sup> marque  
(véhicules particuliers et utilitaires) en Europe

• Succès des modèles Mégane, Clio II, Kangoo et nouveau Master

Chiffre d'affaires  
**243,9** MILLIARDS DE FRANCS  
**37,2** MILLIARDS D'EUROS

Chiffre d'affaires par branche  
195 077 MF  
29 739 Me

40 619 MF  
6 192 Me

8 238 MF  
1 256 Me

Marge opérationnelle  
**12,6** MILLIARDS DE FRANCS  
**1,9** MILLIARD D'EUROS

Bénéfice net par action  
**36,98** FRANCS  
**5,64** EUROS

Dividende net par action<sup>(1)</sup>  
**5,00** FRANCS  
**0,76** EUROS

### Une progression très significative des résultats

Renault est le principal gagnant de la reprise en Europe occidentale : ses ventes automobiles progressent deux fois plus vite que le marché européen en 1998. Dans le domaine des camions, Renault VI renforce sa position aux Etats-Unis et à l'international.

#### 1 | Évolution marquante du chiffre d'affaires : + 16,2 %\*

et en particulier de la part réalisée à l'étranger qui représente 61,4 % du chiffre d'affaires total, montant les effets de la stratégie d'internationalisation du groupe.

#### 2 | Accélération de la hausse de la marge opérationnelle : + 8 901 millions de francs (+ 1 357 millions d'euros)

essentiellement due au vigoureux renforcement de la rentabilité de la branche automobile, résultant de la forte progression des ventes et de l'effort de réduction des coûts, mais également au redressement de la branche véhicules industriels. La contribution de la branche financière est pratiquement stable.

#### 3 | Augmentation très significative du résultat net : + 63 %

qui s'établit à 8 847 millions de francs (1 349 millions d'euros), après la prise en compte d'une charge nette d'impôts de 2 375 millions de francs (362 millions d'euros), au lieu d'un produit net d'impôts de 1 343 millions de francs en 1997 (205 millions d'euros).

#### Chiffre d'affaires par branche

195 077 MF  
10 134 MF

29 739 Me  
1 545 Me

40 619 MF  
1 120 MF

6 192 Me  
171 Me

8 238 MF  
1 341 MF

1 256 Me  
204 Me

+ 16,2 %  
+ 16,5 %  
+ 3,7 %  
- 14 %

1998 1997

Automobile Véhicules industriels Branche financière

\* à structure et méthodes identiques

### Objectif de production : 4 millions de véhicules en 2010 dont 50 % hors d'Europe occidentale

Afin d'être un acteur majeur du monde automobile, Renault entend poursuivre sa stratégie de croissance rentable déclinée autour de 3 axes : innovation, compétitivité et internationalisation.

### Perspectives

Dans un environnement marqué par une pression concurrentielle plus intense ainsi que par le coût de déploiement du Groupe à l'international, Renault maintiendra sa politique de rigueur et de croissance visant à conforter la solidité des résultats dégagés par chacune des branches.

Dans ce contexte moins porteur, Renault devrait dégager en 1999 une marge opérationnelle en ligne avec son objectif de 4 % du chiffre d'affaires sur la moyenne du cycle.



RENAULT

Renault « Actionnaires en Direct » - Tél. 01 41 04 59 99 - Numéro Azur 0801 07 19 97 - Internet : <http://www.renault.com>

**Sur Minitel la nouvelle version euro**

des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD  
des taux d'intrêt  
des taux d'inflation  
des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

**WORLD MULTIDEVISES**

08 36 29 00 65  
3623 NXMULTIDEV

**NATEXIS MULTIDEVISES**  
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

051 711 000

الراحل من

## COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 4 MARS 1999

### Après l'échec du raid sur Pathé, TF 1 est en quête d'une stratégie

Une alliance avec la CLT-UFA dans la télévision généraliste, la relance de son leadership dans le bouquet payant TPS et des investissements dans le multimédia seraient les trois pistes actuellement étudiées par la Une pour rebondir

**CONVICTION** ancrée, méthode Coué ? « Patrick Le Lay n'est jamais aussi bon que dans l'université », tente-t-on de se convaincre à TF 1. Dans l'immeuble de verre du quai du Point-du-jour, à Boulogne (Hauts-de-Seine), siège de la Une, tous les regards convergent vers le quatorzième étage. Celui de la direction. Depuis l'échec de l'opération Pathé, et les divergences entre les actionnaires de TPS, bouquet dirigé par TF 1, « tout le monde est en veine d'une stratégie ». Le sentiment général est que, dans un premier temps, le PDG aurait été « un peu sonné » par son raid manqué contre le groupe de Jérôme Seydoux. Mais cet étouffissement aura été de courte durée. Aujourd'hui, « la chaîne bosse », confirme un haut cadre. Enfin « sorti d'une grippe » et aujourd'hui « en pleine forme », Patrick Le Lay s'emploie à trouver une voie de relance.

Paradoxalement, au moment où TF 1 bute dans ses développements sur le secteur de la télévision à péage en France et à l'étranger, tous les clignotants de la chaîne sont au vert. L'an passé, et pour la première fois depuis 1991, la part d'audience moyenne de la Une s'est à nouveau inscrite en légère progression. En 1998, la chaîne a enregistré une part d'audience moyenne de 55,3 % auprès des personnes de quatre ans et plus, contre 35 % un an plus tôt. Les résultats financiers sont aussi à la hausse. La première chaîne privée d'Europe a engrangé un bénéfice net de 715 millions de francs (109 millions d'euros) en 1998, en hausse de 48,7 % par rapport à l'année précédente.

Ces chiffres enviables consolent les analyses financières des initiatives avortées de diversification.

Pour le Crédit lyonnais, « TF 1 est avant tout une valeur de télévision commerciale ». La banque s'estime « complètement satisfaite des résultats de la Une ». Selon elle, « avec une croissance d'au moins 5 % d'une année sur l'autre, TF 1 est une chaîne majeure ».

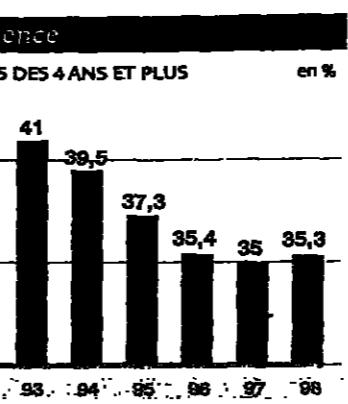
Le caractère franco-français du développement de TF 1 et son manque de stratégie internationale ne constituent pas un point noir pour le Crédit lyonnais. « Il est très difficile de développer une chaîne commerciale à l'étranger », admettent les analystes de la banque. « En quoi un développement international renforcerait-il TF 1 ? », interroge Patrick Le Lay.

En face, le concurrent CanalSatellite vaudrait 8 milliards de francs (1,21 milliard d'euros).

Mais le marché du péage n'est pas la seule issue pour TF 1, qui

pourrait choisir la carte de la télévision généraliste. Depuis quelques semaines, Albert Frère, pa-

tron d'Audiofina, holding de tête de la CLT-UFA, et Patrick Le Lay multiplient les rencontres.



De 1987 à 1990, le calcul était effectué sur des foyers. A partir de 1991, l'audience est calculée auprès des individus. C'est la première fois depuis cette date que la chaîne enregistre une inversion de la courbe.

l'homme d'affaires belge, ami de la CLT-UFA, et Patrick Le Lay multiplient les rencontres.

teur de TF 1, pourrait considérer d'un bon œil un rapprochement entre la CLT-UFA et TF 1. Une telle alliance entre les deux géants européens de la télévision généraliste aurait fière allure, notamment face à l'axe Murdoch-Canal Plus. Avant de se lancer, la CLT-UFA devra céder sa participation dans Première au groupe Kirch. L'accord devrait être signé vendredi 5 mars.

A ces deux options, TF 1 pourrait en ajouter une troisième. Avec la nomination d'Anne Sinclair, directrice générale adjointe chargée de la stratégie et du développement, le multimédia est devenu l'un des points forts de la chaîne privée. Après avoir pris 15 % de World on line, TF 1 pourrait annoncer prochainement une avancée significative sur internet.

*Guy Dutheil*

### Frédéric Filioux nommé directeur de la rédaction de « Libération »

**RESPONSABLE** du site Web de *Libération*, Frédéric Filioux a été nommé directeur de la rédaction du quotidien par Serge July, PDG du journal. Sa nomination devra toutefois être entérinée par un vote de la rédaction. Il succède à Laurent Joffrin, qui a rejoint *Le Nouvel Observateur*. Il sera assisté de deux directeurs-adjoints de la rédaction : Jean-Michel Hervig, qui occupait déjà ces fonctions et qui assurait l'intégralité depuis le départ de M. Joffrin, le 15 février, et de Jacques Amaric, précédemment rédacteur en chef, qui a rejoint *Libération* en 1993, après avoir été chef du service étranger et rédacteur en chef du *Monde*.

Âgé de 40 ans, Frédéric Filioux a commencé sa carrière à Nouvelle-Calédonie, comme rédacteur en chef d'un magazine et correspondant du *Monde à Nouméa*. Il entre à *Libération* en 1986, comme journaliste économique, avant de devenir correspondant du quotidien à New

York en 1989. En 1994, il devient chef du département multimédia et lance le cahier Multimédia du quotidien en 1995. Il quitte le journal en 1996, pour être directeur multimédia de l'agence de publicité BDDP. Il revient, début 1997, comme directeur des éditions multimédia, où il contribue au développement du site Web du quotidien.

Dans un texte adressé, mardi 2 mars, à la rédaction, Serge July explique que « pour aider *Libération* à besoin d'un entraîneur, capable de mobiliser les énergies, de dynamiser les équipes » afin de mener « la bataille de la qualité » et « les projets de développement ». Il cherche un « journaliste entrepreneur, manager d'équipes et de projets ». Il souligne que Frédéric Filioux, qui a créé le cahier multimédia et le site Web, incarne « les vertus innovatrices du journal ».

Ce choix a surpris une bonne partie de la rédaction. Certaines craignent notamment qu'il n'entraîne un flétrissement de la ligne éditoriale du quotidien, après le coup de barre à gauche qu'avait donné Laurent Joffrin. Une réunion d'information aura lieu mardi 9 mars et le vote de la rédaction intervient vendredi 12 mars. Après la vente du journal au groupe Pathé-Charpentier de Jérôme Seydoux en 1996, la rédaction a un droit de veto sur le choix du directeur de la rédaction. « Alors que l'actionnariat est en mouvement, cette procédure est plus que jamais nécessaire », souligne Serge July, faisant allusion à l'entrée en force de Vivendi et Canal Plus dans le capital de son actionnaire, Pathé. Le vote n'est valable que si le taux de participation atteint 51 %. Le vote de la rédaction s'applique si 66 % de la rédaction vote contre le choix proposé.

*Alain Salles*

## L'action Suez Lyonnaise des Eaux a progressé de 112% depuis la fusion.

Pouvait-on saluer plus fortement le 1<sup>er</sup> anniversaire du Club Espace Actionnaires ?



Des actionnaires bien informés sont aussi des actionnaires plus motivés, plus exigeants. Ils posent les vraies questions et font des suggestions utiles. Le Groupe leur propose donc :

- des visites de sites,
- des N° Verts,
- un site internet dédié,
- des réunions (France et Belgique),
- des formations (Bourse, Euro, Internet).

Un leader se donne les moyens d'aller toujours plus loin.

**www.actionnaires.suez-lyonnaise.com**

SUEZ LYONNAISE DES EAUX  
ÉNERGIE, EAU, PROPRETÉ, COMMUNICATION.  
Progresser ensemble.

DU 19/03/99 AU 01/04/99

### Lagardère, partenaire à 34 % du Monde interactif

**LE GROUPE LAGARDÈRE**, via sa filiale multimédia Grolier interactive, est désormais partenaire du Monde interactif, une filiale du Monde créée en juin 1998 et détenue jusqu'à 100 % par le quotidien. Après l'accord, conclu mardi 2 mars à Paris, Lagardère détient 34 % des parts du capital de la société, qui est de 30 millions de francs.

Ce partenariat financier entre les deux groupes « vise à renforcer une offre de qualité sur ce nouveau média par des services éditoriaux, commerciaux et d'éditions électroniques pour le grand public, les institutions et les entreprises ». Outre la création de services en ligne plus particulièrement destinés aux PME, les deux associés misent sur une synergie de leurs ressources éditoriales pour créer des sites « verticaux », c'est-à-dire spécialisés. Les deux premiers devraient être consacrés au cinéma et à la télévision.

Le site du *Monde* (www.lemonde.fr) est parmi les plus visités avec 38 000 connexions quotidiennes en février et près de 5 millions de pages vues durant le mois. L'objectif est de parvenir à 50 000 visites par jour et près de

8 millions de pages vues mensuellement ici à la fin de l'année. Dans ce but, une nouvelle version du site sera en place à la fin du mois d'avril. Elle permettra une consultation plus dynamique grâce à l'adoption de l'outil de gestion « Vignette », déjà adopté par Bertelsmann en Allemagne, le *Guardian* en Grande-Bretagne ou le *Chicago Tribune* aux Etats-Unis.

**ÉCHANGE DE CONTENUS**  
Par ailleurs, Canal Plus et Le Monde interactif ont annoncé, le même jour, la mise en œuvre d'un échange de contenus rédactionnels sur leurs sites Web, ainsi que pour le supplément hebdomadaire « Le Monde interactif » que publie le quotidien chaque mardi (daté mercredi). Dès l'édition du 3 mars, des journalistes du site Web de Canal Plus (www.cplus.fr) ont pris en charge une page consacrée à l'univers d'Internet et du jeu vidéo.

Tandis que Canal Plus mettra à la disposition du site du *Monde* un suivi en direct des matches du championnat de France de football, Le Monde interactif alimentera en archives et articles les pages tracts du site de Canal Plus.

**DÉPÉCHES**  
■ **AUDIOVISUEL** : le rapprochement entre Canal Plus-Vivendi et BSkyB-News Corp. « est une véritable agression contre l'Europe audiovisuelle », a estimé, mardi 2 mars, l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA). Elle invite le gouvernement français à « impérativement s'opposer à une telle fusion » et rappelle « l'urgence du débat parlementaire sur la loi audiovisuelle ».

■ **Les plates-formes numériques de Canal Plus et @Entertainment pourraient fusionner** en Pologne. Les directions des deux bouquets, qui rassemblent chacun près de 100 000 abonnés, ont repris leurs discussions pour aboutir à un rapprochement.

■ **PRESSE** : *Hola*, société espagnole éditrice du magazine *Oh là là*, a réclamé, mardi 2 mars, 10 millions de francs de dommages-intérêts à Prisma-Presse devant le tribunal de grande instance de Paris. En septembre 1998, *Hola*, en passe de lancer *Oh là là* en France, avait été devancé par Prisma-Presse, éditeur d'*Allo 1*, sur le même créneau de la presse « people ».

■ **Le groupe canadien Quebecor va supprimer 180 emplois**, sur un effectif de 6 250 salariés, après l'acquisition des journaux de Sun Media. Quebecor est désormais le deuxième éditeur de quotidiens du Canada. Le groupe vient de céder quatre journaux régionaux au groupe de presse Torstar, candidat malheureux au rachat de Sun Media.

### Grève à « Presse-Océan »

**NANTES**

*de notre correspondant*  
Les quotidiens nantais *Presse-Océan* et *L'Éclair* n'ont pas paru, mercredi 3 mars, à la suite d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures voté la veille par la rédaction et une partie des employés de presse. Ce mouvement fait suite aux réductions d'effectifs annoncées récemment (*Le Monde* du 26 février). Les syndicats CFD et SNJ des journalistes ont présenté, mardi, un contre-projet rédactionnel à Christian Coustal, PDG de *Presse-Océan*, acceptant le principe du rapprochement avec *Ouest-France*, mais en modifiant le contenu.

La rédaction demande le maintien des pages locales sur l'ensemble de la Loire-Atlantique et de la Vendée. Elle propose que la reprise des pages de *Ouest-France* se fasse sur les informations générales et thématiques, et non sur la vie des quartiers nantais et des communes de Loire-Atlantique. Le projet du groupe Hersant, propriétaire de *Presse-Océan*, prévoit en effet de ne conserver qu'une dizaine de pages spécifiques d'actualité régionale, départementale et, pour une faible part, locale, sur Nantes.

« Nous voulons du pluralisme offensif, et non de facace. C'est l'intérêt des lecteurs et des deux groupes de presse. Un quotidien régional est un système d'information partant de la petite local. Sans elle, c'est la fin du journal », expliquent les représentants de la rédaction, dont le projet suppose le maintien d'un plus grand nombre de journalistes que les vingt et un prévus dans le projet de la Socopresse et de *Ouest-France*.

« Ce qui nous est proposé est d'autant plus regrettable que les lacunes fondamentales de *Presse-Océan*, liées à sa taille et à sa situation financière, sur l'impression, les petites annonces, la publicité et la diffusion, seront comblées par le rapprochement avec *Ouest-France*. Il y a une carte à jouer, qui suppose l'existence d'une rédaction et d'un réseau de correspondants à la hauteur », ajoutent-ils.

*Dominique Luneau*

## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● PSA : le groupe automobile français renoue en 1998 avec les bénéfices. (Lire p. 20.)

● SEB : le groupe de petit électroménager enregistre une chute de 90 % de son résultat net en 1998. (Lire p. 20.)

● HEWLETT-PACKARD : le constructeur informatique a annoncé, mardi 2 mars, la séparation de ses activités en deux sociétés distinctes. La première conservera les systèmes d'information et d'imagerie, l'autre reprendra les instruments de mesure (7,6 milliards de dollars soit 16 % du chiffre d'affaires total), 15 % du capital de cette dernière entité sera introduit en Bourse.

● LINUX : IBM a annoncé, mardi, son soutien au système d'exploitation libre Linux, en présentant des accords avec les principaux distributeurs de ce programme. De son côté, Intel adaptera Linux à sa future architecture en 64 bits, en collaboration avec le fabricant VA Research. Linux, le grand concurrent de Windows NT de Microsoft, a pris en quelques mois 17 % de parts de marché.

## SERVICES

● TELECOM ITALIA : Fulvio Conti, directeur financier du groupe italien, a donné, mardi, sans explication, sa démission, alors que Telecom Italia fait l'objet d'une OPA hostile de la part d'Olivetti. Selon de nombreuses rumeurs, Franco Bernabe, président de Telecom Italia, s'apprête à convoquer une assemblée générale pour faire approuver une série de mesures pour contrer l'attaque d'Olivetti.

● AVIS : le loueur automobile a décidé de suspendre la location de la Smart dans les agences européennes du groupe, confrontées à la neige. Avis attend du constructeur une amélioration de la sécurité du véhicule.

● FLO : le groupe français de restauration a racheté au groupe Trajetrajecto les six restaurants l'Amanguier situés en Ile-de-France qu'il va rebaptiser du nom de ses brasseries économiques « Petit Bofinger ».

## VALEUR DU JOUR

## La SCOR résiste à un environnement difficile

LA SCOR, premier réassureur français et sixième mondial, a annoncé, mercredi 3 mars, un bénéfice net part du groupe en hausse de 5 %, à 970 millions de francs (148 millions d'euros) pour 1998, contre 925 millions de francs (141 millions d'euros) un an auparavant, soit un rendement sur fonds propres de 12 %. Pour faire face à un environnement de marché difficile, marqué par des baisses de tarifs importantes en risques industriels, la SCOR « a montré un changement de cap profond de son portefeuille d'affaires depuis deux ans, en baissant l'activité de réassurance traditionnelle dommage (en repli de 6 %) et en augmentant la réassurance de personnes, qui représente 24 % du chiffre d'affaires », a souligné Jacques Blondel, président de la SCOR. L'objectif est de voir ce secteur atteindre 30 %. La baisse des prix s'est accompagnée d'une augmentation des sinistres. Les tempêtes de neige qui ont touché le Canada début 1998 ont coûté 2,5 milliards de dollars canadiens (1,5 milliard d'euros), soit la catastrophe la plus coûteuse du marché canadien de l'assurance. De même, les ouragans Mitch et George, les inondations dues à El Niño... ont pesé sur les résultats. La SCOR n'est guère optimiste sur une amélioration des conditions de marché, ce qui conduira à une réduction du chiffre d'affaires en 1999. Cette baisse est aggravée par

● WALT DISNEY : le gouvernement de Hongkong a confirmé, mercredi, qu'il négocie avec le géant américain Walt Disney pour la construction d'un parc à thèmes sur son territoire.

## FINANCES

● DEUTSCHE BANK : la banque allemande part seule à la conquête du marché français (Lire p. 20.)

● BANQUES ALLEMANDES : l'échec des négociations salariales avec le patronat pour les 47 000 employés de la branche pourrait conduire à une grève. Les syndicats ont annoncé, mardi, vouloir consulter leur base à ce sujet. Si 75 % des salariés y sont favorables, les premières grèves pourraient avoir lieu dès la mi-mars.

● CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC) : les syndicats CGT, CFTC, FO, CFDT, CGC et UAI appellent à une « grève nationale d'avitaillement », jeudi 11 mars, pour demander le retrait d'un projet de filialisation de l'activité bancaire de la CDC.

● BSCH : les syndicats et la direction de la banque née de la fusion du Banco Santander et du Banco Central Hispano sont parvenus, mardi, à un accord sur l'emploi jusqu'en 2002 : les suppressions d'emplois pouvant découler de la fusion se feront uniquement sur une base volontaire ou par pré-retraites.

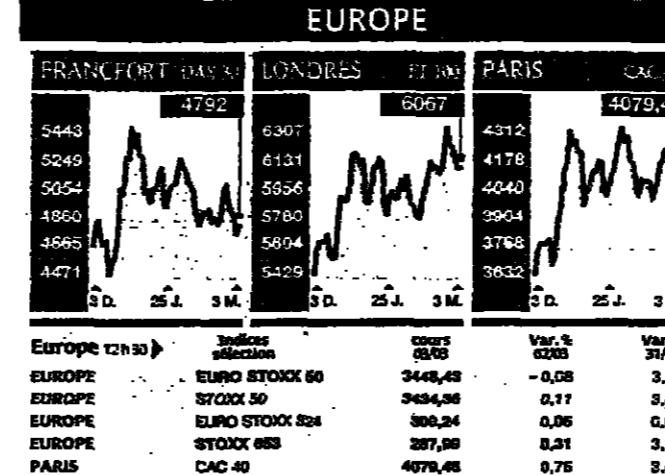
## RÉSULTATS

● SAIRGROUP : la holding de la compagnie nationale helvétique Swissair a réalisé en 1998 un résultat net en hausse de 11,4 %, à 361 millions de francs suisses (226 millions d'euros). Son chiffre d'affaires atteint 11,3 milliards de francs suisses (7 milliards d'euros) (+ 7 %).

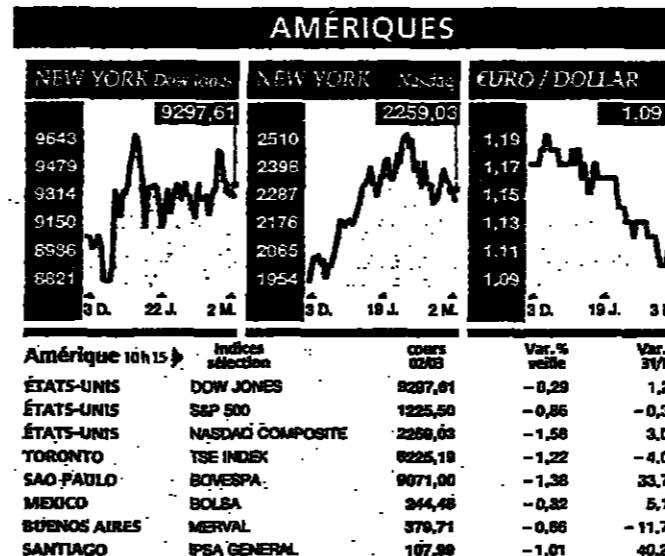
● CHARGEURS : le groupe Chargeurs (Jaïne, textile) a enregistré une baisse de 26 % de son bénéfice net lors de l'exercice 1998, à 224 millions de francs (34 millions d'euros). Son chiffre d'affaires s'est élevé à 7,5 milliards de francs (1,15 milliards d'euros) (- 17 %).

● HEINEKEN : le brasseur néerlandais a enregistré en 1998 un bénéfice net en augmentation de 29 %, à 445 millions d'euros. Son chiffre d'affaires atteint 6,27 milliards d'euros (+ 2 %).

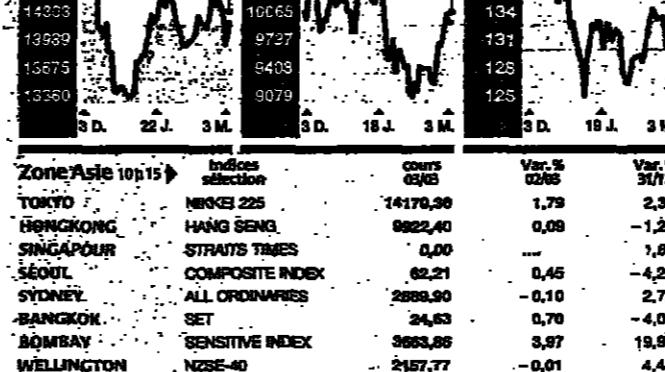
## FINANCES ET MARCHÉS



Europe 12h30	Indices sélection	Cours	Var. % veille	Var. % 3/12
EUROPE	Euro STOXX 60	3448,45	-0,08	3,17
EUROPE	STOXX 50	3264,35	0,17	3,44
EUROPE	STOXX 30	300,24	0,05	0,63
EUROPE	STOXX 500	387,98	0,21	3,15
PARIS	CAC 40	4078,45	0,75	3,47
PARIS	MDAX	1877,41	0,05	-4,25
PARIS	SPI 120	2762,50	0,68	3,23
PARIS	SPI 250	2550,11	-0,27	-1,27
PARIS	SECOND MARCHÉ	1881,81	0,03	-5,58
AMSTERDAM	AEX	528,03	-0,01	-5,58
BRUXELLES	BEL 20	3308,02	0,11	-5,58
FRANCFORT	DAX 30	4762,00	-0,05	-4,21
LONDRES	FTSE 100	6067,00	0,09	3,13
MADRID	STOCK EXCHANGE	8882,40	0,71	2,97
MILAN	MIBEL 30	34887,00	0,35	-0,75
ZURICH	SPI	7004,50	0,43	-2,15

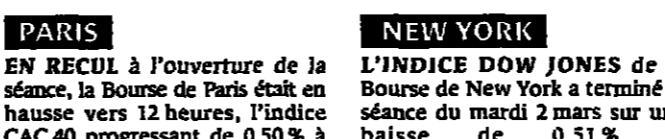


Amérique 10h15	Indices sélection	Cours	Var. % veille	Var. % 3/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	8227,01	-0,29	3,17
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1225,50	-0,06	-0,30
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2269,05	-1,58	3,03
TORONTO	TSE INDEX	2225,18	-1,22	-4,02
SAO PAULO	BOMESPA	9071,00	-1,38	33,71
MEXICO	BOLSA	244,40	-0,02	5,16
BOUENOS AIRES	Merval	376,71	-0,06	-11,71
SANTIAGO	IPSA GENERAL	167,88	-1,01	40,25
CARACAS	CAPITAL GENERAL	3767,82	-0,61	-20,90



Zone Asie 10h15	Indices sélection	Cours	Var. % veille	Var. % 3/12
TOKYO	Nikkei	14170,36	1,79	2,57
HONGKONG	Hongkong	10722,40	0,09	-1,26
SINGAPOUR	Straits Times	140	...	-1,65
SEOUL	Composite Index	62,21	0,45	-4,20
SYDNEY	All Ordinaries	2880,90	-0,10	2,72
BANGKOK	SET	24,63	0,70	-4,09
BOMBAY	Sensitive Index	9653,05	3,97	19,61
WELLINGTON	NZSE-40	2157,77	-0,01	4,48

## ASIE - PACIFIQUE



ÉTATS-UNIS	Taux	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	0,8597	0,8262	0,1845	7,4347
ITALIE	0,8598	0,8263	0,1845	8,0475
LEBANON	1,0000	1,0000	0,5074	10,0000
PÉSÉTA ESPAG. (100)	1,0000	0,9588	0,5074	17,7768
ESCUDE PORT. (100)	1,0000	0,9498	0,5074	17,7768
HONG KONG DOLLAR	1,0000	0,9582	0,5074	17,7768
PIASTRA POLON. (100)	1,0000	0,9582	0,5074	17,7768
PIASTRA ITAL. (100)	1,0000	0,9582	0,5074	17,7768
PIASTRA BELGE (100)	1,0000	0,9582	0,5074	17,7768
PIASTRA FINLAND. (100)	1,0000	0,9582	0,5074	17,7768

## Taux de change fixe zone Euro

## ÉCONOMIE

Lawrence Summers dénonce le déséquilibre de la croissance mondiale

peut, et demande plus d'informations avant de conclure.

■ AUSTRALIE : l'économie a enregistré une croissance de 1,1 % au quatrième trimestre 1998, a indiqué, mercredi, le Bureau australien des statistiques. En taux annuel, la croissance s'est maintenue à 4,7 %, alors que les économistes attendaient 4,1 %.

■ CHINE : le premier ministre, Zhu Rongji, s'apprête à annoncer un déficit budgétaire de 150 milliards de yuans (16,5 milliards d'euros) pour 1999, en hausse de 56 % sur l'année dernière, rapporte, mercredi, le quotidien *South China Morning Post*. Le projet de budget que M. Zhu doit présenter vendredi devant la session plénière annuelle de l'Assemblée nationale populaire est fondé sur un objectif de croissance économique de 7 %, contre 8 % l'an dernier, ajoute le journal.

■ UNION EUROPÉENNE : le taux d'inflation de la zone euro est resté stable, à 0,8 %, en janvier 1999, en rythme annuel par rapport au mois de décembre, a annoncé, mardi, Eurostat. Dans l'ensemble de l'UE, le taux d'inflation a été de 0,9 % en janvier 1999, contre 1 % en décembre. Les taux annuels d'inflation les plus élevés en janvier ont été relevés en Grèce (3,5 %), au Portugal (2,5 %), en Irlande et aux Pays-Bas (2,1 %). Les taux les plus bas ont été enregistrés au Luxembourg (-1,4 %), en Suède (0 %), en Allemagne (0,2 %), en Autriche (0,3 %) et en France (0,4 %).

■ ITALIE : l'indice des ventes au détail a progressé de 2,7 % en 1998 par rapport à 1997, a annoncé, mardi, l'Institut national des statistiques. Pour le seul mois de décembre 1998, par rapport à décembre 1997, les ventes au détail ont progressé de 2,4 %.

■ FRANCE : le gouvernement a dévoilé à Bruxelles une amélioration du besoin de financement de l'Etat en 1998 par rapport à ce qui était prévu, mais une légère dégradation du déficit des administrations de Sécurité sociale. Le déficit public global de 1998 est maintenu à 2,9 % du PIB, comme prévu depuis septembre. Pour 1999, la prévision de déficit public est maintenue à 2,3 % du PIB.



## FINANCES ET MARCHÉS

• LE MONDE / JEUDI 4 MARS 1999 / 25

### VALEURS FRANÇAISES

• L'action Peugeot a débuté la séance du mercredi 3 mars par une baisse de 1,76 %. Avant l'ouverture de la Bourse, le constructeur a publié un bénéfice net de 480 millions d'euros (3,17 milliards de francs).

• Le titre Bouygues Offshore a reculé de 2,12 %, mercredi matin 3 mars. Le groupe associé à ETPM devra lancer un nouvel appel d'offres afin de réduire les coûts de la construction de la plateforme Girassol pour Elf Aquitaine.

• L'action GFI Informatique a bénéficié, mercredi matin, de l'annonce d'une hausse de 148 % de son bénéfice net pour 1998. L'action a gagné 2,56 %. La société de services informatiques devrait atteindre la quatrième place française en 1999.

• Le titre Chargeurs a gagné 2,43 %, mercredi à l'ouverture. La baisse du résultat net de 26 %, à 34 millions d'euros, n'a pas affecté le titre.

• L'action Accor est restée stable (+ 0,04 %), mercredi 3 mars dans les premiers échanges. Le groupe a annoncé la cession future de sa participation de 4 % dans le capital de Compas, via l'émission d'obligations échéables.

• Le titre Seb a reculé de 0,17 %, mercredi 3 mars au matin, après l'annonce d'une baisse de son chiffre d'affaires pour 1998 en raison des crises russe et brésilienne. Le groupe va intensifier son plan d'économies.

### RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 3 MARS Cours relevés à 12h30  
Liquidation : 24 mars

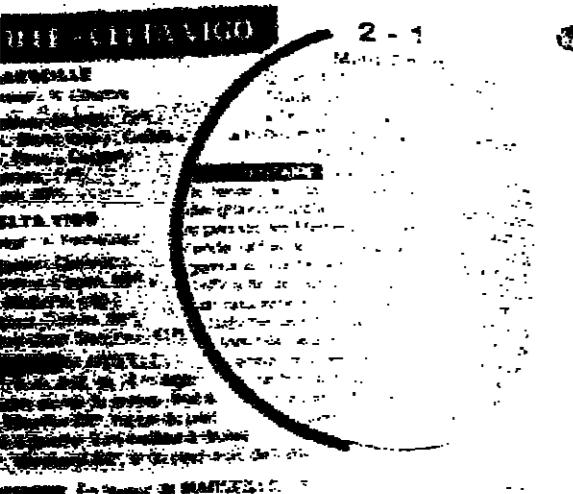
France ►	Précédent	Cours	Cours	Cours	% Var.	Palier
	en euros	en euros	en francs	en francs	en %	coupons (1)
BNP (T.P.)	148,00	148,00	876,65	876,65	- 0,00	30/07
CLIVILLON HAIS (T.P.)	140,00	140,00	931,46	931,46	+ 0,99	22/10
COMPTON (T.P.)	140,00	140,00	482,00	482,00	- 0,45	24/05
SAINTE COMPTINE	100,00	100,00	130,72	130,72	- 1,50	15/07
THOMSON SA (T.P.)	140	140	144,97	144,97	- 0,00	15/07
ACCOR	215	215	1422,11	1422,11	+ 0,83	15/05
AGF	50,05	49,95	225,68	225,68	- 0,79	12/06
AIR FRANCE GPE N	160,00	160,00	110,33	110,33	- 0,47	06/07
AIR FRANCE	185	185	158,90	158,90	+ 2,44	23/05
ASTRON	207,50	207,50	740,40	740,40	+ 3,00	30/05
ALTRAN TECHNO. #	247	247	246,90	246,90	- 0,20	28/04
ATOS CA	194,50	194,50	1250,25	1250,25	- 2,20	15/07
AVIA	112,20	112,10	115,10	115,10	+ 2,54	11/05
BAL INVEST	127,70	127,70	837,67	837,67	- 0,41	10/07
BARBARA HOV'VILLE	100,00	100,00	680,23	680,23	- 0,14	17/07
BERTRAND FAURE	50,00	50,00	372,91	372,91	- 0,00	20/04

BIC	47,85	48,84	307,25	- 2,11	14/01	GRUPE PARTOUZEL	21,52	21,52	60,00	402,41	67,05	SLTA	186	192	1229,44	+ 3,22	06/37
B.N.P.	74,27	74,27	450,00	450,00	- 0,00	10/08	200,00	200,00	220,00	10,20	40,00	SANTS RESSAC	12,37	12,47	81,60	0,62	25/05
BOLLORÉ	172,40	172,40	130,57	130,57	- 0,00	01/07	140,00	140,00	140,00	12,00	12,00	SOFTIMAGE	128,50	129,70	100,00	- 1,62	10/03
BONCRAIN	246,10	246,10	229,65	229,65	+ 1,12	14/05	140,00	140,00	140,00	12,00	12,00	SOCIALCOM	120,00	120,00	83,20	- 0,20	07/07
BOUCYGLES	225	225	188,65	188,65	- 0,63	06/07	180,00	180,00	180,00	12,00	12,00	SOCHEM	165,70	165,80	89,74	- 2,50	02/03
BOUYGUES OFFS	23,50	23,50	28,65	28,65	- 1,49	25/06	160,00	160,00	160,00	12,00	12,00	SOCHEM/ALLIANCE	165,70	165,80	89,74	- 2,50	02/03
CANAL+	5,91	5,91	0,67	0,67	- 0,67	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOCHEM/FR (FNI)	77,90	78,50	475,57	- 0,63	01/01
CAP CEMINT	320	320	183,78	183,78	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA	36,10	36,40	34,41	- 0,10	30/05
CARBONE LORRAINE	36	36	24,26	24,26	- 0,55	12/06	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	52,00	52,00	34,26	- 1,95	29/05
CARREFOUR	63,50	63,50	416,33	416,33	- 0,07	27/04	190,00	190,00	190,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	160,00	160,00	110,00	- 11,11	29/05
CASINO GURHARD	54,35	54,35	549,36	549,36	- 1,41	10/08	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	211	211	1270,95	- 0,54	26/05
CASINO GURHARD	54,35	54,35	549,36	549,36	- 1,41	10/08	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	86,50	86,50	564,12	- 0,57	29/05
CASINO GURHARD	54,35	54,35	549,36	549,36	- 1,41	10/08	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	26,78	26,78	27,01	- 0,85	10/01
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)	11,50	11,50	11,50	- 0,10	21/05
COTECNAIR DUSUL	150	150	120,00	120,00	- 0,00	01/07	100,00	100,00	100,00	12,00	12,00	SOPHIA/FR (FNI)					



capitaine, Antonio Baner, s'inchantant pourtant toujours, seulement deuxièmes championnat du club.

antit rien à l'OM  
habilité en réussissant un douze  
tour de la Coupe de l'UEFA de foot



## Un successeur d'Internet plus rapide et plus sûr est inauguré aux Etats-Unis

Un nouveau réseau en fibre optique pour chercheurs et professionnels

Une opération chirurgicale dirigée à distance entre Washington et l'Ohio a marqué l'inauguration d'Abilene, « double » d'Internet offrant

L'HISTOIRE d'Internet commence. Victime de son succès, le réseau mondial se régénère à sa source. Sans remonter, toutefois, jusqu'à ses origines militaires, il s'apprête à se dédoubler pour se mettre à nouveau au service des chercheurs et des utilisateurs professionnels.

L'infrastructure qui préfigure l'avenir d'Internet a été utilisée pour la première fois par un chirurgien mercredi 24 février, à Washington. Pour cette inauguration de *facto*, le docteur Jerry Johnson a dirigé une opération de laparoscopie (examen interne des viscères à l'aide d'une sonde) qui se déroulait à plus de 400 kilomètres de distance, dans les locaux de l'hôpital de l'université de l'Ohio. A l'aide de microphones sans fil, de caméras vidéo et d'un écran grand format, le médecin a pu piloter l'intervention grâce au dialogue en temps réel avec les praticiens de l'Angleterre et la France font partie des signataires.

Ce type de télémédecine est déjà pratiqué sur les réseaux de télécommunications classiques, avec la location de lignes spécialisées ou par satellite. Mais les liaisons de ce type sont extrêmement coûteuses, ce qui limite le développement des expériences de télédagnostic et de télémanipulation d'instruments chirurgicaux. Elles sont difficilement imaginables sur Internet. Pour des raisons techniques et surtout, d'encombrement.

La Toile est envoyée aujourd'hui par une multitude d'utilisateurs. Sur les câbles qui parcourent le monde, se côtoient les bandes de ligne, les messages publicitaires, le courrier personnel, les documents de travail, les fichiers en cours de téléchargement, la musique piratée, la vidéo en direct. Environ 150 millions d'internautes se partagent ainsi

un débit dix mille fois supérieur à celui de la Toile actuelle. Ce projet, qui représente un investissement de 500 millions de dollars (458 millions

d'euros) sur trois ans, préfigure Internet 2, conçu pour des applications à haut débit, qui marquera une véritable rupture avec son précurseur.

« Un chirurgien un internaute jouant à Doom peuvent-ils coexister sur le même réseau ? La réponse est évidemment négative », lance l'un des artisans du nouveau réseau. Lancé le 14 avril 1998 par le vice-président Al Gore, le « new Internet » a été baptisé Abilene - du nom d'une célèbre tête de ligne de

travaux doivent se poursuivre pour pousser cette capacité à 9,6 gigabits par seconde et au-delà. Environ 16 000 kilomètres de fibres optiques ont déjà été posés par l'entreprise Qwest Communication. Le projet, qui participe également Cisco Systems, MCI Networks et l'université de l'Indiana, représente un investissement de 500 millions de dollars (458 millions d'euros) sur trois ans. Dès la fin de l'année, vingt-deux universités, centres de recherche et institutions doivent

tutel rassemble cent trente universités américaines, qui investissent chaque année 60 millions de dollars (55 millions d'euros) dans le projet, et l'industrie privée, qui apporte 20 millions de dollars (18,3 millions d'euros). Par ailleurs, d'autres contributions proviennent de la National Science Foundation (NSF) - acteur majeur du développement de l'Internet - et de la première mouture d'Internet - et d'autres agences fédérales.

Conçu dès 1996, Internet 2 marquera une véritable rupture avec son « ancêtre ». Il mettra en œuvre le nouveau protocole d'Internet (IPv6), qui fera passer la longueur des adresses de 32 à 128 bits pour pallier la carence qui s'annonce. Par ailleurs, tous les débits considérables qui seront disponibles, Internet 2 fera appel à des technologies comme l'ATM, qui autorise la réservation d'une bande passante donnée en fonction des besoins des utilisateurs. De quoi supprimer les risques inhérents au système actuel de partage automatique des ressources existantes. Les applications critiques, comme justement la télémédecine, pourront ainsi faire appel sans réticence au nouveau réseau.

Même s'il n'est pas conçu pour eux, les consommateurs devraient bénéficier des retombées d'Internet 2. Ce qui relève aujourd'hui du rêve inaccessible, comme l'accès à la vidéo à la demande, deviendra alors réalisable. Lors de la démonstration du 24 février, Terry Rogers, directeur du réseau Abilene, a résumé l'évolution du réseau en une formule frappante : « La différence entre Internet et Internet 2 sera aussi grande que celle qui existe entre les livres et la télévision ».

Michel Alberganti

Le 16 février, un accord a été signé à Paris entre l'Ucaid - la structure qui dirige l'élaboration d'Internet 2 aux Etats-Unis - et les représentants d'organisations européennes de recherche en vue de créer les bases d'une collaboration pour le développement de la nouvelle génération de réseaux mondiaux. Malgré leur avance, les Américains affichent aussi leur volonté de préserver l'interconnection des réseaux. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la France font partie des signataires.

Le réseau national pour la technologie, l'enseignement et la recherche (Renater), un regroupement d'intérêt public français créé en 1993, met actuellement la dernière main au projet Renater 2 qui doit être mis en service au mois de juin. L'objectif de ce réseau est de multiplier les débits par 15, pour atteindre 155 mégabits par seconde, et d'offrir de nouveaux services avec, en particulier, des garanties de qualité et de disponibilité qu'Internet n'est pas capable d'offrir aujourd'hui.

Le chemin de fer américain établi en 1860 au Kansas. Il fournit déjà à trente-quatre universités une liaison à 2,4 gigabits par seconde. Les utilisateurs peuvent ainsi faire fonctionner leurs applications à des débits variant de 155 à 622 mégabits par seconde, soit un débit plus de dix mille fois supérieur à celui des modems les plus rapides utilisés aujourd'hui sur Internet (56 kilobits par seconde).

Sous la direction de l'University Corporation for Advanced Development (Ucaid), maître d'œuvre, les

écoles relisent à Abilene. Le réseau à grande vitesse servira à tester des applications consommatoires de haute qualité d'informations telles que l'éducation à distance, la télémédecine et l'exploitation des bibliothèques virtuelles.

### RÊVE INACCESSE

Impressionnant, Abilene ne représente pourtant que la tête de pont d'un projet beaucoup plus ambitieux : Internet 2. Egalemenet dirigée par l'Ucaid, la création du successeur du réseau mondial ac-

hète relisent à Abilene. Le réseau à grande vitesse servira à tester des applications consommatoires de haute qualité d'informations telles que l'éducation à distance, la télémédecine et l'exploitation des bibliothèques virtuelles.

### RÊVE INACCESSE

Impressionnant, Abilene ne représente pourtant que la tête de pont d'un projet beaucoup plus ambitieux : Internet 2. Egalemenet dirigée par l'Ucaid, la création du successeur du réseau mondial ac-

hète relisent à Abilene. Le réseau à grande vitesse servira à tester des applications consommatoires de haute qualité d'informations telles que l'éducation à distance, la télémédecine et l'exploitation des bibliothèques virtuelles.

volontaires que de découvreurs », ironise le colonel Picard.

Le système méritait néanmoins quelques améliorations aux termes desquels de nouveaux tests étaient effectués en fin d'année dernière.

Aujourd'hui le colonel Picard estime que « les résultats sont concluants et réellement très efficaces ».

Dans sa formule actuelle, Artis-

Fire se compose d'un réseau de caméras capteurs répartis sur l'ensemble de la zone à surveiller. Alimentés par batteries ou énergie solaire, ils sont autonomes et fonctionnent en permanence avec une capacité de détection qui varie de 500 mètres à 10 kilomètres suivant le relief avec un angle d'observation de 60 degrés.

Ces caméras, équipées d'unités de traitement avec algorithmes spécifiques, transmettent les données en continu à un poste central de commande. Là, un ordinateur permet d'afficher, au choix, les images ou le secteur cartographique surveillé. En cas de détection de fumée, le capteur déclenche une alarme dans les 3 à 10 secondes qui suivent. Le contrôleur peut alors visualiser l'endroit suspecté et le matérialiser avec précision sur une carte afin de déclencher les secours. Ce PC assure également un suivi de l'évolution de la situation à raison d'un nouveau plan image toutes les 5 secondes.

Le système Artis-Fire mis en place dans l'Estérel a coûté 4,5 millions de francs (0,69 million d'euros). Ce qui, selon un responsable des services incendie du Var, « est nécessaire eu égard à l'étendue de la surface protégée et au coût des moyens aériens qu'il faut engager en cas de gros sinistre ».

### Logiciel et simulateur

Installé à Vallabre (Bouches-du-Rhône), le Ceren est un établissement public interdépartemental regroupant quinze départements du sud de la France au sein de quatre régions (PACA, Languedoc-Roussillon, Corse, Rhône-Alpes). Il a été créé en 1979 par le ministère de l'Intérieur souhaitant se doter d'une structure d'évaluation et d'expérimentation des moyens de lutte contre les incendies. Le Ceren - qui emploie une douzaine d'ingénieurs et de techniciens qui sont également des spécialistes de terrain dans la lutte contre le feu - travaille pour les sapeurs-pompiers, pour des organismes d'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics ou des industriels. Il a initié de nombreux programmes de recherches et de développement au niveau de la Commission des communautés européennes, réalisant notamment un logiciel pour la modélisation des feux de forêt en fonction de la topographie du terrain, des températures et des fuites thermiques et un simulateur de feux de forêt qui sert à la formation de l'ensemble des pompiers français. Il a développé également un prototype de lanceur d'eau pouvant être embarqué sur hélicoptère permettant d'intervenir rapidement sur un départ de feu d'accès difficile. - (AFP)

## Création d'un réseau national de recherche en micro et nanotechnologies

Favoriser la coopération entre les secteurs public et privé

PIÈCE après pièce, le dispositif

gouvernemental en faveur de la valorisation de la recherche se met en place. Après la présentation du projet de loi sur l'innovation (Le Monde du 14 janvier), Pascal Colombani, directeur de la technologie au ministère de la recherche, et Jeanne Seyret, directrice générale de l'industrie, des technologies de l'information et des postes, viennent d'annoncer, à Grenoble, la création d'un réseau national de recherche en micro- et nanotechnologies.

La constitution de réseaux de recherche technologique était l'une des mesures arrêtées par Lionel Jospin, à l'issue des Assises de l'innovation de mai 1998, pour « favoriser, dans des domaines jugés prioritaires, la collaboration entre la recherche publique et les entreprises ». De tels regroupements existaient déjà, dans

laboratoires publics et industriels déjà habitués, pour certains, à travailler ensemble. Environ deux mille chercheurs du secteur public (CNRS et universités) sont spécialisés, en France, dans les micro- et les nanotechnologies. S'y ajoutent les équipes du CEA - 950 personnes au Laboratoire d'électronique, de technologie et d'instrumentation (LETI) de Grenoble, choisi comme tête de réseau et 600 au Département de recherche sur l'état condensé, les atomes et les molécules (Dramcam) de Saclay - et celles du CNET.

Côté industriel, de grands groupes comme STMicroelectronics, Hewlett Packard ou Sextant avionique, mais aussi des PME, à l'image de Soitec ou Tronics, pourront être associés aux projets. « Nous souhaitons fédérer tous les acteurs, les grands comme les petits », insiste Daniel Ivanier, sous-directeur chargé du secteur de la microélectronique au secrétariat d'Etat à l'industrie. L'objectif est de rattraper le retard accumulé par l'Europe dans ce domaine : alors que l'Union européenne représente 20 % de la consommation de microtechnologies, elle ne pèse que 11 % dans la production mondiale.

Le ministère de la recherche et le secrétariat d'Etat à l'industrie ont prévu d'affecter respectivement 40 millions de francs (6,10 millions d'euros) et 15 millions de francs (2,29 millions d'euros), en 1999, à des projets labellisés dans ce cadre. Un comité d'orientation réunissant industriels et universités sélectionnera les projets.

En parallèle, le premier fonds d'amorçage français, Emertec, qui réunit le CEA, Thomson, la Caisse des dépôts et consignations ainsi que des partenaires industriels privés, s'installe à Grenoble. Doté de près de 200 millions de francs (environ 30 millions d'euros), il est destiné à financer les entreprises nouvelles dans les secteurs à haute technologie.

Dès à la fin de l'année, plusieurs réseaux doivent être créés : après le secteur de l'ingénierie alimentaire avec le lancement de Génoplante (Le Monde du 24 février) - seront concernés les domaines de la santé, de l'informatique et de l'énergie.

Pierre Le Hir et Martine Orange

### APPEL À CANDIDATURE

#### CERIES

#### PRIX CERIES D'ENCOURAGEMENT À LA RECHERCHE

250 000 FF

UNE INITIATIVE DU CENTRE DE RECHERCHES ET INVESTIGATIONS ÉPIDERMIQUES ET SENSORIELLES (CERIES)

Le CERIES est un centre de recherches autonome financé par la société CHANEL dont la mission est de développer et d'encourager la recherche sur la physiologie et la biologie de la peau saine.

#### PHYSIOLOGIE OU BIOLOGIE CUTANÉE ET/OU RÉACTIONS DE LA PEAU SAINNE AUX FACTEURS D'ENVIRONNEMENT

Le Prix CERIES d'encouragement à la recherche récompense et encourage chaque année un chercheur en dermatologie qui s'est distingué par ses travaux de recherche fondamentale ou clinique sur la physiologie ou la biologie de la peau saine.

Le lauréat sera sélectionné par un jury international composé des membres du Conseil Scientifique du CERIES.

Le Prix CERIES 1998 a été attribué au Pr Jean Kutzmann (étude sur l'action des UVs sur les céramides dans l'épiderme) et, en 1997, au Pr Jens-Michael Schröder (régulation de la production d'antibiotiques peptides par les cellules de l'épiderme).

Date limite des candidatures : 6 juillet 1999

Adresser vos demandes de dossiers de candidature et retournez-les avant le 6 juillet 1999 au CERIES.

Prix CERIES d'encouragement à la Recherche

20, rue Victor Noir - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : 01 46 43 47 23 - Fax : 01 46 43 46 00

José Lenzi

051 71109

# Leçons de ténèbres à Fontevraud



## **FONTEVRAUD-L'ABBAYE** *de notre envoyé spécial*

— Ton nom ?  
— Genet.  
— Plantagenêt ?  
— Genet, je vous dis.  
Ainsi l'auteur du *Miracle de la rose* raconte, après une arrestation à Paris, puis un voyage « chaînes aux pieds et aux poignets », son arrivée, « au milieu d'une masse de ténèbres », à Fontevraud, « de toutes les centrales de France... la plus troublante ». Pourtant, on le sait aujourd'hui, Jean Genet, expert en lieux de détention, ne fut jamais incarcéré à Fontevraud. Tout juste admit-on qu'il y fit quelques visites en 1941, sans doute pour des repérages. A l'époque, il terminait son livre, et s'était installé tout près, à Montsoreau, à l'hôtel de la Loire. Les plus beaux mensonges peuvent faire les plus beaux livres.

Le Val de Loire est une vitrine, un salon où les bibelots les plus précieux trônent sur la cheminée. C'est une insulte faite au fleuve que de le réduire à une vulgaire barrière « météo » qui séparerait deux France, l'une ensoleillée et l'autre qui ferait grise mine. Ce « calme central », fait de paysages « sans arrogance » (Giraudoux), qui occupe le milieu de notre pays, offre des palais divins. Mais il fut aussi le refuge des grands laborieux, des grands solitaires. Rabelais, perché à La Devinière, Balzac enfoui sous les

Dans les cellules romanes, les détenus avaient succédé aux moines. Aujourd'hui, l'église abbatiale a retrouvé sa sérénité sans perdre la mémoire

frondaisons de Saché, Léonard de Vinci, le machiniste du Clos-Lucé, sont les voisins de Robert d'Arbrissel, fondateur, au début du XII<sup>e</sup> siècle, de l'abbaye de Fontevraud.

### LES « MAUVAIS PAUVRES »

Fontevraud ne s'expose pas au regard du tout-venant. Il faut quitter l'allée bruyante du fleuve. Le village se découvre au fond d'un vallon. Passé le porche de l'abbaye, telle la porte d'un purgatoire, on a de grandes chances de tomber sur Bertrand Ménard, animateur du Centre culturel de l'Ouest, qui, depuis vingt ans, tente de sauver ce qui peut l'être encore du passé carcéral. « *Cette souffrance, insiste-t-il, il ne fallait pas qu'elle se perde.* »

Il faut remonter à 1963. Cette année-là, c'en est fini du pénitencier

L'Angévin Jean Foyer, ministre de la justice, et Michel Débré, voisin tourangeau, ont décidé sa fermeture. Se pose alors la question de la reconversion de l'édifice. Olivier Guichard, autre ténor gaulliste, passionné par le monument, veut en faire un point de rencontre culturel. En 1975 naît le Centre culturel de l'Ouest. Les Monuments historiques estiment qu'il faut redonner à l'ensemble architectural sa signification d'origine. Durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle - c'est Napoléon qui a créé la centrale en 1804 après la dispersion de la communauté monastique sous la Révolution - l'église abbatiale, merveille romane, a notamment servi de dortoir sur cinq niveaux. « *On avait oublié que c'était une abbaye* » reconnaît Bertrand Ménard.

Pendant des années, tout ce qui avait trait à la vie carcérale est détruit. Une besogne menée par un petit contingent de détenus, maintenus sur le site et qui, évidemment, mettent du cœur à l'ouvrage. Le dernier prisonnier quitte Fontevraud en 1985. Le passé pénitentier est, cette fois, bien gommé. On n'est pas mécontent d'effacer ces cent soixante ans de nuit carcérale, après sept siècles de lustre religieux. « *On jetait tout dans les poubelles, se souvient Bertrand Ménard. J'ai récupéré des objets à la décharge : une porte de cuchot, des sabots, des casquettes, etc. Si l'on m'avait vu... Aujourd'hui ce sont de précieux objets exposés* »

*dans une vitrine.* » A l'abbaye, une exposition permanente présente ces petits riens d'une existence récluse. Bertrand Ménard fait l'inventaire du moindre graffiti. Les « mauvais pauvres » ont droit aussi à la mémoire.

Autre conséquence de la disparition de la centrale : le village se vide d'une partie de sa population. Aujourd'hui, Fontevraud a découvert les avantages du tourisme culturel :

---

## *Richard superstar*

Ses fans poussent même le culte « Richard-Cœur-de-Lion ». La célébration a été aussi forte. L'abbaye de Fontevraud, autre Plantagenêt, organise, du 11 au 14 juillet, une série de festivités à l'occasion du 800e anniversaire de la mort de Richard en 1199. Sont prévus expositions, conférences, débats, mythe – fourni – à travers la littérature, les films, les concerts et un spectacle autour de la mort de Richard.

170 000 visiteurs déambulent dans une abbaye dont l'animation a été confiée au Centre culturel de l'Ouest. Priorité à la musique - René Martin est le directeur artistique - et aux colloques. Les lieux se sont pacifiés. L'église abbatiale a retrouvé sa splendeur romane. Et on a réglé l'épineuse question des gisants.

Avant d'être un mitard, autant pour de pauvres hères que pour « les plus belles crapules de France », ainsi que le disait Genet, Fonten-

aud s'adonnait à un autre enfer-  
nement, religieux celui-là. Robert  
Arbrissel, le fondateur, qui avait,  
rait-il, des allures de hippie, prit  
tout une décision impensable : il  
ut une femme à la tête d'une  
communauté constituée d'hommes

de femmes. Si bien que ce fut toujours une abbesse - les moines étaient en minorité - qui régnait sur ces murs immenses. Quant aux antagenèt, ces rois français qui

---

léon III. La chute du Second Empire mit fin à l'entreprise. Et nos voisins d'outre-Manche renoncèrent à leurs prétentions.

UN AUTRE REPOS ?

En revanche, dans les années 80, quand l'église abbatiale fut rénovée, se posa la question de leur présentation. Durant la période carcérale, on avait quelque peu perdu leur trace et ils allèrent même jusqu'à s'égarter dans les cuisines. Une fois remis dans l'abbatiale, où leur accorder un ultime repos ? Un projet de Jean-Pierre Raynaud, soutenu par Jack Lang, les imaginait en lévitation. L'audace était insupportable. Lorsque François Léotard s'installa à la culture, le projet fut rangé dans les cartons. Puis Georges Duby, appelé à la rescouasse, trancha. Ils sont là, tous les quatre, à présent, au milieu de la nef, sur le sol ferme. Et des esquisses anglaises, en quête de leurs souverains perdus, leur jettent parfois une rose.

264-1

<p>05350 MOLINES-EN-QUEYRAS SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER Soleil - Neige - Tous Ski - Raquettes</p> <p><b>HÔTEL LE CHAMOIS</b> *# LOGIS FRANCE 2 cheminées 1/2 pension 280 F - 310 F Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58</p>	<p><b>AUBERGE</b> <b>LA CLÉ DES CHAMPS</b> **NN LOGIS DE FRANCE TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD Tél : 05.53.29.95.94 - Fax : 05.53.28.42.91 <a href="http://www.cle-des-champs.com">www.cle-des-champs.com</a></p>
---	---

<p><b>3615</b></p> <p><b>DREAMS</b></p> <p><b>Voyages</b></p> <p><i>propose séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas.</i></p> <p>Lia N° 075 95 05 14 - (221 Flac)</p>	<p><b>Vacances scolaires</b></p> <p><b>HOME D'ENFANTS / JURA</b></p> <p>900 m altitude près frontière suisse Agrement Jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIIe, confort, 2 ou 3 enfants par chambre salle et wc. Pleine nature. Accueil volont. familial à 15 enfants idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale, possibilité accompagné des parents. Part TGV. Activités : VTT, jeux collectif, peinture, sabot, tennis, poney, jeu d'échecs et théâtre, fabrication du pain. Tél : 03-81-38-12-5</p>
---	---

**EXCEPTIONNEL ! en MARS DIRECTOURS VEND à PRIX COÛTANT**

**1 000 VOLS U.S.A. HAUTE SAISON.** Vols réguliers départs quotidiens de Paris et de province entre le 03/07 et le 15/08/99.

Offre valable uniquement avec **ACHAT DE PRESTATIONS TERRRESTRES** d'un montant minimum de 1.500 F/personne, prestations pour lesquelles DIRECTOURS vous garantit les meilleurs prix de marché, à qualité comparable.

**PRIX DES VOLs TRÈS HAUTE SAISON :**

<b>NEW YORK</b>	<b>: 2 990 F</b>
<b>FLORIDE</b>	<b>: 3 790 F</b>
<b>CÔTE OUEST (San Francisco/Los Angeles)</b>	<b>: 3 990 F</b>

Même Prix Paris et province. Réduction enfant : -20%. Taxes aéroport : +440 F.

**Exemples de prix AUTOTOURS 10j, vol + voiture + moteux ou hôtels, départs de 01/04 (sauf mention) au 03/07/99 :**

<b>CALIFORNIE</b>	<b>: 3 460 F</b>
<b>FLORIDE (à partir du 16/04/99)</b>	<b>: 3 620 F</b>
<b>Grands Parcs Nationaux + LAS VEGAS</b>	<b>: 4 035 F</b>

Prix base 4 personnes en 1 chambre quadruple (à 2 grands lits).  
 Base 2 : 4 220 F (Californie), 4 425 F (Floride), 5 105 F (Parcs + Las Vegas).  
 Réduction enfant : à partir de -535 F. Taxes aéroport : +440 F.

**Exemple de prix Séjour NEW YORK 5j/3n :**

départ entre le 01/04 et le 30/06/99 :

<b>vol + hôtel NEW YORKER*** (8ème Av/34ème)</b>	<b>: 2 550 F</b>
--	------------------

Prix base 4 personnes en 1 chambre quadruple (à 2 gds lits). Base 2 : 2 895 F  
 Réduction enfant (sur le vol uniquement) : -360 F. Taxes aéroport : +440 F.

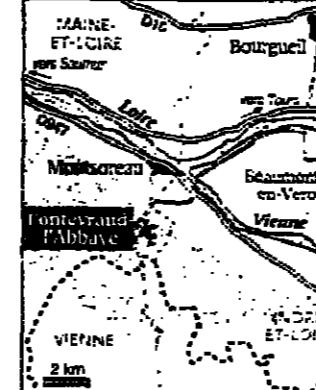
Vacances de Pâques et Week-Ends Pont de Mai, supplément hôtel : nous consulter.

**DIRECTOURS, SPÉCIALISTE DU VOYAGE INDIVIDUEL À LA CARTE**  
**AUX U.S.A. bâtit votre propre itinéraire.**

**BROCHURE GRATUITE** sur demande au **01.45.62.62.62** (province au **08.01.63.75.43**)  
 sur le web : [www.directours.fr](http://www.directours.fr) et Minitel 3615 Directours (2,23 F/mn)  
 dans la limite des disponibilités.

90, av. des Champs-Elysées, PARIS 8e  
 Lic. 078960001 - Membre SNAV - Garantie APS

les premiers	<b>prix</b>	
	<b>ABIDJAN 2490 F</b>	379,60 €
<b>PORTO</b>	<b>890 F</b>	135,68 €
<b>SHANNON</b>	<b>990 F</b>	150,92 €
<b>SEVILLE</b>	<b>1 200 F</b>	182,94 €
<b>TOZEUR</b>	<b>1 400 F</b>	213,43 €
<b>RHODES</b>	<b>1 660 F</b>	253,06 €
<b>HURGHADA</b>	<b>1 800 F</b>	274,41 €
<b>LOS ANGELES</b>	<b>1 980 F</b>	301,85 €
<b>PUNTA CANA</b>	<b>2 990 F</b>	455,82 €
<b>KILIMANDJARO</b>	<b>3 550 F</b>	541,19 €



## LA PLONGÉE SOUS-MARINE

## L'appel des profondeurs

MERS ET OCÉANS occupent les trois quarts de la surface du globe. De quoi combler l'amateur de fonds sous-marins une fois acquises les bases techniques requises pour explorer, à sa guise, le « sixième continent ». Après avoir étudié *Plongée passion* (Hachette), deux options : partir pour apprendre ou apprendre avant de partir. Par exemple à Aiguës (tél. : 01-40-85-81-28), à Villeneuve-la-Garenne, où l'UCPA propose baptêmes (105 F, 16 €) et cours (135 F, 21 €) dans un ensemble unique en Europe. *Ou au Ken Club* (tél. : 01-48-25-06-65), près de la tour Eiffel, où Blue Lagoon propose baptêmes gratuits et initiation (6 heures, 2 500 F, 381 €). Si on préfère conjuguer apprentissage et dépassement, on consultera les brochures des voyagistes. Les plus aguerris, eux, auront le choix entre le séjour classique ou la croisière-plongée qui permet de sortir des fonds trop fréquentés.

Où et quand partir ? Guides des plus beaux fonds marins, trois ouvrages publiés chez Hachette (*Le Nouveau Tour du monde en 80 plongées*, *Mer Rouge et Maldives en 80 plongées* et *Les Caraïbes en 80 plongées*) dressent un inventaire des lieux. Encore modeste, la Méditerranée propose, surtout en juin, quelques sites séduisants : en France (le port marin de Port-Cros, Calvi et Bonifacio), en Espagne (les îles Medas, la Costa Brava), en Tunisie (Tabarka) et en Grèce (Corfou). Mecque incontestée de la plongée, la mer Rouge (idéale au printemps) est accessible par charters, d'où des forfaits très attractifs. Plus on descend vers le sud, plus le spectacle se bonifie. En vedette, Ras Mohamed (Sinaï), l'épave du *Thistlegorm*, l'épave de *Djibouti*.

Dans l'océan Indien (mai et juin), le dépassement est garanti mais les plongées aléatoires excepté aux Maldives (jusqu'en avril), paradis préservé à l'image de Vabbinfaru, au nord de Malé. Plus à l'est, la Malaisie (avril à août) avec le « cimetière des tortues » à Spadan, la Mironcione avec l'archipel de Palau et le lagon de Truk (exceptionnelle concentration d'épaves), la Papouasie et Ningaloo Reef, sanctuaire du requin-baleine (fin mars, mi-avril), en Australie où la Grande Barrière de corail (programmée notamment par Australis Tours, tél. : 01-45-53-58-39) s'offre, pendant l'hiver austral, aux plongeurs manis et expérimentés qui, de février à juin, ont rendez-vous, en Polynésie, avec les requins, les napoléons et les raies manias. Frissons garantis ! Aux Caraïbes, on nage, jusqu'en mars, avec les lamarins (à Crystal River, en Floride) ou avec les raies (à Grand Cayman) et de mai à août avec les dauphins, aux Bahamas. Quant au grand récif de Belize, il offre, jusqu'en mai, une des meilleures plongées des Caraïbes.

Avec qui partir ? Deux options : les spécialistes ou les généralistes. Les premiers garantissent les meilleurs prix et privilient les séjours les plus appropriés à la plongée, au détriment, parfois, de la qualité de l'hébergement, à l'inverse des seconds chez qui la plongée est souvent optionnelle. Une distinction caduque dans le cas de généralistes qui revendiquent une réelle expertise dans la matière. Nouvelles Frontières (tél. : 0803-33-33-33), par exemple, avec une filiale spécialisée, son propre label pédagogique, des stages multiples, des formules pour

les enfants et une vingtaine de destinations dont la mer Rouge, la Corse (en promotion du 12 mai au 11 juin, 3 160 F, 482 €, en demi-pension, avec l'avion et six plongées à 960 F, 146 €, ainsi qu'une croisière d'une semaine à 3 400 F, 518 €, sans l'avion), les Antilles et Madagascar ainsi que des croisières en mer Rouge (3 000 F, 457 €, la semaine plus 1 900 F, 289 €, le vol A/R), aux Maldives, aux Seychelles et aux Tuamotu (12 jours, autour de 12 000 F, 1 830 €, plus environ 6 500 F, 990 €, pour l'avion).

De son côté, « la plus grande école de sport du monde », le Club Méditerranée (tél. : 0801-802-803) programme la plongée bouteille dans plusieurs de ses villages, notamment en Espagne (Cadaques), aux Antilles (les Boucaniers, Sainte-Lucie, Columbus, Turquoise), en Polynésie et aux Maldives. A noter, cet été, des stages du champion du monde de plongée libre, Umberto Pelizzari, à Santa Teresa, en Sardaigne. Quant à l'UCPA (tél. : 0803-820-830), association sans but lucratif, elle propose aux jeunes des vacances en France (autour de 2 380 F, 363 €, la semaine sans le transport) et à l'étranger (environ 4 000 F, 762 €, en mer Rouge, avec l'avion) avec notamment, des centres en Guadeloupe et en Martinique. Deux points forts : le tout compris (matériel fourni) et une pédagogie ludique.

## SHARK AVENTURE

A signaler aussi la séduisante brochure d'Aquarev/Accor Tour (tél. : 01-48-87-55-78), qui ajoute aux classiques (mer Rouge), le Sénégal, la République dominicaine et des croisières à Madagascar, ainsi que celle de Frantour (agences), qui propose des séjours plongée à la Martinique et à Maurice. Quant à Havas Voyages (tél. : 01-41-06-41-23), il programme Hurghada, en mer Rouge (à partir de 4 000 F, 610 €, la semaine, en demi-pension, de Paris et de province) et les Maldives (à partir de 8 865 F, 1 351 €, 10 jours/7 nuits, en pension complète).

Côté spécialistes, citons, par ordre alphabétique, Blue Lagoon (tél. : 01-42-82-95-40) avec une vingtaine de sites protégés en mer Rouge, une « Shark Adventure » pour flirter avec les requins, la Malaisie, les Caraïbes et des croisières aux Maldives ; Sport Away Voyages (tél. : 0803-01-3000) avec une vingtaine de destinations et, en vedette, trois clubs Nathalie Simon à Rodrigues, au Cap-Vert et en Egypte ; Subexplor (tél. : 01-40-39-99-33) avec la mer Rouge, Djibouti, la Libye, Cuba, Belize et la Polynésie, où il propose des croisières comme à Madagascar, en Thaïlande et aux Maldives destination privilégiée d'Ultramarina (tél. : 0800-04-06-63), qui joue la carte de l'originalité, notamment avec l'Australie et en mer Rouge, des sites moins fréquentés ; Volie Voyages (tél. : 01-45-61-03-09), qui programme des croisières en catamaran en Polynésie, aux Maldives et dans les Grenadines.

Patrick Francès

\* Salon de la plongée sous-marine, le vendredi 12 (12 à 23 heures), samedi 13 (10 à 20 heures) et dimanche 14 mars (10 à 19 heures), à l'Aquaboulevard, 4, rue Louis-Armand, 75014 Paris. Entrée : 35 F, gratuit pour les moins de 8 ans.

## Londres, un hôtel pour la City

Une situation stratégique au cœur du quartier des théâtres, à proximité de la National Gallery et de Covent Garden, une façade en éperon de nature, au carrefour du Strand et d'Aldwych. On choisit son itinéraire et ses hôtels (35 établissements labellisés). Le prix (par personne), valable du 3 avril au 2 juillet (2 880 F, 436 € en haute saison), comprend 6 nuits en chambre double en hôtel 3 étoiles et demi-pension (pour les enfants partageant la chambre des parents, gratuit jusqu'à 2 ans, 1 160 F, 174 €, de 2 à 7 ans, 1 495 F, 228 €, de 7 à 12 ans), un panier repas, un chequier gourmand accepté dans une vingtaine de restaurants, l'accès gratuit à 22 sites historiques, une carte et un guide avec les coordonnées des prestataires. Renseignements auprès du CDT (tél. : 01-68-66-61-11) et de la Mission des Pyrénées (tél. : 01-42-96-51-86).

■ 2 350 F (2 189 €) : une croisière gîte en Méditerranée, du 24 mai au 4 juillet, à bord du *Meridie* (croisières Baquet), de Marseille à l'Espagne, le Maroc et les Baléares. Spécialiste du golf, Agence Global Voyage a sélectionné sept parcours haut de gamme : Barcelone, Malaga, Tangier, Dunes-Salam/Casablanca, la Manga (Carrizalene), Ibiza et Palma. Prix à partir de 14 360 F pour les golfeurs, en cabine double intérieure, pension complète et forfait-golf (transferts, green-fees et déjeuners) et de 9 320 F (1 420 €) pour les accompagnants. Cabine double avec hublot à part, respectivement, 15 055 F (2 295 €) et 10 060 F (1 512 €). Renseignements au 01-40-51-24-60.



Danielle Tramard

★ One Aldwych, 1, Aldwych, 93 chambres, 12 suites, dont deux avec salle de gymnastique privée. Réservations au 00-44-171-300-1000. Chambre double à partir de 2 200 F environ (335 €). Également forfait Jackson Pollack, du 11 mars au 6 juillet, 2 250 F (343 €) par personne, 1 nuit en chambre double et petit déjeuner, entrée coupe-file à l'exposition *Paris-Londres* en Eurostar inclus.

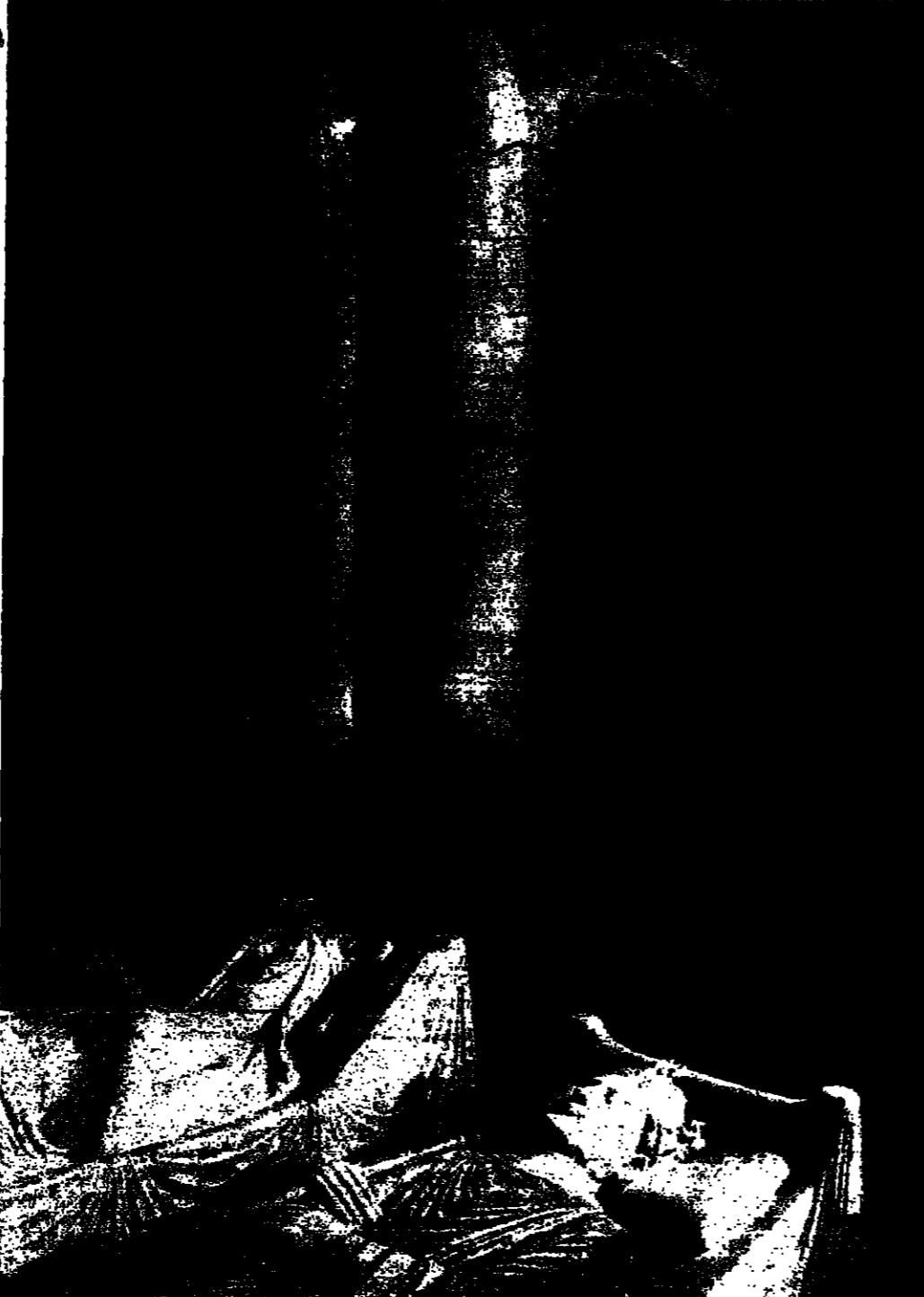
## Bienvenue à bord du

## BELEM

Si les destinations sont multiples, les thèmes de navigation ne manquent pas non plus : que diriez-vous de vous initier au matelotage et à la voile, ou de tout connaître sur les remorquages de sauvetage en haute mer ?... N'hésitez plus, prenez le vent du large !



Fondation Belem - 23, rue de la Tombe-Issoire 75014 PARIS - Tél. 01-40-78-46-46 - Fax : 01-40-78-46-66 Internet (à partir de fin février 1999) : www.belem.tm.fr



Dans la nuit qui descend sur le vallon, Fontenay ressemble à un énorme gisant, où fondent les ténèbres.

Ces gisants superbes, au nombre de quatre - ceux d'Henri II et de son épouse Aliénor d'Aquitaine, de Richard Cœur de Lion, grande vedette des lieux, et d'Isabelle, l'épouse du vil Jean sans Terre

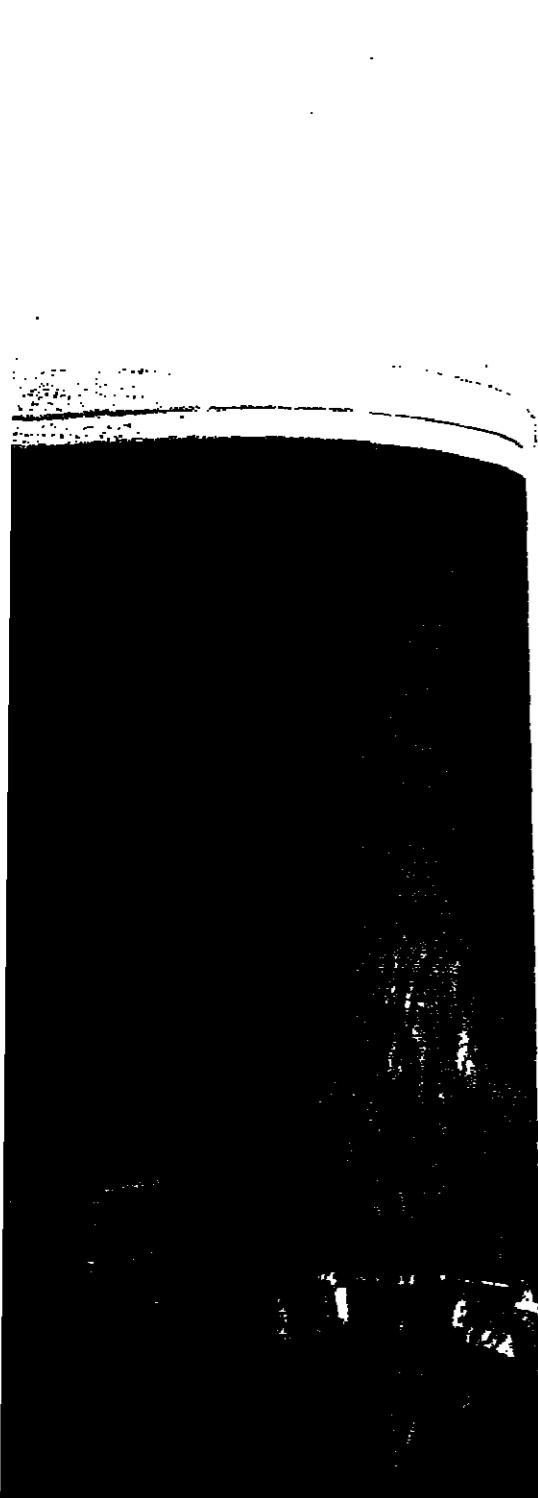
Les graffitis des anciens détenus ou la mémoire des « mauvais » pauvres

**SOLEIL D'ÉTÉ**  
Depart le 8 mars 99  
**KENYA**  
SEJOUR 9 jours  
Hôtel Plaza Beach\*\*\*\*  
en petit déjeuner  
4 290 F

Departés les 7, 11, 14,  
18 et 21 mars 99  
**REPUBLICHE DOMINICAINE**  
SEJOUR 9 jours  
Hôtel Playa Real\*\*\*\*  
formule tout compris  
5 990 F

Departés les 21 mars  
et 4 avril 99  
**CUBA**  
SEJOUR 9 jours  
Hôtel Internacional\*\*\*\*  
en petit déjeuner  
5 990 F

À ce prix là,  
Kuoni vous en donne plus.  
01 45 49 41 41 / 01 42 85 62 35  
36 15 KUONI (2,23 F/mn)  
et agences de voyages



NOUVELLES FRONTIÈRES

les premiers

**ABIDJAN 2490 F**

PORTO 890 F  
DAKAR 990 F  
LIBREVILLE 1200 F  
LIBREVILLE 1400 F  
LIBREVILLE 1660 F  
LIBREVILLE 1800 F  
LIBREVILLE 1980 F  
LIBREVILLE 2290 F  
LIBREVILLE 3350 F

01 42 73 22 22





الله من الأجل

## Deux hommes, une femme et un coupé

**Le Vent de la nuit.** Philippe Garrel signe une œuvre stendhalienne qui met en scène la mélancolie des adieux

Film français de Philippe Garrel. Avec Catherine Deneuve, Daniel Duval, Xavier Beauvois. (1 h 35).

Tout film nouveau de Philippe Garrel rajoute un chapitre à une œuvre constituée comme le feuilleton de sa vie d'homme et de cinéaste. *Des Enfants désaccordés* (1964) au *Vent de la nuit*, il tient le journal intime d'une généalogie cinématographique qui s'encadre dans le mystère de la filiation (reflux de la nouvelle vague à la mi-temps des années 60), explosive dans le radicalisme d'une génération sacrifiée (Rozier, Eustache, Pialat, Garrel dans les années 70), se survit dans l'état singulier des rescapés (par-delà l'aspiration des années 80).

Qu'on accueille *Le Vent de la nuit* à la lumière de ce feuilleton moderne ou qu'on découvre le cinéaste à cette occasion importe assez peu. Le film est en soi une manière de « résumé des épisodes précédents », et son effet sera aussi bouleversant dans l'un ou l'autre cas. C'est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'un peu de choses : un trajet de quatre personnages, dont trois être humains et une voiture. Hélène (Catherine Deneuve), la cinquantaine inquiète, au bout de son mariage et au sommet d'une beauté que le temps commence de flétrir, a décl-

dé de « tout flamber » avec un étudiant des Beaux-Arts. Paul (Xavier Beauvois), indécis comme on peut l'être aujourd'hui à son âge, faute d'illusion et d'idéal, la quitte après une après-midi d'amour pour partir à Naples. Là, au bas d'un bâtiment ouvert à tous les vents, stationne ce que l'on pourrait considérer comme le personnage principal du film, un superbe coupé Porsche rouge vif. Paul tourne longuement autour, tandis que du haut de l'immeuble dominant la baie, un homme l'observe. Serge (Daniel Duval), architecte taciturne, est le propriétaire de l'engin. Il a décidé de mettre fin à ses jours. Ils rentront ensemble de Paris.

### LEÇON DE TÉNÈBRES

Ce qui arrive ensuite tient à la fois du roman d'apprentissage, du rituel initiatique et du chant crépusculaire. Prendons le titre au sérieux : hanté par le thème de la disparition, englouti par les ténèbres à mesure qu'il avance, *Le Vent de la nuit* est bâti sur la figure du passage, dont le souffle est aussi impalpable que celui du vent. Passage du temps sur le corps des personnages, passage du témoin entre les sexes et les générations, passage récurrent d'un bolide rouge aussi fugace que la durée d'une vie, le long d'une route aussi serpentine qu'un parcours spirituel. Serge au volant de sa Porsche, roulant la-



Daniel Duval et Catherine Deneuve dans « Le Vent de la nuit », de Philippe Garrel.

coniquement vers le néant, évoquera le héros du *Gout de la cerise*, d'Abbas Kiarostami, confronté réellement à semblable épreuve.

La différence, c'est que, chez Philippe Garrel, la brûlure existentielle ne s'exprime qu'en couple. Il y en a plusieurs ici. Celui d'Hélène et de Paul, qui voit le jeune homme fuir l'effrénée angoisse de son amant. Celui de Paul et de Serge, où le même, en questionneur impénitent, exige de son ainé qu'il lui montre le chemin que ce dernier s'apprête justement à quitter. Celui de Serge et d'Hélène, ou l'étrange rencontre de deux morts vivants, duquel Paul aura été, dans une fuite ultime, le médiateur. Cette mort qui va à la mort tandis que la vie file à l'anglaise, c'est une des plus généreuses et des plus cruelles leçons de ténèbres que le cinéma nous a jamais données.

Reste l'automobile, belle prostituée rouge qui relie tous ces personnages et couche avec chacun pour mieux lui voler la vedette. Avec Serge, telle l'imparfaite et luxueuse incarnation de ses idéaux révolutionnaires trahis. Avec Paul, qui ne demande qu'à poser ses mains sur elle. Avec Hélène enfin, dont elle coïncidence, sous le signe de la couleur rouge et de la cinématographie, le pouvoir de fascination. Catherine Deneuve (le corps), la Porsche rouge (la machine) et les deux hommes (la fluctuation du désir) forment un dispositif qui n'est autre que celui du cinéma lui-même. Une histoire d'aujourd'hui, de voyage et de mort, qui ne passe pas indemne par l'Italie et l'Allemagne, ni ne laisse par hasard Xavier Beauvois - représentant d'une jeune génération de cinéastes qui paie sa dette aux

grands auteurs des années 70 - s'échapper au final, seul dans la nuit parisienne.

Une histoire enfin, en vertu de laquelle Philippe Garrel signe, entre le rouge et le noir, une œuvre stendhalienne dont Beauvois serait le Julien Sorel. Un état de la société en même temps qu'un état d'âme, véhiculé par une mélancolie stylée et rutilante sous les vrombissements de laquelle le monde et le désir de vivre se tiennent à bas bruit, dans le déchirement élegiaque de la guitare de John Cale. Œuvre à combustion lente, mais à tombeau ouvert, *Le Vent de la nuit* exhale l'insoutenable mélancolie des adieux. Il donne envie de crier à Philippe Garrel qu'on l'aime, qu'on attend son prochain film.

Jacques Mandelbaum

## Sur Arte, rencontre avec un cinéaste « armé contre le réel »

DES premières images, dès la première question, Philippe Garrel tel qu'en sa légende vraie - ce regard farouche, sous la tignasse ébouriffée, visage sombre. « Qu'est-ce que le cinéma ? » « Pourquoi c'est à moi que tu demandes ça ? » On pourra se dire que la partie est mal engagée ; ou alors que pour son interlocuteur, Thomas Lescure, elle va se jouer russe, sur l'air du presque rien. Et puis voilà qu'une fois posé le mode d'échange - parole réticente, phrases serrées -, cette rencontre sobre tissée d'extraits de films, diffusés sur Arte à l'occasion de la sortie du *Vent de la nuit*, apparaît comme l'un des plus beaux volets de la collection de Janine Bazin et André S. Labarthe, « Cinéma, de notre temps ».

D'un bout à l'autre, ce *Philippe Garrel, artiste*, réalisé par Françoise Etchegaray, fraye dans l'essentiel. L'intime et l'émotion à fleur de peau, comme ne sait pas le dire autrement le cinéma de Garrel, un art « manuel », fabriqué dans la pauvreté - « On ne voit pas pourquoi c'est si difficile de trouver les moyens de faire un film alors que, dès qu'il est fini, c'est un objet d'usage tout à fait courant, comme une valise ou une machine à laver la vaisselle. » Qu'il apprend-on, sinon que la caméra lui a donné « le droit de survivre » et de se sentir « armé contre le réel ». De film en film, d'époque en époque (trente-cinq ans d'artisanat), le cinéaste file les variations d'une même partition : « J'éprouve la nécessité d'entrer dans les grottes qu'il y a dans la vie de chacun. Mais en même temps qu'on veut dévoiler l'existence, chez chacun, d'une terreur intérieure, on ne peut

Valérie Cadet

\* « Cinéma, de notre temps ». Philippe Garrel, artiste. Documentaire réalisé par Françoise Etchegaray. Arte, mercredi 3 mars à 23 h 10. A lire, le recueil d'entretiens de Thomas Lescure avec Philippe Garrel publié aux éditions Institut de l'image sous le titre *Une caméra à la place du cœur* (1992). Par ailleurs, le cinéma Grand Action (5, rue des Ecoles, Paris 5<sup>e</sup>, tél. : 01-43-29-44-40) propose une rétrospective des films de Philippe Garrel du 10 au 16 mars.

## Le Monde de la MUSIQUE

Ce mois-ci

**Roberto Alagna et Angela Gheorghiu**  
L'histoire des enfants terribles de l'opéra

Balzac : un rival pour Beethoven • banc d'essai : 14 pianos numériques • entretien : Christoph Eschenbach • les Casadesus : une dynastie musicale

Les CD du mois, de A à Z, et toutes les rubriques habituelles

avec le programme complet de Radio Classique

## Course amoureuse dans la chaleur de la fête

**Karnaval.** Dans le fracas de Dunkerque en délire, une poursuite sentimentale, burlesque et tragique

Film français de Thomas Vincent. Avec Cloris Cornillac, Sylvie Testud, Amar Ben Abdallah. (1 h 28).

Au début, c'est tout simple. Nous sommes à Dunkerque, où la population célèbre le carnaval avec force déguisements, beuveries et bavardages. Ensuite, ce n'est guère plus compliqué : un ouvrier arabe, à la tête près du bonnet, se fâche avec son patron et décide de transbahuter ses cliques et ses claques sous les cieux marseillais, qu'il espère plus cléments. Mais, tandis qu'il attend son train, il est amené par hasard à donner un coup de main à une jeune femme dont le volumineux époux a dépassé la dose prescrite de caisses de bière. Concevant pour elle une passion aussi subite que violente, il la poursuit dans les rues de la ville, enflammé par une folie travestie. Ce qui, bien entendu, n'est du goût ni du mari, qui exerce par ailleurs la poétique profession de vigile sur le port, ni des copains de celui-ci. Voilà.

*Karnaval*, premier film de Thomas Vincent, est un film extraordinaire. D'autant plus extraordinaire qu'il n'est construit qu'avec des éléments très ordinaires. Tout l'art du cinéaste ré-

sied dans la combinaison de ces éléments et dans la manière dont il joue avec leur prévisibilité, déjouant les réactions programmées du public. Le récit additionne une série de conflits simples : la rivalité amoureuse de deux hommes pour une même femme ; le racisme banal qui, redoublé par l'ébrieté, est susceptible de dresser une bande de braves types, prolos et chômeurs, contre un élément extérieur ; le dilemme de la femme (Sylvie Testud, remarquable de subtilité et de vitalité, de force et de fragilité) partagé entre son amour pour son mari et le désir de l'autre.

**SOLUTIONS MORALEMENT ODIEUSES**  
A ces oppositions, internes à l'intrigue, s'ajoute celle du déchirement collectif de la ville, enregistré de manière documentaire, et du développement du récit par les acteurs. Et l'ambivalence du carnaval lui-même, fesse outrancièrement vulgaire et barbouillée, puissant dans les tréfonds du grotesque le plus archaïque, révolte hurlée, à défaut de pouvoir être articulée (ici placée agressivement sous le signe de la sexualité), qui renvoie à la misère et au chômage contemporains.

Le réalisateur inscrit la trame de sa fiction dans la densité vertigineuse de ces joies et de

ces désespoirs. Elle explose dans des plans larges où s'agglutinent plusieurs milliers de personnes, foule dont les spasmes, scandés par les chants traditionnels, peuvent mener à chaque instant à la violence. *Karnaval* est une succession de montées de tension, de poussées d'adrénaline vers des éclats de brutalité, de rire ou de bousculade, qui n'adviendront pas. Sans jamais tricher avec ses personnages ni avec leur comportement, choisissant à chaque plan une autre pente que celle attendue, le film prend à revers le regard routinier du spectateur.

Cet effet doit énormément aux phénomènes d'attraction et de répulsion suscités par le corps des interprètes. Tous, même les comparses, sont étonnantes, mais Cloris Cornillac (le mari) plus que tout autre. En conscience, le spectateur ne pourra que refuser les solutions, toutes moralement odieuses, des conflits développés par le film alors même que, assistant à un spectacle, il aspire à voir ces conflits résolus. Thomas Vincent ira sans faille au bout de cette contradiction, sacrifiant sur l'autel du spectacle une victime qui symbolise parfaitement le caractère insoluble de la violence sociale.

Jean-Michel Frodon

## Comment devenir antiraciste en une leçon

**American History X.** Un jeune cinéaste échoue à témoigner du néo-nazisme aux Etats-Unis

Film américain de Tony Kaye. Avec Edward Norton, Edward Furlong, Beverly D'Angelo, Elliot Gould. (1 h 55.)

Le cinéma américain ne sait plus aborder autrement que par le tableau noir ses problèmes de société. Si l'*Ethique d'Aristote*, les jeunes réalisateurs semblent préférer un vulgaire traité de morale à l'attention d'étudiants besogneux. *American History X* est, vu son sujet - la résurgence des mouvements néo-nazis aux Etats-Unis -, un film estimable. Ses bonnes intentions sont son seul prix. Le film s'ouvre sur un prêche imposé au jeune Danny Vinyard (Edward Furlong) par son proviseur noir à la suite d'un dévoiement où il exalte les thèses de *Mein Kampf*. Il se termine par une inévitale apologie de la tolérance.

Danny Vinyard revient de loin. Le malheureux est tombé tout petit dans la marmitte du néo-nazisme. Il est le frère de Derek Vinyard (Edward Norton), dans une interprétation très intense, qui lui vaut une nomination aux Oscars, mais dont le réalisateur Tony Kaye est loin de tirer toutes les

possibilités), vedette d'un groupuscule d'une petite ville californienne. Croix gammées et autres symboles tatoués sur son corps d'athlète, cheveux rasés, regard féroce font de Derek Vinyard un authentique homme-sandwich au service de l'extrême droite. Mais ce malheureux garçon a des extases. Il ne s'est pas remis de la mort accidentelle de son père, pompier de profession, dans l'incendie d'un immeuble alors qu'il tentait de sauver les locataires, tous noirs. Le père lui-même n'est pas exempt de tout reproche : il avait sommé son fils d'arrêter de

lire les romans écrits par des Noirs qui lui conseillait un professeur à l'école, parce qu'il était convaincu que l'Amérique blanche était menacée par les métèques.

**LA RÉDEMPTION D'UN BRAVE TYPE**  
Derek est donc un écchardé vif tombé dans une mauvaise famille, un brave type qui, après un long séjour en prison pour le meurtre d'un Noir, finit par ouvrir les yeux et par prendre en charge son frère pour lui éviter de tomber, lui aussi, dans les mailles d'un mouvement néo-nazi. Tony Kaye, réalisateur

anglais d'*American History X*, s'est fait remarquer en octobre 1998 par la longue polémique qui l'opposa à New Line, son producteur, qui lui a imposé un montage dénaturant son œuvre. Quelles que soient les manipulations, le style de Tony Kaye, ancien réalisateur de clips, demeure. Le meurtre, insoutenable, d'un Noir, la mocharie fracassée contre un trottoir, est filmé dans un noir et blanc granuleux mettant en valeur le corps athlétique d'Edward Norton comme s'il était le sujet d'un dessin de la Renaissance ; le séjour de Derek en prison est ponctué par des ralentis lors de scènes de douceur, marquant la volonté du réalisateur d'imprimer un « style » quand il aurait dû introduire une réflexion.

*American History X* a pour ambition d'éveiller le spectateur américain, qui ignoreraient tout des mouvements d'extrême droite agissant aux Etats-Unis. Cette dimension documentaire est malheureusement annihilée par une dissertation édifiante destinée à compléter la formation du parfait écolier démocrate.

Samuel Blumenfeld

OURS DU FESTIVAL DE CANNES 1998

TONY KAYE

LA RÉDEMPTION D'UN BRAVE TYPE

TONY KAYE

## ord au Kosovo

it hostile à la participation du plan de paix

Sur le terrain de toutes les charges se sont produites, on unités serbes et des musulmans de la frontière avec la Serbie sont massés des centaines de milliers, ont été évacués de bases de l'armée de la défense, c'est rendu, les troupes, a été déployé si les forces qui le certa la présence de l'ONU de toutes les tisées... »

## Le festival Cinéma du réel révèle la longue route du réalisme iranien

La rétrospective proposée à Paris est la plus vaste jamais consacrée à cette riche cinématographie

Outre une imposante rétrospective iranienne, cinquante films documentaires issus d'une vingtaine de pays composent le programme de la 21<sup>e</sup> édition

**POINT D'ORGUE** de la 21<sup>e</sup> édition du festival Cinéma du réel, la rétrospective consacrée, du 5 au 14 mars à Paris, au documentaire iranien relève à la fois du prodige politico-diplomatique, du miracle artistique et du trait de génie historique. Le prodige consiste en la présentation, pour la première fois, d'un ensemble aussi vaste consacré à cette cinématographie et enjambant la date butoir, jusqu'à présent réputée infranchissable par les autorités de Téhéran, de la révolution khoméyniste de 1979. Les films d'Abbas Kiarostami, à partir d'*Où est la maison de mon ami ?* (1987), ont fait connaître au public occidental ce cinéma à la charnière du documentaire et de la fiction. Si l'auteur du *Goût de la cerise* est très bien représenté au festival, grâce notamment aux courts métrages *Solitaire* (1978), *Rage de dents* (1980) et *Le Chœur* (1982), le programme met en évidence les origines de sa manière, grâce à des œuvres restées méconnues hors du pays.

Le miracle artistique tient à la réunion au même programme de presque tous les plus grands noms du cinéma iranien : Farokh Gaffari, Ebrahim Golestan, Kamran Shirdel, Sohrab Shahid Sales, Abbas Kiarostami, Nasser Taghvaï, Mohsen Makhmalbaf... Le résultat est, sur le terrain artistique et pour le plaisir du spectateur, exceptionnel par la qualité des œuvres montrées. Mais cet ensemble permet aussi la mise en perspective

### Le documentaire en revue

Deux revues de bonne tenue sont consacrées en France au cinéma documentaire, non sans difficultés financières et logistiques pour chacune d'entre elles. Il s'agit de *La Revue documentaire* et *d'Images documentaires*, dont les nouvelles parutions accompagnent opportunément la tenue du festival Cinéma du réel. La première consacre son menu (relativement contradictoire, mais pourquoi pas ?) à la notion d'auteur, la seconde à l'image indécidable... Parmi beaucoup d'intéressantes contributions, contentons-nous d'indiquer, à titre de hors-d'œuvre, ici une subtile étude de Gérard Leblanc consacrée à la notion de « commande », là une vigoureuse et impétuelle défense de l'ontologie documentaire du cinéma par Jean-Louis Comolli.

\* *La Revue documentaire* n° 14, 204 p., 90 F (BP 16, 75560 Paris Cedex 12). *Images documentaires* n° 32/33, 133 p., 90 F (26, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris).

du festival Cinéma du réel, répartis comme d'ordinaire en deux sélections compétitives, internationale et française. On peut d'ores et déjà

annoncer la couleur : absence des grandes signatures, rarefaction de la veine intime et grand report du sujet, social, politique, historique.

**Les enfants permettent d'aborder des sujets qui deviendraient scabreux avec des héros adultes**

La même approche est mise au service de thématiques sociales. Ainsi de *Prison de femmes* (1965), de ce grand cinéaste qu'est Kamran Shirdel, invité à Paris comme membre du jury ; de *Nature morte* (1975), de Sohrab Shahid Sales, sur l'indigence des retraités ; de *La maison est notre* (1962), de la poétesse Forough Farrokhzad, sur l'exclusion des lépreux – trois œuvres plastiquement splendides.

Avant la révolution islamique, ce cinéma véritablement « du réel » n'hésitait pas non plus à rendre compte des pratiques religieuses mystiques et populaires, en rupture avec l'ordre politique et religieux officiel. Ainsi Nasser Taghvaï, qui s'immisce dans les trans-exploitations des Iraniens du golfe Persique (*Le Vent des dunes*, 1969), ou Parviz Kimiai qui, dans *Oh ! protecteur des gazelles* (1970), filme un croyant pauvre accomplissant

### LES FILMS DE LA SEMAINE

#### SHANDRAI

■ De retour des superproductions internationales (*Le Dernier Empereur*, *Un thau au Sahara*, *Little Buddha*) dont *Beauté volée* conservait encore le parfum, Bernardo Bertolucci se lance dans un exercice intimiste et formaliste, *a priori* séduisant par son audace comme par sa modestie. Réunissant une équipe africaine en exil du pays où son mari croupit dans les geôles d'une dictature et un pianiste an-

glais et introverti qui conçoit pour elle une violente passion, le réalisateur du *Conformisme* et du *Dernier Tango à Paris* travaille à grands à-coups esthétiques ce matériau romanesque plutôt conventionnel. Défilent allongements et compressions du temps, manipulations de l'image, utilisation métaphorique de la musique, visions oniriques et énigmes illustratives d'un conte qui se voudrait à la fois progressiste, pervers et tendre. Tout s'enlise dans un incroyable maré-

**OURS D'OR**  
40<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE BERLIN  
7 NOMINATIONS AUX OSCARS

**LA LIGNE ROUGE**  
THE THIN RED LINE  
A CHACUN SA GUERRE

**ACTUELLEMENT**

**Europe 1**

**LE VENT DE LA NUIT**  
KARNAVAL  
AMERICAN HISTORY X  
LIRE PAGE 32  
DE LA PART DE STELLA  
LAST NIGHT  
MAINS FORTES  
STAR TREK : INSURRECTION  
UNE JOURNÉE DE MERDE

**ENTREES IMMÉDIATES**

**3 mars :**  
Raymond Hains  
Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-72-14-10.  
Entrée libre.  
Shirley Jaffe  
Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier Saint-Lazare, 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-74-67-68. Entrée libre.

**4 mars :**  
Pablo Gargallo  
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, 1<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-96-37-96. Entrée libre.

ment l'un des quatre-vingt-dix-neuf noms de Dieu. En s'interrogeant sur le principe de réalité et de vérité, ce cinéma se penche donc également sur celui de la justice, comme le fera explicitement *Close Up*, de Kiarostami, en 1991. Plus généralement, dans les régimes autoritaires où, avant comme après la révolution, une vérité unique est réputée indiscutable, ce cinéma est naturellement perturbateur.

Les dévotions dans un sanctuaire coulant sous les richesses. Ces films, quel que soit le régime politique, ont été écartés des écrans. Les enfants occupent une place centrale dans ce cinéma. Parce que beaucoup de ces œuvres sont produites par l'institut pour le développement intellectuel des enfants et adolescents, mais aussi – par exemple *La Récréation* (1971), de Kiarostami, et *Le Voyage* (1972), de Bahram Beyzaï – parce qu'ils permettent d'aborder des sujets qui deviendraient scabreux avec des héros adultes. Au risque d'un certain conformisme, la figure de l'enfant reste au centre de la production cinématographique, comme l'illustre notamment la vaste série de documentaires produits sur le thème des « Enfants de l'Iran » (1996-1998), dont de nombreux titres sont présentés au festival, signés par des représentants de la génération montante, comme Mehran Mehranfar, et des réalisateurs confirmés, comme Mohsen Makhmalbaf.

Le cinéma iranien se caractérise également par la diversité des lieux et des cultures dont il rend compte. Loin de Téhéran, le programme devient une invitation au voyage nullement innocenté : au nord (*Un simple événement*, 1973, de Shahid Sales ; *L'Ecole de Seyed Ghelich Iskan*, 1996, de Farshad Fadalyan) ; au sud (*L'Eau Vent, la Terre*, 1989, d'Amir Naderi) ; au Kurdistan aussi (*Vivre dans le brouillard*, 1998, de Bahman Ghobadi) ; *Les Petits Voyageurs d'un périple sans fin*, 1996, de Farshad Fadalyan, témoignant du mode de vie d'une tribu nomade.

**Agnes Devictor**

\* **Cinéma du réel.** Du 5 au 14 mars. Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-42-40-20.

cage de jolies, où les armes cinématographiques du réalisateur, naufragé si affublées, semblent être irrémédiablement rouillées. J.-M. F. Film italien de Bernardo Bertolucci. Avec Thandie Newton, David Thewlis, Claudio Santamaria. (1 h 40.)

**LES ENFANTS DU MARAIS**

■ Les enfants du marais, ce sont le bon, fort et généreux Jacques Gamblin et le gros, bête et ridicule Jacques Villeret, plus une poignée de comparses, plus Michel Serrault, vieux ferrailleur enrichi qui n'a jamais renié ses origines. A coup de scènes de genre caricaturales, ce petit monde se livre sous nos yeux d'abord intrigués, bientôt gênés, à une série de pantomimes allant du burlesque au sentimental sans jamais cesser d'être navrantes. La reconstitution de la province française (du côté des Dombes, semble-t-il) des années 20, les figures de la même gâteau, des viliers bourgeois ou de la belle inaccessible fournissent le matériau de numéros de franchouillardité bête qui n'auraient pas pu de la première fraîcheur au temps des Branquignols. Personnages, paysages et périodes ont à peu près l'ambition et le tonus des images qui accompagnent au-trottois les tablettes de chocolat : aujourd'hui, sur grand écran, ils relèvent au mieux d'un doux gâtisme, au pire d'un pétainisme light pour feuilleton tél., qu'on oublie vite, par égard pour le quartier de bons acteurs qui y sont fourvoyés. J.-M. F. Film français de Jean Becker. Avec Jacques Gamblin, Jacques Villeret, André Dussolier, Michel Serrault, Isabelle Carré, Eric Cantona. (1 h 55.)

**Rétrospective Frank Capra**  
Au programme, huit comédies américaines : *La Blanche plâtre* (1931), *American Madness* (La Rue, 1932), *Forbidden* (Amour défendu, 1932), *Lady for a Day* (Grande dame d'un jour, 1933), *Horror perdu* (1937), *Voulez-vous l'emporter pas avec vous* (1938), *Aspirine et vieilles dentelles* (1944), *La vie est belle* (1946). *Champo*, 51, rue des Ecoles, 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Michel, à partir du 3 mars. Tél. : 01-43-54-51-60.

**Festival des cinémas d'Asie**

Sept films sont en compétition de cette 5<sup>e</sup> édition des cinémas d'Asie. Parallèlement, le festival propose vingt-six films issus de dix-sept pays du continent asiatique et présentés par une douzaine d'intervenants venus notamment de Corée, de l'Indonésie, du Cambodge, de Palestine, du Tadjikistan et de Turquie. Un hommage à l'un des maîtres du cinéma coréen, Im Kwon-taek, des longs métrages inédits et des avant-premières complètent cette programmation. Bureau du Festival, 23, rue du Docteur-Douillon, 75015 Paris. Jusqu'au 12 mars. Tél. : 03-84-78-55-82.

**ÉQUIPEMENT**

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-24. 23 Fmn.

**ENTREES IMMÉDIATES**

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

## CULTURE

LE MONDE / JEUDI 4 MARS 1999 / 33

## SORTIR

### PARIS

#### Le Cid

Le metteur en scène britannique Declan Donnellan a arraché sans facons Rodrigue à son siècle pour le porter dans le nôtre, dont les uniformes kakis hantent la cour de Castille. La fougue et la conception de l'héroïsme d'un Gérard Philipe ont été jetées sans remords. Voici venue la vie de caserne, entre goûter des généraux, comptes de dames et tours de garde sur les rivages d'une Syrie incontrôlée. Et un grand garçon ballotté (William Nadylam) est dans le Kid plus que le Cid, unique conscience – malheureuse – d'une micro-société confite dans des règles racornies. Ce spectacle a été présenté au Festival d'Avignon (*Le Monde* du 14 juillet 1998). *Bouffes du Nord*, 57 bis, boulevard de la Chapelle, 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> La Chapelle. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures. Tél. : 01-46-34-50-50. De 50 F à 130 F. Jusqu'au 27 mars.

**Michel Graillier solo**

Les pianistes passent, Michel Graillier, comme Alain Jean-Marie, demeurent. Pourquoi ? Parce qu'ils sont dépositaires d'un savoir, d'une science authentique, qu'ils n'en font pas d'histoires, ne se hissent jamais du col et font croire que l'on doit les écouter simplement. Ce qui est tout un art.

*Petit Opportun*, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Les 3 et 10 mars, à 22 h 30. Tél. : 01-42-30-01-36. 80 F.

(Public, tél.)

**Orchestre de Paris**  
Christophe Eschenbach, le prochain patron de l'Orchestre de Paris, donne à entendre ce que devraient être ses programmes futurs : intelligents et passionnés. Et puis, le violoniste Gil Shaham est de la partie. Brahms : *Concerto pour violon et orchestre* op. 77. Schoenberg : *Pollux et Melisande*. Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Torrines. Les 3 et 4, à 20 h 30. Tél. : 01-42-61-65-89. De 80 F à 290 F.

**Michel Graillier solo**

Les pianistes passent, Michel Graillier, comme Alain Jean-Marie, demeurent. Pourquoi ? Parce qu'ils sont dépositaires d'un savoir,

d'une science authentique, qu'ils n'en font pas d'histoires, ne se hissent jamais du col et font croire que l'on doit les écouter simplement. Ce qui est tout un art.

*Petit Opportun*, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Les 3 et 10 mars, à 22 h 30. Tél. : 01-42-30-01-36. 80 F.

(Public, tél.)

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

**10 99**

**14 99**

كذا من الأصل

## KIOSQUE

LE MONDE / JEUDI 4 MARS 1999

## EN VUE

■ Mardi 2 mars, à l'occasion de la Fête des lanternes, dans le cadre solennel du Palais du peuple, à Pékin, Jiang Zemin, président chinois, est monté sur scène pour jouer de la guitare électrique.

■ La moitié des Indonésiens vivent en dessous du seuil de pauvreté : « Sortons de la crise par nos propres moyens et, si Dieu le veut, les signes d'une amélioration apparaîtront d'eux-mêmes », leur a prédict le président Bacharuddin Jusuf Habibie, lundi 1<sup>er</sup> mars, à Djakarta.

■ Vuk Bojovic, directeur du zoo de Belgrade, accusé de xénophobie pour avoir donné à un boeuf constricteur féminelle le prénom de Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américaine, vient de baptiser Rambouillet un chameau né pendant les pourparlers de paix sur le Kosovo.

■ Compassion in World Farming (association pour la compassion envers les animaux d'élevage) demande aux éleveurs britanniques, qui ne peuvent exporter leurs bœufs à cause de la maladie de la vache folle, de ne pas vendre à la France leurs moutons « si cruellement mis à mort » pendant la fête musulmane de l'Aïd.

■ La 20th Century Fox, accusée par les écologistes thaïlandais d'avoir abîmé l'environnement, a fait arracher les cocotiers qu'elle avait plantés à Phu Phi pour le décor d'un film « paradisiaque » avec Leonardo DiCaprio, mais n'a pas remis en place les trois tonnes de détritus retrouvés à l'occasion du tournage.

■ « Ce qu'ils veulent n'est pas clair », estime Alexei Chachkov, chef adjoint de l'administration régionale de Iakoutie, en Sibérie orientale, qui, depuis lundi 1<sup>er</sup> mars, parlemente avec soixante penteucistes, retranchés dans un bâtiment de Koutana, chantant, dansant, menaçant de se suicider, fâchés contre les habitants de leur village.

■ Selon le juge Marat Osmankoulov, de Bichkek, capitale du Kirghizstan, les experts ont trouvé totalement sain d'esprit Pavel Gorobets, qui a servi à table en petits plats (pirojki), à des amis, sa fiancée Valentina Kachina, à peine tuée.

■ Les Abkhazes de Soukhumi capturent, pour les vendre à des marchands turcs, les singes d'un élevage scientifique échappés par milliers de leurs cages portant l'inscription « Attention, sida ! », en 1992, au moment de la guerre civile.

■ Un internaute romain éprouve, souffrant de « confusion mentale, hallucinations et délires », hospitalisé, mardi 2 mars, avait navigué, sans arrêt, sur le Réseau pendant trois jours.

Christian Colombani

Le sociologue Michel Wievorka et son équipe veulent créer « un espace privilégié la confrontation intellectuelle organisée » et contribuer à « éléver le niveau d'une vie politique en panne de visées, de sens et d'idées »

## La renaissance du « Monde des débats »

LE MONDE DES DÉBATS



à éléver le niveau intellectuel d'une vie politique aujourd'hui en panne

■ Nous avons besoin d'un espace privilégié la confrontation intellectuelle organisée. Nous sommes frustrés de voir s'ignorer ou s'inventer sans échange réel les pensées qui devraient nous éclairer, et nous sommes les de leurs variantes uniques, qu'elles soient libérales ou antilibérales, qu'elles se parent des attributs de la science ou qu'elles se vautrent dans la démagogie.»

Le journal affirme répondre au « sentiment d'une urgence historique », face à « la formidable mutation dans laquelle nous sommes engagés, (...) confrontés à des enjeux et des problèmes largement inédits, et non réductibles à l'idée de crise ». Et il « entend contribuer

à visées, de sens et d'idées ». Le dossier principal de ce premier numéro, vendu 24 francs (3,66 €), est consacré à « l'autorité malmenée et recomposée ». *Le Monde des débats* entend nuancer le constat qui devient de plus en plus en vogue selon lequel « il serait urgent de mettre fin à un laxisme hérité de mai 68, propagé par des élites irresponsables, et qui mine aujourd'hui toute la société ». Le journal se propose de regarder « comment a évolué la notion d'autorité » et d'aller voir « ce que l'autorité est devenue sur les terrains où elle s'exerce : école, famille, entreprise, cité ».

Ainsi pour le sociologue François Dubet, l'école n'est pas « em

portée par une crise générale de l'autorité », contrairement à une idée volontiers reçue. Selon lui, « l'autorité des adultes et des maîtres sur les enfants et les élèves a changé de forme et probablement de nature ». Pour François de Singly, si 1970 « marque la fin de l'autorité paternelle », « la disparition des règles imposées fait naître un modèle très exigeant : il faut en permanence redéfinir l'exercice de l'autorité ». C'est ce travail de redéfinition-là qu'essaye de réaliser *Le Monde des débats*.

« Faut-il créer un comité d'éthique pour les journalistes ? », s'interroge encore le journal. Le professeur René Frydman est favorable à « une instance de réflexion – avec ou sans pouvoir de sanction – représentant à la fois les journalistes et la société » : « Dans tous les domaines de la vie publique, on y vient. Pourquoi le journalisme devrait-il seul rester en dehors de ce courant ? »

« Vouloir limiter » la liberté d'expression, répond Ivan Levai, « pour de bonnes ou de mauvaises causes, c'est l'attaquer au cœur ». Le journaliste Didier Poirquer, ancien éditeur à Prisma Presse, rappelle que la législation française sur la presse « est l'une des plus répressives du monde ». Pour lui, « le problème de fond vient de la concentration de plus en plus forte des groupes de communication », dans lesquels le journaliste ne représente « que ce que pèse un salarié, ni plus ni moins ».

Alain Salles

## DANS LA PRESSE

LIBÉRATION  
Jacques Amatric

■ Il faut savoir en finir avec une occupation. Certes, l'opération, cependant, est plus facile à recommander qu'à effectuer. Surtout en période préélectorale, comme c'est le cas en Israël. Il n'empêche : Benjamin Nétanyahou lui-même commence à réaliser que la tentative de contrôle du Sud-Liban par Tsahal et ses supplétifs libanais est de plus en plus inefficace et coûteuse en vies humaines. Malgré tout, il tente un piège en forme de mini-Vietnam, qui rebute une majorité d'Israéliens. C'est parce qu'il est conscient du danger que le premier ministre israélien a décidé de ne pas se lancer dans des

opérations de représailles tant que le Hezbollah s'abstiendra de s'en prendre par roquette interposées, à la population civile du nord d'Israël. Au point où en sont arrivées les choses, seul un retrait unilatéral de Tsahal paraît réaliste.

LE FIGARO  
Jean-Paul Mulot

■ L'Europe est comme Tallyrand, elle habite, l'opposition, bien malgré elle, l'unité. Le trépid gaulliste, plus bancal que jamais, s'en va ainsi clopin-clopant aux élections de juin. Face à ces chefs de la droite qui se donnent en spectacle – alors que les nouveaux héros de l'Europe rose fanfaronnent au sommet de Milan –, que fait Chirac ? Il leur délivre une feuille de route. Mais,

prudent, il l'adresse à tous, sans exclusivité, soucieux de préserver ce qu'il reste d'unité à la droite. En se donnant pour « ambition de faire de l'Union européenne un ensemble politique », il en fait « son » chantier. La « volonté » politique qui bâtrira une « Europe humaine et puissante » c'est mon affaire, dit-il. Même en ces temps de cohabitation.

RTL  
Michèle Cotta

■ En dix minutes d'un texte mis au point avec l'équipe élyséenne le dernier week-end, Jacques Chirac a repris la main. Sur l'opposition d'abord. Elle est déchiquetée, éclatée en trois listes au moins pour les futures européennes. Bayrou écrit à Séguin, Séguin répond à Bayrou. Leurs lettres acides s'étaient dans la presse qui en fait ses choux gras. Les deux hommes doivent se rencontrer. Et puis, non, tout compte fait, ils ne se verront pas. Plus tard, peut-être. Mais pas tout de suite, ça ne presse pas. A cet instant précis du mauvais feuilleton, Jacques Chirac entre en scène pour mettre d'accord tout ce petit monde qui, apparemment, est incapable de le faire sans lui. Il est le patron. Mais une partie du message s'adresse aussi à Lionel Jospin. Jacques Chirac a trouvé le sommet des socialistes européens de Milan, la veille, particulièrement bien choisi pour rappeler à Jospin qu'à Milan il faisait ce qu'il voulait mais qu'à Paris le premier ministre n'avait pas le monopole de l'Europe.

www.lizbekistan.com

Une communauté à la fois virtuelle et réelle, construite autour d'une principauté imaginaire



tel le ministre de la centralisation, « chargé d'aggraver le poids de la bureaucratie sur le pays ». Lix a rapporté d'un séjour en Ouzbékistan un penchant pervers pour les formalités administratives incohérentes et harassantes. Si l'il veut détruire Lizbékistan à part entière, l'internaute doit acheter pour 400 francs le « kit de papierasse », contenant notamment un passeport rouge vif d'aspect très officiel, une immunité diplomatique, un certificat anti-contravention, des timbres, un chèquier et bientôt des billets de banque en devise locale, le

« nipple » (rétron). Le passeport seul coûte 120 francs.

On peut aussi visiter le Lizzbekistan en simple touriste, en se promenant dans le site Web réalisé collectivement par la population. On découvre alors un pays dévorant, doté d'une grande variété de paysages et de coutumes. La presse y est active : on a le choix entre le journal officiel, écrit par la princesse, *Le Dépendant*, proche du pouvoir, et *Galasmot*, magazine de l'actualité heureuse. Le journal d'opposition, *Le Lizzek Sentinel*, ne paraît jamais.

Pourtant, malgré cette vitalité remarquable, le destin de la principauté est scellé depuis l'origine par son Chiffre magique, le 9, car Lix est né un 9 septembre. Dans sa grande sagesse, elle a donc fixé la fin de l'histoire du Lizzbekistan au 9-99. Ce jour-là, le pays va s'autodétruire, dans une apothéose dont les modalités restent à préciser. On sait déjà que l'événement aura lieu dans le monde réel, et qu'il sera grandiose et festif.

Yves Eudes

## SUR LA TOILE

CONCERTATION  
EN MIDI-PYRÉNÉES

■ Le conseil régional de Midi-Pyrénées a ouvert sur son site Internet un forum de discussion afin d'engager une concertation avec les habitants de la région pour l'élaboration du quatrième contrat Etat-région. Le site affichera les contributions des internautes ainsi que des informations permettant de suivre les diverses étapes de la concertation et le texte d'orientation adopté en octobre 1998. Quatre chantiers pour l'avenir. [www.cr-mip.fr](http://www.cr-mip.fr)

## AFFAIRE PENTIUM

■ Les organisations américaines de défense des droits civiques poursuivent leur campagne contre le Pentium III, nouveau microprocesseur de la société Intel, doté d'une fonction permettant d'identifier et de tracer les utilisateurs dès qu'ils se connectent à Internet. Le Center for Technology and Democracy (CTD), organisation généralement réputée pour rechercher le compromis plutôt que l'affrontement, a déposé une plainte contre Intel auprès de la commission fédérale du commerce (FTC). (AP)

Recevez *Le Monde* chez vous pour seulement

173 F\*  
par mois



Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1999.

## Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois automatiquement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment et nous enverrez une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le paiement automatique, vous ne payez rien d'avance, lorsque le montant correspondant une exemplaire sera envoyé un mois, si ce n'est plus qu'un débit de moins par mois. C'est comme vous permet ou pourrez d'échelonner votre règlement au fil de l'effacement le paiement en une seule fois.

## Bulletin d'abonnement

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélevement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a dans votre chèque.

M.  Mme  Mlle 901M0002

Prénom : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

J'autorise l'établissement bancaire de mon choix à débiter le montant de mon abonnement au *Monde* pour les périodes pour lesquelles je n'ai pas prélevé.

Vous vous abonnez au *Monde* : vous nous prêterez et admettrez nos correspondances à nos services bancaires et, le cas échéant plus tard, à quelques publications avec lesquelles nous procéderons à des échanges.

N° NATIONAL D'ABONNEUR : 134003 ORGANISME CRÉANCIER *Le Monde* 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (toute banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Carte fiduciaire \_\_\_\_\_ Carte Général \_\_\_\_\_ N° de compte \_\_\_\_\_ CHIPS \_\_\_\_\_

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.15 Arafat, « J'ai fait un rêve », Forum Planète

23.20 Botero, Forum Planète

## MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs.

Avec Brian Setzer ; Sandrine Alexi ; Philippe Sollers ; Jean-François Kahn ; René Le Gall ; Michel Hennezel

19.10 0.10 Le rendez-vous, LCI

20.05 Vive Tibet ! TSR

20.45 Les Mercredis de l'histoire, L'Affaire Grüninger, Arte

20.50 0.10 Les racines et les ailes,

Le viol de l'Amazzone, Forum Planète

23.25 Un siècle d'écrivains, France 3

23.30 Football, AB Sport

DOCUMENTAIRES

18.30 Cinq colonies à la une, Planète

19.00 Connaissance, Cadeaux de la nature, Arte

19.30 Conférences de presse, 28 octobre 1998 [2/3], Histoire

19.35 La Guerre du Golfe, GEO

20.15 360°, le reportage, GEO

20.25 Voyage en Patagonie, Où naissent les géants, Arte

20.30 Arafat, au-delà du mythe, Forum Planète

20.35 Un opéra sur le Nil, Planète

20.55 Les Bogis de Colombie, Odyssee

21.45 Les Tribus indiennes, Odyssee

22.45 Eldorado, la route de l'or, Odyssee

23.00 L'Affaire Rosenberg, TSR

23.40 Sports en direct, Eurosport

16.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

16.30 Cyclisme, Tour de Murcie, AB Sport

17.30 Boxe, Forum Planète

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

18.30 Natation, Coupe du monde, en petit bassin, Eurosport

## Une ordonnance belge

par Pierre Georges

DEUX JUGES pour enfants de Bruxelles étaient absolument fureux. Ils se trouvaient pour ainsi dire dans l'état du célèbre et commode « juge rouge », puisque tel est le qualificatif qui s'applique ordinairement à un magistrat indocile se refusant à jurisprudence au pas.

Les deux juges donc en avaient ras-le-toupe et entendait le signifier. Ils avaient à se préoccuper du sort de deux gamins, deux « sauvageonneurs » d'elles ou d'elles, qui avaient probablement œuvré dans la délinquance et dont il fallait bien faire quelque chose. Mais quoi ? Là était toute la question. Et là fut la révolte des deux magistrats, à peu près dépourvus de tout moyen.

Alors, rapporta notre facétieux correspondant à Bruxelles, les deux juges eurent une fameuse idée. Puisque l'Etat leur déléguait tout pouvoir de régler les problèmes sans pourvoir, à leurs yeux, la moindre solution - pas de foyers d'accueil, pas de places disponibles en institution -, l'heure de la révolte avait sonné. Ils concordèrent, l'un et l'autre, une ordonnance de placement peu banale dans une famille d'accueil peu ordinaire. On en imagine bien le texte : « *Ordonnons que X et Y (les deux gamins donc) soient placés au domicile de Mme Lorette Onkelinx demeurant à... qui présente toute garantie de régence et de sérieux.* »

Où l'affaire devient cocasse, et un peu plus que cocasse, c'est que Mme Lorette Onkelinx est ministre-présidente de la communauté française. Et que la manchue bruxelloise voulant exécuter l'ordonnance de placement trouva porte de bois. Ou, du moins, le prétendit. Donc, faute de famille

d'accueil, les deux juges décidèrent de renvoyer les gamins chez eux. L'histoire ne dit pas si Mme Onkelinx fut particulièrement visée pour avoir tenu des propos définitifs sur la nécessité de mettre la « sauvageonneur » belge hors d'état de nuire. Ou si, au contraire, elle fut victime d'une réputation de femme attentive au malheur du pauvre monde et d'une jeunesse déboussolée. Mais le fait est, qu'en la choisissant pour signifier leur impuissance les magistrats ne étaient pas trompés de cible. S'ils voulaient faire du bruit sur ordonnance, ce fut réussi.

Mais où allons-nous, où vont la Belgique et la France demain, si les juges se mêlent de pratiquer la politique de l'ordonnance-boomerang ? *Imaginons dans nos banlieues, un juge « rouge », de fureur, ou blanc, d'épuisement, qui, lisant ces lignes, ordonnerait le placement d'un « sauvageon » de nos contrées dans des familles notamment connues de côté de la place Beauvau ou de la place Vendôme. Imaginons, dans nos villes, un brigadier de police extenué livrant le plein contenu d'un panier à salade tagué grave à la représentation nationale, Palais-Bourbon, Paris 8. Imaginons un proviseur, à bout de ressources, envoyant le pire de ses tourmentes chez le dompteur de mammouth, pour un cours de rattrapage de civisme.*

Tout est imaginable, à défaut d'être possible. Même une ordonnance belge finalement assez bienvenue pour signifier que les gens situés en aval du discours politique, un peu comme l'on est en bout de ligne, juges, policiers, enseignants attendent un peu moins de paroles et un peu plus d'actes.

## Monica Lewinsky organise son couronnement médiatique

Plusieurs entretiens et une biographie paraissent quasi simultanément

TOUT EST SAVAMENT ORCHETRÉ dans le couronnement médiatique de Monica Lewinsky, l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche devenue l'une des femmes en vue de la planète après sa liaison avec le président des Etats-Unis. Un entretien de la jeune femme devait être diffusé, mercredi 3 mars, dans l'émission « 20/20 » sur la chaîne américaine ABC. C'est la doyenne des émissions télévisées, Barbara Walters, solaire-Septans, connue pour ses faces à face avec des personnalités - elle a notamment interviewé Margaret Thatcher, Fidel Castro ou Anouar El Sadate - qui a recueilli ses confessions. La chaîne mise sur des scores d'audience tout à fait remarquables (entre 25 % et 35 %) et a adapté le prix de ses spots publicitaires en conséquence (5 millions de francs, soit 754 000 euros, les 30 secondes).

Des « fuites » réalisées à bon escient ont déjà permis d'aller chercher le grand public. Le 25 février, le *Washington Post* puis le *New York Daily News* du 2 mars livraient certains pas-

sages dits « croustillants » de cet entretien. Monica Lewinsky y décrit Bill Clinton comme son « complice sexuel idéal » et sa liaison comme « celle d'un homme et d'une femme et non pas celle d'un président et de sa stagiaire ». Elle ne cache pas qu'une « aventure sexuelle a été le début très fort ». La jeune femme affirme que Bill Clinton ne lui a jamais parlé de mariage et ne lui a jamais dit qu'il l'aimait. Elle fait acte de confiance en promettant de « ne plus avoir de nouvelles aventures avec un homme marié » et présente ses excuses à Hillary et Chelsea Clinton « pour ce qu'elles ont subi ».

## UNE ANNÉE DE SCANDALES

ABC ne sera pas la seule télévision du monde à diffuser un entretien avec Monica Lewinsky. La chaîne britannique Channel 4 diffusera aussi, jeudi 4 mars, une interview. Les journaux ne sont pas en reste puisque des entretiens avec l'épouse du président ont été savamment distillés, dans le *Corriere della Sera* en Italie le 3 mars,

le lendemain en France dans *Paris-Match*, etc.

Pour faire perdurer ce souffle médiatique, élaboré par des spécialistes en relations publiques, une biographie de Monica Lewinsky - signée par le Britannique Andrew Morton - qui a écrit celle de la princesse Diana, a été envoyée aux librairies de la planète selon un calendrier très étalé. *Monica's Story* paraît aux Etats-Unis, jeudi 4 mars, le lendemain en Grande-Bretagne, puis samedi 6 mars en France (aux Presses de la Cité).

Le *New York Times* qualifie d'« ultime obscénité couronnant une année de scandales » l'entretien à ABC. Monica Lewinsky devrait en tirer des gains substantiels. Selon *Liberation*, elle aurait obtenu, pour sa biographie aux Etats-Unis, 3,6 millions de francs d'avance (549 000 euros), autant de la part de Channel 4, sans compter les milliers de dollars payés par les journaux.

Nicole Vulser

## La France critique les raids aériens contre l'Irak

LA FRANCE a critiqué ouvertement, mardi 2 mars, les bombardements de l'aviation anglo-américaine de cibles irakiennes civiles et militaires. « Il est clair que ces opérations militaires répétées ne vont pas dans le sens que nous souhaitons, à savoir l'étude des conditions pour que se rétablisse une relation globale entre l'Irak et les Nations unies dans un environnement propice », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Anne Gazeau-Secré. La France, qui avait participé aux patrouilles aériennes dans la zone d'exclusion aérienne nord jusqu'en 1996, a cessé de coopérer avec les Américains et les Britanniques dans la zone sud depuis l'opération « Renard du désert » en décembre 1998.

## BOMBARDEMENTS INTENSIFS

Interrogé sur les bombardements qui ont causé l'arrêt de l'exportation du pétrole irakien par la Turquie, selon les autorités irakiennes, Mme Gazeau-Secré a affirmé que la France était « préoccupée par ce nouvel incident » qui « complique l'application du programme « Pétrole contre nourriture » que nous jugeons très important ».

Les critiques françaises interviennent alors que les Américains ont clairement indiqué leur intention d'intensifier leurs bombardements. Celui de lundi a été, selon le Pentagone, le plus violent depuis décembre. « Même si [Saddam Hussein] en est réduit maintenant à utiliser des DCA inefficaces, nous répèterons », a commenté un officier de l'armée de l'air américaine. Ce regain de tensions inquiète le directeur du Bureau du programme humanitaire pour l'Irak à l'ONU, Benon Sevan. Selon lui, « tout arrêt prolongé va rendre encore plus critique le manque de fonds disponibles pour les fournitures humanitaires dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » ». M. Bevan a rappelé que la chute des prix et le déclin de l'industrie pétrolière irakienne sont à l'origine d'un « manque à gagner de 900 millions de dollars » (825 millions d'euros) qui a déjà entraîné des « coupes sévères ». (AFP)

## UNE JOURNÉE À TOULOUSE

Le Monde LA POSTE

Vendredi 12 mars 1999

LE MONDE ET LA POSTE vous invitent à

Rencontrer

Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélie

Débattre

« Vivre à Toulouse »

à 17 h 30

un grand débat dont vous êtes les acteurs : les questions des Toulousains sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au THÉÂTRE DE LA CITÉ à partir de 13 h 30

1, rue Pierre-Baudis, Toulouse Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Toulouse

Question :

A retourner par courrier à : LE MONDE, Jean-Paul BESSET 10, rue des Arts, 31000 Toulouse

## Les touristes enlevés en Ouganda ont été tués par leurs ravisseurs

HUIT touristes occidentaux, enlevés dans le sud-ouest de l'Ouganda, dans la nuit de lundi à mardi 2 mars, par une centaine d'hommes en armes (*Le Monde* du 3 mars), ont été tués par leurs ravisseurs, a raconté un survivant américain, Mark Ross. Identifiés comme étant des extrémistes hutus rwandais, les ravisseurs ont d'abord tué deux jeunes touristes américains, dont l'une a été violée, et ont ensuite emmené avec eux trois autres touristes, qui ont aussi été tués, a précisé M. Ross. Au total, huit otages, quatre Britanniques, deux Américains et deux Néo-Zélandais ont été tués. Les ravisseurs ont libéré six de leurs otages - deux Britanniques, un Suisse, un Américain, un

## Grève reconduite aux Caisses d'épargne

ALORS QUE la commission des finances de l'Assemblée nationale devait examiner, mercredi 3 et jeudi 4 mars, le projet de loi de réforme des Caisses d'épargne, l'intersyndicale CFDT-CGTA-Syndicat unité de l'Écureuil prolonge son appel à la grève. Le mouvement a mobilisé, mardi 2 mars, 21 % du personnel, selon la direction, un taux en diminution par rapport aux mouvements précédents (49 % le 27 janvier 1998, 34 % le 15 décembre 1998). Les syndicats s'inquiètent de la transformation du groupe, qui avait jusqu'à présent un statut à but non lucratif, en société coopérative. Selon l'intersyndicale, qui se dit « satisfait », 80 % des agences étaient fermées dans le Sud-Ouest, 60 % à Paris, 50 % à Lyon, 55 % dans le Pas-de-Calais, 40 % à Marseille et en Pays de la Loire. Le mouvement, reconductible chaque jour jusqu'à la discussion du texte, se poursuivait mercredi 3 mars, une manifestation étant prévue devant l'Assemblée. Une délégation devait être reçue par Augustin Bonnevaux (PS, Ariège), président de la commission des Finances.

■ JUSTICE : l'homme d'affaires Michel Pacary est décédé, mardi 2 mars à Paris, à l'hôpital Léopold-Bellan, à l'âge de 58 ans. Il avait été mis en examen en 1996, notamment pour « corruption » et « complicité de détournement de fonds publics ». Fondateur d'une société de courtage financier assistant les collectivités locales, il était soupçonné d'avoir versé de l'argent à des élus de droite et de gauche. Une trentaine de personnes ont été mises en examen dans ce dossier.

■ JUSTICE : l'homme d'affaires Michel Pacary est décédé, mardi 2 mars à Paris, à l'hôpital Léopold-Bellan, à l'âge de 58 ans. Il avait été mis en examen en 1996, notamment pour « corruption » et « complicité de détournement de fonds publics ». Fondateur d'une société de courtage financier assistant les collectivités locales, il était soupçonné d'avoir versé de l'argent à des élus de droite et de gauche. Une trentaine de personnes ont été mises en examen dans ce dossier.

convaincre de nous relâcher et de faire ainsi connaître au monde leurs positions », a-t-il ajouté.

Les rebelles avaient remis un message à une diplomate française - qu'ils n'ont pas enlevée et qui a été libérée - l'interrogeant sur les conditions de libération. Les rebelles ont également donné une lettre de deux pages à chacun des six otages qu'ils ont ensuite relâchés, indique le quotidien gouvernemental *New Vision*. Le contenu de ces lettres n'a pas été rendu public. Une équipe d'agents du FBI est arrivée en Ouganda pour suivre l'évolution de l'enquête. Les autorités ougandaises avaient précédemment affirmé que les otages avaient été tués au cours d'une opération lancée pour les libérer. (AFP)

## Le navigateur italien Giovanni Soldini est arrivé à Punta del Este

LE MONOCOQUE *Fila*, barré par le navigateur italien Giovanni Soldini, est arrivé mercredi 3 mars à 9 heures 55 minutes (heure française) dans le port uruguayen de Punta del Este. Giovanni Soldini s'adjuge ainsi, dans la catégorie des voiliers de classe 1 (15,2 m à 18,2 m), la troisième étape de l'Around Alone. Le 1er janvier à Aucklands (Australie), il avait franchi en vainqueur la ligne d'arrivée de la deuxième étape de cette course à la voile autour du monde avec escales en solitaire.

Solitaire Giovanni Soldini ne l'était plus depuis le 16 février, date à laquelle il avait recueilli la Française Isabelle Autissier, naufragée dans les eaux du Pacifique sud. Un jury international devra décliner quelle compensation de temps il accordera à l'italien pour s'être ainsi déroulé. L'autre concurrent en

core en lice en classe 1, le Français Marc Thiercelin, se trouve depuis dimanche 28 février aux îles Malouines, pour réparer son bateau *Somewhere* dont le mât s'est brisé. Il pourra arriver à Punta del Este à la fin de la semaine prochaine.

En dépit des nombreux accidents et abandonnés ayant émaillé l'épreuve depuis son départ, en septembre 1998, Mark Schrader, le directeur de l'Around Alone, a estimé dans un entretien à *Libération* du mercredi 3 mars, que « la course existe encore ». Il en veut pour preuve le fait que Marc Thiercelin « travaille comme un fou pour continuer », notant aussi que chez les voiliers de classe 2, « la compétition est extraordinaire entre Mouline, Garside et Van Lieu ». Mark Schrader admet cependant qu'il faudra tirer les leçons sur les normes de sécurité des voiliers.

core en lice en classe 1, le Français Marc Thiercelin, se trouve depuis dimanche 28 février aux îles Malouines, pour réparer son bateau *Somewhere* dont le mât s'est brisé. Il pourra arriver à Punta del Este à la fin de la semaine prochaine.

En dépit des nombreux accidents et abandonnés ayant émaillé l'épreuve depuis son départ, en septembre 1998, Mark Schrader, le directeur de l'Around Alone, a estimé dans un entretien à *Libération* du mercredi 3 mars, que « la course existe encore ». Il en veut pour preuve le fait que Marc Thiercelin « travaille comme un fou pour continuer », notant aussi que chez les voiliers de classe 2, « la compétition est extraordinaire entre Mouline, Garside et Van Lieu ». Mark Schrader admet cependant qu'il faudra tirer les leçons sur les normes de sécurité des voiliers.

core en lice en classe 1, le Français Marc Thiercelin, se trouve depuis dimanche 28 février aux îles Malouines, pour réparer son bateau *Somewhere* dont le mât s'est brisé. Il pourra arriver à Punta del Este à la fin de la semaine prochaine.

En dépit des nombreux accidents et abandonnés ayant émaillé l'épreuve depuis son départ, en septembre 1998, Mark Schrader, le directeur de l'Around Alone, a estimé dans un entretien à *Libération* du mercredi 3 mars, que « la course existe encore ». Il en veut pour preuve le fait que Marc Thiercelin « travaille comme un fou pour continuer », notant aussi que chez les voiliers de classe 2, « la compétition est extraordinaire entre Mouline, Garside et Van Lieu ». Mark Schrader admet cependant qu'il faudra tirer les leçons sur les normes de sécurité des voiliers.